

LE CONFLIT SINO-JAPONAIS
ET
L'EQUILIBRE DES PUISSANCES
en Extrême-Orient

~~DES~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON
LE 11 JUILLET 1938, A 14 HEURES

PAR

Tcheng Kia Kan
(Tcheng Kong)

陳 家 幹

PRÉSIDENT : M. BLONDEL, professeur.
SUFFRAGANTS : M. DESSERTAUX, professeur.
M. BURDEAU, agrégé.



DIJON
IMPRIMERIE BERNIGAUD ET PRIVAT
15, rue Bossuet, 15

1938

LE CONFLIT SINO-JAPONAIS
ET
L'ÉQUILIBRE DES PUISSANCES
en Extrême-Orient

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CONFLIT SINO-JAPONAIS ET L'EQUILIBRE DES PUISSANCES en Extrême-Orient

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON
LE 11 JUILLET 1938, A 14 HEURES

PAR

Tcheng Kia Kan
(Tcheng Kong)

陳家幹

PRÉSIDENT : M. BLONDEL, professeur.
SUFFRAGEANTS : M. DESSERTAUX, professeur.
M. BURDEAU, agrégé.



DIJON
IMPRIMERIE BERNIGAUD ET PRIVAT
15, rue Bossuet, 15

1938

INTRODUCTION

La politique agressive du Japon à l'égard de la Chine vient apporter, une fois de plus au monde, la preuve que les notions élémentaires du respect des traités, librement consentis, sont sans valeur devant les conceptions de la politique dite réaliste. Au nom de cette politique réaliste, l'Italie s'est livrée à une agression contre l'Ethiopie, membre comme elle de la S.D.N.; au nom de cette politique réaliste, les États totalitaires interviennent dans la politique intérieure d'un État souverain et se livrent contre lui et ouvertement à une agression inqualifiable. Au nom de cette même politique qui n'est que le droit de se rendre justice à soi-même entre États, comme on y a réussi, il y a quelques siècles, entre seigneurs féodaux, le Japon poursuit son plan de conquête de la Chine et... du monde. Le conflit lui-même n'existe que dans la mesure où le Japon entend le faire naître à l'heure et au moment qu'il choisit.

Il invoque donc, en faveur de son action vis-à-vis de la Chine, des arguments ou justifications d'ordre à la fois morale, juridique et économique.

ridique. L'exemple remonte à la Conférence de Washington en 1922 ¹.

En 1922, on a essayé d'aborder, à Washington, une discussion juridique fort subtile, notamment sur le problème des gardes de chemin de fer. Les délégués de Chine affirmaient que le Japon n'avait pas le droit — juridiquement parlant — de maintenir ces gardes, et la controverse est restée plutôt obscure. Le Japon a conclu d'une façon très simple en disant que, après tout, il luttait pour un besoin de self-protection, par conséquent pour un besoin de légitime défense... ce qui semblait laisser entendre que, sur le terrain juridique, il n'était peut-être pas très sûr de sa thèse, mais que, sur le terrain des faits, il entendait se défendre. C'est une argumentation franche, ce n'est pas une argumentation juridique.

Après les arguments d'ordre moral et juridique, arrivons aux arguments d'ordre économique.

Sur ce plan, les arguments du Japon n'ont pas varié. Un porte-parole du ministre des Affaires étrangères de Tokio, commentant le discours du président Roosevelt, prononcé le 6 octobre 1937, a déclaré que le monde avait été créé pour toute l'humanité.

Il est difficile, a-t-il dit, de maintenir la paix tant que ne sera pas abolie la distribution inégale des biens parmi les nations. Le Japon ne réclame pas l'égalité comme son droit, car l'idée de droit en Occident est incompatible avec la

¹ Voir *infra*, chap. IV.

conception de la justice, telle que la conçoivent les Orientaux. Le Japon réclame toutefois la liberté de mouvement pour sa population débordante, dont l'expansion est entravée par des lois inhumaines. De même, le Japon demande la liberté d'une expansion paisible pour le peuple japonais en Chine et il rappelle que l'opposition chinoise par la force des armes... à la coopération avec le Japon a provoqué l'actuel... conflit.

Les arguments économiques ont déjà fait l'objet d'une critique irréfutable dans le rapport Lytton, présenté à la S.D.N., lors de l'affaire de Mandchourie. Nécessité de débouchés pour le surplus de sa population. Nous connaissons déjà cette théorie des « peuples sans espace », au nom de laquelle on a conquis l'Ethiopie, au nom de laquelle on réclame des colonies et l'Ukraine. En vertu des accords du 25 mai 1915, le Japon avait l'entière liberté d'installer ses ressortissants en Mandchourie. En quinze années, 215.000 Japonais se sont installés en Mandchourie. Sur 30 millions d'habitants, 29 millions sont Chinois. La Mandchourie, que le Japon entendra annexer prochainement, devrait lui suffire pour y établir le surplus d'une population qui s'accroît actuellement de près d'un million par an, mais dont la densité n'est, au demeurant, pas plus élevée que celle de certains pays d'Europe comme la Belgique, ou que celle d'une province chinoise dont il entreprend la conquête, comme le Hopei. Il faut croire que cela n'est pas suffisant puisque le Japon s'est emparé des provinces du nord ou, ce qui est plus exact, que l'argument n'a pas grande valeur. Il n'est, pour s'en convaincre, que de relire le mémoire Tanaka.

Ce qui apparaît clairement, c'est que, sous le couvert de défendre la civilisation et l'ordre, le Japon entend s'appropriier les richesses économiques de la Chine. Son action a commencé par la Chine du nord. C'est, pour le moment, l'objectif principal. Il n'est pas inutile de rappeler ce que représente, pour la Chine, les cinq provinces du nord : Hopei, Chantoung, Shansi, Sui-Yuan et Tchahar.

La Chine du nord a une population de 83 millions d'habitants : un cinquième de la population totale de la Chine. 30 % des terres cultivées dans toute la Chine et en plus de la superficie cultivée dans le sud-ouest de la vallée du Yangtsé.

La production du blé dans la Chine du nord représente 30 % de la production totale, le riz 63 %, le kaolin 51 %, le millet 37 %, les arachides 37 %.

Pour le coton et la laine, les cinq provinces du nord occupent une position de premier plan. En 1935, dans cette région, la production du coton représentait 34 %. Le filage et le tissage sont parmi les industries les plus importantes du nord.

Les provinces de Hopei, Chantoung, Shensi, Sui-Yuan et Tchahar sont les plus riches en charbon ; elles fournissent 45 % de la production totale. Les réserves de charbon de la Chine sont estimées à 348 milliards de tonnes, dont 54 % sont dans le nord.

La production du fer est importante au Tchahar et au Hopei et 46 % des réserves de fer de la Chine se trouvent dans les provinces de Hopei, Tchahar, Chantoung et Shensi.

Enfin la Chine tire 20 % de ses revenus de ses cinq provinces septentrionales. (Extrait du bulletin *Chine*, d'août 1937, édité par « Les Amis du Peuple chinois »).

On comprend, dès lors, tout l'intérêt que cela représente non seulement pour le Japon, mais aussi pour l'Italie et l'Allemagne... On a dit que l'action du Japon en Chine ne pouvait être que profitable

aux autres puissances, puisque l'ordre nouveau qui s'établirait, n'exclurait pas les participations étrangères à la vie économique du pays. Ces arguments ont été avec complaisance repris, commentés par une presse aux ordres, et tendaient à faire croire à l'opinion que les intérêts économiques de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, n'auraient pas à en souffrir. L'exemple du Mandchoukouo devrait être suffisant pour éclairer plus exactement l'opinion sur ce point. Au moment de sa constitution factice, le nouvel « État » avait proclamé qu'il maintiendrait le régime de la « porte ouverte ». Or, et sur les instigations du Japon, il s'est enfermé dans les barrières industrielles, il s'est réservé le monopole d'un nombre considérable d'industries, il a restreint, en vertu d'une politique nettement déterminée, l'influence de certains États. Une discrimination a bien été faite, et le sens de cette discrimination apparaît nettement si l'on sait que, le 4 septembre 1937, est intervenu un accord commercial germano-mandchou entre la Banque Centrale du Mandchoukouo et l'Institut bancaire allemand Otto Wolf qui lui a consenti un prêt de 35 millions de yen. Pétrole, minerai de fer, charbon, sont les matières indispensables aux trois États totalitaires qui en sont dépourvus, pour la préparation de l'agression qu'ils méditent. Il ne s'agit plus, pour eux, de conquérir des marchés ou des débouchés, mais d'assurer le ravitaillement de leurs industries de guerre.

PLAN DE L'ÉTUDE

L'exposé du conflit sino-japonais et l'équilibre des puissances en Extrême-Orient comprendra sept chapitres :

Le premier sera consacré aux relations sino-étrangères ;

Le deuxième traitera de l'expansion japonaise ;

Le troisième exposera les positions respectives des puissances du Pacifique en face des rapports sino-japonais ;

Le quatrième aura pour objet l'équilibre des puissances en Extrême-Orient. La Conférence de Washington de 1921-1922 ;

Le cinquième aura trait aux conflits sino-japonais, depuis l'occupation de la Mandchourie en 1931 jusqu'à nos jours ;

Le sixième exposera les violations du droit international par le Japon ;

Le septième traitera de la remise à l'ordre du jour de l'équilibre des puissances en Extrême-Orient à la suite de l'agression japonaise en Chine. La Conférence de Bruxelles de 1937.

CHAPITRE PREMIER

Les relations sino-étrangères

La Chine occupe une grande partie de l'Asie. Sa population s'élève à plus de 400 millions d'habitants, probablement à 450 millions : c'est le quart de l'espèce humaine.

Il ne faut pas assimiler la Chine à l'une des nations européennes, à la France ou à l'Allemagne, par exemple. Il faut plutôt voir en elle une sorte d'Europe asiatique. A ceux qui reprochent à la Chine d'être incapable de « mettre sa maison en ordre », il faut demander si l'Europe donne le spectacle d'une parfaite harmonie ?

Deux grands fleuves : le Houang-Ho ou Fleuve Jaune et le Yang-Tsé-Kiang appelé aussi par certains géographes Fleuve Bleu, traversent de l'ouest à l'est sur son immensité territoriale, en sorte que la terre y est presque partout fertile, et le peuple, vivant paisiblement durant des siècles, se livre à l'agriculture qui occupe 80 pour cent de la population. Les habitants ne s'intéressent presque point aux choses politiques, tant intérieures qu'extérieures.

Pendant des siècles, il n'y eut, en Chine, ni puissante armée permanente, ni budget militaire. Aux rares époques où l'on peut citer une armée impériale, celle-ci se recrute parmi les conquérants mongols ou mandchous, non parmi les *Fils de Han*. Les armées provinciales sont composées de mercenaires appartenant aux milieux les plus pauvres de la population, souvent d'anciens brigands ; elles sont plus redoutées de la population paisible, honnête que les bandes de pirates. Le même idéogramme désigne le soldat et le bandit. C'est pourquoi, il y avait, depuis des siècles, une chose qu'un bon Fils de Han détestait : c'était d'être soldat ! On connaît très couramment en Chine, ces deux proverbes méprisants que voici : « On ne prend pas du bon fer pour fabriquer des clous, ni de bons hommes pour faire des soldats ! » On dit aussi : « Dans une famille honorable, la fille ne se fait pas catin, ni le fils militaire ». C'est ainsi que le peuple de Chine méprise l'art militaire.

D'autre part, il a profondément subi l'influence de ses grands sages, qui lui ont enseigné le mépris de la force brutale, la valeur de la raison et de la paix. Confucius, Mencius, Lancius, Jancius, tous les philosophes de la Chine enseignent que l'homme ne peut atteindre le plus haut degré de civilisation, que par la bonne morale spirituelle et non par la force brutale.

Depuis 5.000 ans de civilisation en Chine, la doctrine d'humanité, de bonté et de vertu s'est enracinée dans l'âme du peuple. La Chine, dans le passé, était très capable, mais elle ne voulut presque

jamais employer une politique d'agression contre quiconque ¹.

Avant que n'existassent les nations occidentales, la Chine était déjà d'âge vénérable et figée dans des coutumes et des cadres qui, malgré la haute culture qui a fleuri pendant des siècles, l'enveloppaient dans une armature rigide ². Jamais, dans l'histoire de la Chine, on ne retrouvera tant de races unies sous un pouvoir unique que détint Gengis-Khan au XIII^e siècle ; la règle mongole s'étendra sur la Chine comme sur les plaines de Hongrie ; Khubilai, le petit-fils de Gengis, réservera, aux étrangers de marque, l'accueil le plus somptueux. Marco Polo sera fonctionnaire de la Chine. A aucune époque, l'esprit international ne sera plus développé que dans cette Chine où affluent les peuples les plus divers ³.

En outre, les philosophes de la Chine nous recommandent la vertu d'universelle bienveillance ; ils dénoncent la guerre comme le mal suprême. L'expérience des malheureux apporte aux conceptions des sages une tragique vérification. « Agriculteur et sédentaire, le Chinois est pacifique par nature et par état. Que gagne-t-il à la guerre ? Ses moissons détruites, sa maison saccagée et les communications rompues ; sans parler de la levée en masse qui l'oblige à quitter son sol et son bien, de l'invasion qui disperse sa famille et brise l'autel des ancêtres. Comment ne

1. V. Chang Liang Sau, *Les dernières tentatives de désarmement naval et l'équilibre des puissances en Extrême-Orient*, Dijon, 1935, p. 80.

2. V. M^{me} Tchang Kaï Shek, *Les origines du drame chinois*, traduit de l'anglais par Robert Delle Donne, Paris, Gallimard, 1938, p. 7.

3. V. Jean Escarra, *La Chine et le droit international*, Paris, 1931, p. 5.

haïrait-il pas cette guerre ? Comment, au contraire, n'exalterait-il pas les bienfaits de la paix et les vertus de ceux qui l'assurent ¹ ? »

Marco Polo, qui a vu la Chine au moment de l'invasion mongole du XIII^e siècle, écrit des Fils de Han : « Ils n'étaient mie (= pas) une gent d'armes... Si ceux de cette contrée fussent gens d'armes, ils conquerraient tout l'autre monde. Mais ils ne sont point d'armes, ils sont marchands et gens moult subtils de tous métiers ».

Ainsi, c'est sa grande force et aussi sa faiblesse. A raison de cela, la Chine immense, profondément pacifique, n'attaque personne, est au fur et à mesure écrasée par l'une ou l'autre des puissances, et va attirer sur elle les convoitises des peuples mieux organisés au cours de ces derniers siècles et plus brutaux, surtout du peuple japonais, qui, à l'encontre de sa faible voisine, rêve d'y établir sa suprématie et de la plier à ses genoux. Cette Chine était trop honnête, pacifiste pour pouvoir provoquer une guerre contre une nation de la même race, militairement plus forte qu'elle. L'histoire du loup et de l'agneau nous fait penser aux mensonges et à la propagande japonaise depuis sept ans. Le Japon, d'après sa prétention, se trouve dans la situation de l'agneau paisible à la merci d'une Chine féroce et il lutte pour sauvegarder sa propre existence. Mais tout esprit impartial est d'accord avec M. Alexandre Varenne, ancien gouverneur de l'Indochine, lorsqu'il dit :

1. V. Georges Maspéro, *La Chine*, Delagrave, 1918, p. 81.

« On a les meilleures raisons de croire aux intentions pacifiques de la Chine qui, elle, ne menace personne et est tout entière à son travail de rénovation ». C'est exactement avec la même objectivité que la 100^e session du Conseil de la S.D.N. « déplore cette aggravation de la situation eu égard aux efforts accomplis et aux résultats obtenus par le gouvernement national de la Chine pour la reconstruction politique et économique du pays... ». Après un jugement universel, qui croit encore au prétexte du Japon ? Ne voit-on pas que la Chine qui a derrière elle des siècles de paix, n'est entrée aujourd'hui, qu'à son corps défendant, dans le cycle des guerres d'enfer ? Elle entend bien n'y demeurer qu'autant qu'il sera nécessaire. Elle mène avec un grand courage, avec une patience héroïque, comme le remarque M. Georges Bonnet, devant la 101^e session de la S.D.N. « l'héroïque peuple chinois pour défendre son indépendance, a mérité l'admiration du monde entier » ; une guerre qui lui fut imposée et qui lui fait horreur, et encore, elle n'aime rien tant que de parler de la paix.

Que les Japonais s'en aillent chez eux... Soyez bien sûr que ce n'est pas la Chine qui ira les y attaquer.

Nous exposerons les relations sino-étrangères dans l'ordre suivant :

I. Première période : depuis le début jusqu'à la Guerre de l'opium de 1840.

II. Deuxième période : depuis la Guerre de l'opium jusqu'à nos jours.

I. PREMIÈRE PÉRIODE

Période de l'invasion pacifique depuis le début jusqu'à la Guerre de l'opium de 1840

La Chine existait au temps de Babylone, de l'Assyrie, peut-être de l'Égypte des Pharaons. Elle a survécu à ces empires. Son évolution a connu un temps d'arrêt, mais il est inexact de parler de stagnation. Non seulement la Chine a éprouvé de puissants sursauts d'évolution intime, mais elle a subi, à toutes les époques, de notables influences étrangères.

Elle eut, de bonne heure, l'occasion d'entrer en relation avec les pays civilisés.

Les premières relations furent généralement des affaires commerciales et aussi de propagande religieuse. Dès le règne d'Auguste, des caravanes circuleront entre l'Empire romain et la Chine. L'étude de la *Géographie* de Ptolémée a permis de préciser la connaissance qu'on avait à son époque de l'Asie centrale et sud-orientale ¹. Deux grandes routes commerciales traversaient l'Asie, l'une passant au nord de la mer Caspienne, l'autre au sud des monts T'ien Chan ou Montagne du Ciel. C'étaient les « routes de la soie ». Elles conduisaient dans la Chine du nord, la Sérique. Le peuple de Chine du sud était appelé *Sines* du nom de la dynastie Ts'in. Ce sont les Romains qui nous ont légué ce nom universel-

1. V. Reinaud, *Relations politiques et commerciales de l'Empire romain avec l'Asie orientale*, Paris, 1863 ; — André Berthelot, *L'Asie ancienne orientale et sud-orientale, d'après Ptolémée*, Paris, 1930.

lement employé de Chine, mais qui n'est pas chose de Chine et n'est pas en usage dans ce pays.

Les Romains achetaient aux Parthes des étoffes de soie fabriquées par les hommes dont on disait qu'ils habitaient aux confins du monde. A la recherche de ces tissus, des commerçants alexandrins arrivèrent jusqu'en Chersonèse qui est aujourd'hui l'Indochine actuelle, dès la fin du premier siècle de l'ère chrétienne.

Les Nestoriens, chrétiens hérétiques, niant la divinité de Jésus, introduisirent cette forme de christianisme en Chine, dès le ^{vii}^e siècle. Plusieurs siècles après eux, des Franciscains, envoyés par le Pape, apportèrent à la Chine le catholicisme officiel : ils s'installèrent au début du quatorzième siècle, en la ville qui s'appellera plus tard Pékin.

Au ^{vii}^e siècle, à l'époque de la dynastie T'ang (618-907), les rapports étaient très étroits entre le peuple de Chine et les Arabes. Jamais, auparavant, la Chine n'avait été si intimement mêlée aux affaires du Proche-Orient. Devenue, pendant la première moitié de la période de T'ang, la grande puissance de l'Asie, elle avait porté à son apogée son expansion vers l'ouest. Sa frontière occidentale atteignit le Pamir. Elle s'y était trouvée en conflit avec l'expansion victorieuse de l'Islam vers l'est et avait battu, assujetti les Turcs au milieu du ^{xiii}^e siècle

Pendant que ces événements se déroulaient en Asie centrale, un grand mouvement d'émigration et de conquête se produisait en Arabie et qui, en partant de cette péninsule, s'étendit dans toutes les direc-

tions. Sous le règne des premiers khalifes, l'Empire sassanide fut renversé par les Arabes qui entrèrent ainsi en contact direct avec la Chine. D'autre part, les routes maritimes sont découvertes par les Arabes. Ils voulurent se réserver le monopole de la soie et des épices. Et ils s'installèrent à Canton qui est déjà un « port ouvert ».

Pendant ce même temps, existaient quelques institutions juridiques, en Chine, destinées à régler les relations sino-étrangères. Certains voient ces institutions qui sont des créations artificielles de l'impérialisme étranger. La vérité sera que les puissances détourneront de leurs buts véritables, pour les faire servir à leur fin politique, des institutions qui, à l'origine, ont pris spontanément naissance pour le commun profit du peuple de Chine et des étrangers installés en Chine. L'exterritorialité, les concessions sont des éléments anciens, désirés pour tous les intéressés. En revanche, les territoires à bail, la restriction de l'autonomie douanière sont des créations artificielles des puissances, uniquement fondées sur une politique d'agression, et que le juriste se doit de flétrir ¹.

Il existe même, à l'époque de T'ang, vers 653-654, l'un des plus anciens codes de Chine contenant des règles de conflit de lois. Une section du livre Ming-li de ce code est intitulée : *Houa wai jen siang chan*, qui signifie : Hommes en dehors de la civilisation étrangère, commettant des infractions entre eux. Ces

1. V. Jean Escarra, *La Chine et le droit international*, p. 4.

individus sont de même race, *on leur appliquera leur loi nationale*. S'ils sont de *race différente*, ils *seront soumis à la loi locale*, à la loi de Chine ¹.

Les Arabes à Canton, où ils vivront dans un quartier spécial, demeureront soumis à la juridiction de leur cadis. Ce qui nous fournira un premier exemple connu en Chine, de deux institutions : l'exterritorialité et les concessions ².

Au début du VIII^e siècle, les chocs inévitables entre les troupes de Chine et arabes commencèrent et se terminèrent en 751 par la défaite des premières sur la rivière de Talass dans le Turkestan actuel. En 754, les Arabes attaquent Canton. Mais l'expansion arabe fut gênée, en Asie centrale, par la résistance de la Chine. Peu de temps après, les Arabes avancèrent en direction de l'est vers l'ouest. Ce changement de direction fut motivé par les Turcs qui pénètrent, dès la seconde moitié du IX^e siècle, dans l'Empire des Khalifes.

Les « Turcs », tribus d'origine mongole, turque, arabe, formèrent, du milieu du VI^e siècle à celui du VIII^e, de vastes empires aux ambitions pan-asiatiques ; gouvernèrent une suite de territoires s'é-

1. En somme, c'était à peu près le même système appliqué en Gaule, au temps des invasions des Barbares dans ce pays. Par exemple, dans le royaume des Burgondes, les Gallo-Romains conservaient la jouissance des lois romaines dans leurs rapports entre eux ; quant aux procès entre Romains et Burgondes, ils devaient être tranchés par la loi burgonde. Ici, il y a une différence, c'est la loi du vainqueur, non la loi locale, qui devait s'appliquer (V. A. Esmein, *Histoire du droit français*, Paris, 1925, p. 51-52).

2. V. Ch. Schefer, *Notice sur les relations des peuples musulmans avec les Chinois depuis l'extension de l'Islamisme jusqu'à la fin du XV^e siècle*, Paris, 1895, p. 23.

tendant du nord de la Chine à la frontière orientale de l'Empire byzantin avec leur centre dans l'actuel Turkestan russe. Cet empire fut détruit au ^{viii}^e siècle par les Arabes et les Chinois. Mais, dès les ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles, on vit se fonder l'Empire seljouk, s'étendant de la Méditerranée au Turkestan. Ce nouvel empire asiatique se développa en direction de l'Occident et fut anéanti par les Croisades. Tous ces mouvements nomades d'est en ouest ne prirent fin qu'au ^{xv}^e siècle avec la prise de Constantinople par les Osmanlis en 1458. Au ^{xvi}^e siècle, la grande contre-attaque européenne commença, les Portugais apparurent dans le Pacifique et les Russes franchirent l'Oural.

Il est remarquable que les Arabes ne songèrent à aucun moment à troubler les rapports commerciaux entre Europe et Asie orientale. Jusqu'au ^x^e siècle, on vit le commerce très actif entre Byzance d'une part, les Indes, le Turkestan et la Chine de l'autre, le long des côtes septentrionales de la Mer Noire par l'entremise de l'Empire khazar.

L'empire pan-asiatique mongol de Gengis-Khan, au ^{xiii}^e siècle, avait été très favorable, lui aussi, au commerce entre l'Europe et l'Asie orientale. L'empereur Gengis-Khan avait mis au premier rang de ses préoccupations la protection des anciennes routes des caravanes. C'est le moment où les premiers missionnaires arrivent en Chine par la voie de terre. Tandis que l'empire ottoman, de caractère essentiellement militaire, fut nettement indifférent aux rapports économiques entre Europe et Asie. Les

Ottomans n'auraient, par conséquent, pu garder les routes du commerce transasiatique. Le jeune capitalisme européen, les États mercantiles, durent chercher d'autres voies pour maintenir des relations commerciales avec les Indes ou la Chine. Ce fut le début de l'ère des expéditions océaniques pour la découverte d'une route maritime vers l'Asie orientale.

A la recherche d'un passage vers le Cathay et la Tartarie, Jean Cabot (1498) découvrit Terre-Neuve. Colomb (1493-1504), avec l'appui des souverains d'Aragon et de Castille, pour aller planter l'étendard de la chrétienté en Chine et aux Indes, crut qu'il pourrait y parvenir par une route plus au sud. Le Portugais Cabrol arriva au Brésil en même temps que l'Espagnol Pinson (1500), tandis que le Français Jacques Cartier cherchait, entre 1524 et 1540, à occuper la côte canadienne pour le compte de la France.

Du ^{xiv}^e au ^{xviii}^e siècle, un monde nouveau américain, édifié par ces découvertes successives, atteignit son plein épanouissement au ^{xix}^e siècle. Les puissances européennes espéraient aller au delà des mers pour obtenir plutôt de l'or, de l'argent, des épices, des pierres précieuses que pour conquérir des territoires. A cette époque la possession de ces richesses se traduisait par un renforcement substantiel de leur situation politique et militaire. L'hégémonie de l'Espagne, au ^{xvi}^e siècle, fut en grande partie basée sur la grande quantité de richesses dans la trésorerie de Charles et de Philippe II. Finalement, ces appâts attirent les autres puissances qui s'effor-

ceront à leur tour de conquérir une part des « Indes ».

Au cours des deux derniers siècles, les Russes pénétraient, par dessus les Monts Ourals, vers la Sibérie et le Pacifique occidental, tandis que les autres, traversaient par dessus les Appalaches et les Rocheuses à travers le bassin du Mississipi-Missouri pour atteindre le Pacifique oriental. Le Pacifique fut découvert en 1513 par l'Espagnol Balboa et, en 1564, les Espagnols, venus par le Cap Horn, avaient prit possession des Iles Philippines, devenues possessions américaines en 1898, par une courte guerre contre l'Espagne.¹

Dès le temps d'Henri le Navigateur, les Portugais avaient conçu, de leur côté, le plan d'une route transafricaine qui aurait utilisé les pistes des caravanes arabes¹ et, pour partie, les grands fleuves de l'intérieur, en vue d'atteindre des terres indo-pacifiques par l'Afrique. Dès le début de l'ère des découvertes, ils eurent des vues sur l'Orient. C'est le fait que, dans la division des sphères d'influence entre Espagne et Portugal, faite par le pape Alexandre VI, le 4 mai 1493, tous les pays découverts à l'est d'une ligne imaginaire passant à cent lieues portugaises dans l'ouest des Açores et des Iles du Cap Vert devaient revenir au Portugal. La navigation autour du monde (1519-1522), entreprise par le Portugais Magellan, marque la mise en rapports de l'Atlantique avec la région indo-pacifique. Au début du xvi^e siècle, les Portugais apparurent aux Iles des Épices. Sous

1. V. *supra*, p. 22.

la dynastie Ming, en doublant le cap de Bonne Espérance, ils firent leur apparition sur les côtes du sud de la Chine. En 1516-1517, sous la conduite de Perestrille, ils atteignirent Canton sur de solides bateaux armés de canons et d'armes à feu ; ils y imposèrent par la force une domination particulièrement brutale, contre laquelle le peuple se souleva. Ils furent chassés de Canton. En 1535, après des années de conflits et de négociations, ils se maintenaient à Ngao-men devenu aujourd'hui Macao. Ils reçoivent d'abord Macao à titre de bail, à raison d'un loyer annuel de 20.000 *kin*, qui fut réduit à 500 taëls en 1582. Cette stipulation de loyer, ou *tsou*, est devenue, plus tard, caractéristique de deux institutions : les concessions ou *tsou kiai* et les territoires à bail ou *tsou tsié ti*. Mais Macao est ultérieurement devenu du reste, en fait, sinon en droit, une colonie portugaise ; et le paiement du loyer a cessé depuis longtemps ¹.

A leur arrivée en Chine, les Portugais se sont signalés par leur arrogance, leur violence, parfois leur cruauté. Ils n'ont que trop souvent justifié le hautain mépris du peuple de Chine pour les « barbares ou diables ». En outre, leurs succès excitent l'envie d'autres nations européennes. C'est le temps des grandes aventures maritimes, des découvertes de terres lointaines. La Chine réagit et inaugure le retour à la tradition de méfiance envers les étrangers.

1. V. Jean Escarra, en ce qui concerne le statut de Macao, *Le Régime des concessions étrangères en Chine*, p. 18-19 du tirage à part.

Dans le code des Ming (Ming lu tsi kiai fou li), la section consacrée aux infractions commises par les « hommes en dehors de la civilisation » ou *Houa wai jen Yeou chan*, ne comporte plus la distinction libérale établie par le code des T'ang ¹. Désormais, la loi de Chine, loi territoriale, est applicable à tous, aucune place n'est faite à la loi nationale des délinquants ².

Vers le même temps, les Russes s'avancèrent par la Sibérie. Ils firent des incursions sur les frontières de la Chine. Un traité de Nertschinsk, conclu entre la Chine et la Russie, du 28 août 1689, eut pour objet de « réprimer l'insolence de certaines canailles qui, faisant des courses hors des limites de leurs terres pour y chasser, tuent et excitent des troubles et des brouilleries ».

Dans le traité sino-russe de Kiakhta, du 27 octobre 1727, on retrouve une clause d'exterritorialité juridictionnelle, comme il en existait jadis, au profit des Arabes de Canton ³. Les marchands russes étaient admis tous les trois ans à pénétrer à Pékin, au nombre de deux cents. Un traité supplémentaire, du 18 octobre 1768, vint organiser un système de juridiction mixte sino-russe.

L'article 4 du traité de Kiakhta de 1727 contenait aussi des dispositions relatives au commerce séden-

1. V. *supra*, p. 24.

2. On peut dire que c'était bien une prédiction que devra proclamer solennellement le Code civil français de 1804, dans son art. 3, alinéa 1, ainsi conçu : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire... »

3. V. *supra*, p. 25.

taire des négociants russes en Chine. Ces textes fournissent les éléments du régime des concessions ¹.

Citons enfin le traité de Kuldja (Ili), du 25 juillet 1851, entre la Russie et la Chine, bien qu'il fut conclu après le traité d'ouverture de Nankin de 1842, il demeure, par son esprit, le prolongement du traité de 1727, et, pour cette raison, nous le citons dès maintenant. L'article du traité de 1851 prévoit que le gouvernement de Chine s'engage à désigner une zone de terrain à l'usage des marchands russes sans le concours des autorités consulaires russes ².

Les traités sino-russes qui viennent d'être énumérés, sont demeurés en vigueur jusqu'à la signature du traité de T'ien-tsin, du 1^{er}-13 juin 1858, qui donnait à la Russie le statut quasi-uniforme des autres puissances.

A leur tour, les Hollandais, ayant pris la route du Cap aux Portugais et Espagnols, sous leur contrôle, laquelle était interdite aux navigateurs ibériques de l'utiliser, par le traité de Westphalie de 1648, s'établirent, vers 1656, au Bengale, en Biranie, à Malacca et à Formose où ils construisirent, en 1824, le fort Zeelandia. Ils découvrirent, en 1606 et 1644, l'Aus-

1. V. Jean Escarra, ouvrage cité, p. 9 et 10.

2. C'était quelque chose de semblable à l'établissement des Barbares en Gaule au v^e siècle. Les Burgondes s'y établissent d'abord pacifiquement. Les Gallo-Romains durent leur fournir logement et nourriture. Leur installation qui a été à peu près pacifique et temporaire se fit dans la suite comme une mesure définitive. Au lieu de maintenir le Romain indéfiniment soumis à cette charge insupportable, mieux valait, pour les 2 parties, attribuer au Burgonde une portion du domaine (V. A. Esmein, ouvr. cité, p. 46).

tralie, la Tasmanie, la Nouvelle-Zélande et des Iles de la Sonde, et se fixèrent à Java.

Enfin les Français furent représentés d'abord par des savants missionnaires, en Extrême-Orient, qui étaient accueillis à la cour de Pékin et y jouaient un rôle destiné à assurer, pour la France, un prestige moral en Chine. Les Anglais étaient maîtres des Indes.

Tous ces Occidentaux jouissent d'abord d'une grande liberté, presque quasi-illimitée, en Chine. Peu à peu, ils se sont distingués par leur arrogance, leur violence souvent cruelle et font, par suite, dans l'ensemble, sur la population locale, qui leur réservait néanmoins un bon accueil, l'impression la plus défavorable ce que justifie souvent le hautain mépris du peuple extrême-oriental. Au premier contact avec ces « Hommes de l'Ouest », ou Si-jen, si impressionnants, non pas par leur sympathie, mais particulièrement par leur physionomie dissemblable, qui leur inspire plutôt la crainte que la plaisanterie, dès lors les Chinois les surnommeront les « Barbares occidentaux » ou encore les « Diables d'Extrême-Occident », ou, plus généralement les « Hommes de l'Ouest ». Bien qu'ils soient de même race et se proclament tous chrétiens, souvent ils se jalourent et luttent les uns contre les autres, pour des raisons nationales ou religieuses, qui paraissent incompréhensibles. Les commerçants cherchent à voler leur client : les missionnaires visent à imposer leurs propres croyances.

Au sujet de ces premières rencontres entre Occidentaux et Extrême-Orientaux, Paul Valéry écrit

ces lignes, d'une pénétrante acuité : « Par malheur pour le genre humain, il est dans la nature des choses que les rapports entre les peuples commencent toujours par le contact des individus le moins fait pour rechercher les racines communes et découvrir avant toute chose la correspondance des sensibilités. Les peuples se touchent d'abord par leurs hommes les plus durs, les plus avides ; ou bien par les plus déterminés à imposer leurs doctrines et à donner sans recevoir, ce qui les distingue des premiers... Une méconnaissance, un mutuel dédain, et même une *antipathie* essentielle, une sorte de négation en partie double, quelques arrières pensées de violence ou d'astuce, telle était jusqu'ici la substance psychologique des rapports qu'entretenaient les uns avec les autres les *magots* et les *diabes étrangers* » ¹.

La situation va s'aggraver encore au cours du XIX^e siècle, comme nous allons le voir dans le paragraphe suivant.

II. — DEUXIÈME PÉRIODE

Période de l'invasion armée De la guerre de l'opium (1840) à nos jours

De même qu'au cours du V^e siècle, on assiste à la fin de l'Empire d'Occident et à l'établissement des Barbares en Gaule au détriment des Gallo-Romains, très civilisés et polis, de même le peuple de Chine

1. V. Paul Valéry, Préface à l'ouvrage *Ma Mère*, par Cheng Tcheng, Paris, Neuchâtel, Attinger, 1928, p. 15-16.

souffrit, au cours des deux siècles derniers, au contact violent des « Barbares » grossiers et rudes. L'établissement s'opérait pacifiquement par l'application des règles du droit romain sur l'*hospitalitas*, d'abord temporaire, mais définitif dans la suite. Et l'invasion armée des Barbares en Gaule a bientôt accompli son œuvre ; trois royaumes barbares s'y fondèrent : celui des Burgondes, celui des Wisigoths et celui des Francs qui devait, dans la suite, absorber les deux autres ¹.

Mais la Chine a survécu à l'Empire d'Occident. Elle a réagi. Elle veut vivre. Pour cela il faut que la Chine apporte quelque entrave à la liberté quasi-illimitée accordée aux premiers venus. Dès lors des restrictions à la liberté de commerce des étrangers furent édictées, au début du xviii^e siècle, sous le règne de l'empereur K'ang-hi. En 1730, un édit impérial décida que le commerce ne pourrait plus se faire que par le port de Canton. Dès 1702, un *marchand de l'Empereur* avait été institué dans ce port, en vue de surveiller l'application des règlements édictés et de limiter les relations directes entre étrangers et marchands locaux. En 1760, une maison de commerce, dite *Kong hang* (kong veut dire : publique, officielle ; et hang : firme), fut reconnue par le gouvernement impérial comme corporation seule autorisée à faire le commerce extérieur. Dès lors, le choc entre les puissances étrangères et la Chine deviendrait tôt ou tard inévitable. Avant tout, elles

1. V. A. Esmein, *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, p. 44-45.

veulent obtenir une plus grande liberté d'action en matière commerciale. Les puissances, la Grande-Bretagne en tête, vont lutter diplomatiquement. A l'origine de cette nouvelle phase de l'expansion étrangère en Chine, il y a les hautes figures des marchands des Compagnies des Indes respectives, déjà en relations commerciales avec la Chine, depuis 1701. La diplomatie a échoué. Or, dans la première moitié du ^{xix}^e siècle, les Anglais introduisent en Chine l'opium qui, jusqu'alors, y était à peu près inconnu, le pavot n'y étant cultivé qu'en petite quantité, pour des usages pharmaceutiques. En 1838, un moraliste chinois fait campagne contre la néfaste drogue. Un édit impérial en interdit le commerce : vingt mille caisses sont saisies et brûlées.

Alors les Anglais saisirent le premier prétexte venu, commencèrent, en 1840, *la guerre de l'opium* où ils ont perdu 500 hommes et massacré 20.000 Chinois. Ils occupaient Canton et imposaient, en 1842, le *Traité de Nankin*, signé le 29 août 1842. Ce traité inaugurerait désormais l'ère des « traités inégaux » et consacrait une phase des relations sino-étrangères fort différente des phases antérieures, où la Chine avait été seule à mener le jeu, ouvrant ou fermant sa porte à son gré, discutant librement les traités, consacrant ses relations extérieures¹. Les clauses essentielles du Traité de Nankin accordent la cession de Hong-Kong à la couronne britannique à perpétuité, l'ouverture au commerce anglais de Canton, Amoy,

1. V. *supra*, p. 24-25.

Fou-tcheou, Ning-po, Chang-haï, des consuls britanniques étant désignés pour servir d'intermédiaires entre les autorités de Chine et les marchands étrangers, l'organisation du *Co-hang* — prononciation cantonaise de *Kong hang*¹. La Chine promettait d'établir, dans les ports ouverts au commerce étranger, un tarif douanier équitable à l'importation et à l'exportation.

Les États-Unis s'empressaient de faire signer par la Chine un traité analogue, le *Traité de Wanghia*, près Macao, le 9 juillet 1844. A la même époque, la France fait signer le *Traité de Whampoa*, le 24 septembre 1844 ; l'ambassadeur français, de Lagrené, obtient, outre les avantages commerciaux accordés aux Anglais et aux Américains, le libre exercice du culte chrétien.

Dès lors, les grandes lignes de la politique étrangère en Chine étaient fixées pour de longues années. Cette politique fut accentuée à partir de 1858. Après que les troupes franco-britanniques occupèrent Canton, puis les ports de Ta-kou et Tien-tsin pour faire respecter à la Chine les traités antérieurement signés, elles imposaient, en 1855, les *Traités de Tien-tsin*, par lesquels la France et la Grande-Bretagne obtiennent l'ouverture de nouveaux ports à leur commerce et le droit de libre circulation à l'intérieur de la Chine.

Pour faire respecter ces traités, les deux alliés, en 1857-1860, recommencèrent la guerre des Lorchas,

1. V. *supra*, p. 34.

occupèrent Tien-tsin, s'emparèrent de Pékin et, par mesure de représailles, brûlèrent le Palais d'été. La Chine dut signer les *Conventions de Pékin* par lesquelles elle promettait d'exécuter les traités antérieurs ; et elle céda, en 1898, à l'Angleterre, pour 99 ans : Kiou-Lon ou Kowloon, en face de Hong-Kong, place militaire de première importance. Les autres puissances se faisaient peu à peu reconnaître des avantages analogues à ceux qu'ont obtenus la France et la Grande-Bretagne.

En 1884, la France fait la guerre à la Chine parce que celle-ci refusait d'abandonner sa suzeraineté sur les royaumes tributaires : le Tonkin et l'Annam. Le 9 juin 1885, par le Traité de Tien-tsin, la Chine avait été obligée de reconnaître le protectorat français sur toute l'Indo-Chine ; un peu plus tard, il lui avait fallu admettre des droits spéciaux de la France dans la province du Yunnan.

Le traité sino-français du 20 juin 1895 ouvrit à la France plusieurs centres commerciaux de Yunnan ainsi que quelques villes de Kouang-Si et surtout accorda l'autorisation de prolonger le chemin de fer indochinois en territoire de Chine.

En 1898, se produisit un événement extérieur qui devait avoir une grande répercussion internationale en Chine. Dans les invasions, aussi bien dans les guerres antiques que dans les guerres contemporaines, les « barbares » envahissant l'Empire de Chine voulaient incontestablement obtenir des terres : c'est ce qu'ils demandaient toujours à l'autorité de Chine quand ils se pressaient aux frontières avant d'entrer

en maîtres. La terre était alors la principale richesse et la conquête devait être productive. De là dut résulter nécessairement une dépossession partielle de l'immensité des territoires de la Chine. L'Allemagne, prétextant le soi-disant meurtre de deux missionnaires catholiques allemands, résolut de faire une démonstration, envoya des navires en face de Kiao-tchéou, dans le Chantoung, et se fit concéder par la Chine, sous la menace de ses canons, un territoire à bail. C'était le premier exemple, dans les annales du Droit international, d'un territoire à bail, avec un régime administratif excessivement complexe. Ce territoire était admirablement placé, parce qu'il commandait la baie du Petchi-li, en face le Japon.

Immédiatement, les autres puissances s'émurent et s'empressèrent de faire céder par la Chine les concessions analogues. D'abord la Russie, voyant l'Allemagne installée dans le Chantoung s'empressa de demander à la Chine un autre territoire à bail, le Liao-toung, dont elle avait été assez habile pour obtenir la rétrocession à la Chine de la part du Japon.

L'Angleterre, à son tour, demanda un territoire à bail, celui de Weï-haï-Weï, qui se trouve au nord du Chantoung et un groupe d'îles tout autour de Hong-Kong.

La France en demanda un beaucoup plus au sud, celui du Kouang-tchéou-wan.

En même temps que la Russie demandait un territoire à bail, en 1898, elle demandait aussi un accès pour ce territoire, et elle obtint de construire une

ligne de Kharbine à Dalny. C'est le second tronçon principal du chemin de fer de l'Est-Chinois.

Enfin, du côté des États-Unis, on assiste à une manifestation importante. Les Américains commençaient à redouter cette politique des puissances qui prenaient l'une un territoire à bail, l'autre un chemin de fer, et, à cette occasion, le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères publiait la célèbre déclaration relative à l'« Open door policy », en 1899.

Jusqu'à cette époque, la Chine pacifique et généreuse s'était toujours inclinée, non pas par l'application des règles comparables au droit romain sur l'*hospitalitas*, mais devant les exigences armées des puissances. Le gouvernement impérial de la dynastie de Ts'ing avait perdu tout courage pour lutter contre les forces étrangères. Les intérêts du pays n'avaient plus aucune protection, la situation devenait grave.

En effet, l'indignation de la masse populaire augmentait de jour en jour, et donnait lieu au soulèvement des Boxers en 1900 et amenait l'intervention commune des puissances en Chine.

Les troupes internationales occupèrent Pékin et imposèrent à la Chine de signer le protocole international le 14 septembre 1901 marquant ainsi le point culminant de l'emprise des puissances sur la Chine au point de vue territorial, financier et militaire, etc. Le protocole obligeait en effet la Chine à verser aux puissances une indemnité de 450 millions de taëls, les revenus des douanes et de la gabelle étant affectés à la garantie du paiement. Enfin, en

vertu du protocole de Pékin, le fort militaire du port Takou fut supprimé ; les puissances ont à Pékin, au quartier des Légations, des gardes armés. Elles peuvent occuper militairement certains points stratégiques situés sur la ligne Pékin-Moukden pour assurer la liberté des communications entre la capitale d'alors et la mer ¹.

Les Japonais se sont, en outre, arrogés le droit de protéger militairement le chemin de fer Sud-Mandchourien et certains points de la Mandchourie. C'est à l'occasion de cette occupation militaire qu'ont eu lieu, en 1931, les premiers incidents déclenchant le grave conflit dont nous parlerons dans le chapitre V.

Bien que la réaction du peuple de Chine ait empêché de se réaliser ce dépècement de la Chine, celle-ci a dû subir, et elle subit encore, dans une large mesure, les traités imposés par la force matérielle supérieure à la faiblesse de la Chine au cours des guerres antérieures ; traités en vertu desquels toutes les charges pèsent lourdement sur elle, sans contre-partie, *traités inégaux*.

Les traits marquant de ce régime des traités inégaux consistent en ce fait que les puissances occidentales et les États-Unis, outre des territoires à bail précédemment signalés ², avaient en Chine une position respective exceptionnelle. Elles jouissaient

1. V. Liou-y, *Histoire de la diplomatie de la Chine*, p. 291-361 ; — Tchong-Kon-Pu, *Histoire des dernières trente années de la Chine*, p. 17-32.

2. V. *supra*, p. 38.

d'une série de privilèges dont les plus marquants étaient entre autres les privilèges territoriaux et les privilèges de l'exterritorialité juridictionnelle ¹.

Pendant la guerre de 1914-1919, les alliés déterminèrent la Chine, par diverses promesses, à déclarer la guerre aux Empires centraux, le 14 août 1917. Ce fait devait avoir une portée comparable à celle de la défaite de la Russie des Tsars par le Japon des Mikados en 1905. Une puissance asiatique, pour la deuxième fois, pouvait dicter sa volonté à des puissances occidentales réputées invincibles. Le prestige de la civilisation occidentale était une fois de plus compromis aux yeux de cette grande nation pacifique, déjà portée à mépriser les armes ², et qui ne jugeait cette civilisation que sur son aptitude à organiser les plus sanglantes hécatombes. Et quand la paix viendra, la Chine saura rappeler aux alliés qu'elle doit avoir sa part des dépouilles de l'ennemi.

Cependant, lors de l'élaboration du traité de paix, en 1919, les alliés, circonvenus par le Japon, com mirent la faute de transférer à celui-ci les avantages, territoriaux et autres, qui appartenaient jadis à l'Allemagne, dans la province du Chantoung (art. 156, 157, 158). Cette décision n'était pas seulement une violation flagrante des principes wilsoniens, dans un traité qu'on affirmait solennellement fondé sur le droit, elle devait avoir de longues répercussions en augmentant la défiance des puissances, ayant des

1. V. Jean Escarra, *Le Régime des concessions étrangères en Chine*.

2. V. *supra*, p. 18.

intérêts dans le Pacifique, à l'égard du Japon, en donnant naissance à une question du Chantoung qui cristallisera le nationalisme de Chine et décidera les États-Unis à convoquer la conférence de Washington ¹, fait capital dans les relations sino-extérieures.

La Chine refusa, en conséquence, de signer le Traité de Versailles, et la note qu'elle adressa, à cette occasion, le 4 mai 1919, au président du « Conseil des Trois », est sans doute le premier en date des documents dans lesquels on voit la Chine parler le langage d'une nation consciente de son indépendance.

Tout en refusant de signer le Traité de Versailles, la Chine avait ailleurs signé le Traité de Saint-Germain, du 10 septembre 1919, ce qui la faisait entrer dans le pacte de la S.D.N., incorporé dans ce dernier traité.

Le 20 mai 1921, l'Allemagne signe avec la Chine un traité stipulant que les ressortissants des deux Républiques « sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident ». Le fait que les Allemands ont ainsi renoncé à l'exterritorialité ne les empêche nullement de vivre tranquille en Chine et d'y développer leur commerce.

Dès mai 1920, le gouvernement des Soviets lance un appel au peuple de Chine, par lequel il promet de renoncer aux traités injustes obtenus par la diplomatie tsariste. Par les accords sino-soviétiques du

1. V. *infra*, chap. IV.

31 mai 1924, il abandonne les privilèges et concessions arrachés jadis à la Chine, et renonce au régime de l'exterritorialité.

Le 19 octobre 1925, la Chine signait un traité de commerce avec l'Autriche, établi sur la base de l'égalité et de la réciprocité.

En 1929, la Belgique rétrocède sa concession de Tien-tsin à la Chine.

La Pologne en 1929, le Portugal et le Danemark en 1930, la Norvège en 1931, renoncent à l'exterritorialité.

Enfin la Chine a adhéré au pacte Briand-Kellogg ou Pacte de Paris, du 27 août 1928 (mise hors la loi de la guerre) ¹, dont elle s'est prévalu, en 1929, lors de son différend avec les Soviets au sujet du chemin de fer de l'Est-Chinois ².

Ainsi, comme nous venons de le voir, l'étreinte des puissances sur la Chine s'est relâchée par le fait même de la Grande guerre. Lorsque la Chine se décida à entrer en guerre aux côtés des puissances alliées, sous l'impulsion du docteur Sun-Yat-Sen, elle ne le fit d'abord qu'en obtenant un certain nombre de concessions de ces mêmes puissances, qui dix-sept ans plus tôt l'avaient, en somme, réduite à leur merci. L'un de ces allègements fut la suspension du paiement de l'indemnité des Boxers. Le simple fait pour la Chine, au milieu du bouleversement général, de se ranger aux côtés d'un groupe de puissances lui

1. V. *L'Europe nouvelle* du 28 avril 1928, p. 602 et s.

2. V. *infra*, chap. III.

donnait évidemment un avantage considérable sur le groupe d'en face. Vint le traité de paix, dans lequel la Chine se vit d'ailleurs sacrifiée ¹; en conséquence, elle n'a pas signé le traité de Versailles, mais au contraire, en signant un autre traité, le Traité de Saint-Germain, elle est entrée à la S.D.N. Mais jusqu'à présent, en réalité, elle n'occupe pas au sein de l'organisme gènevois sa véritable place, ni dans les autres organismes internationaux. Quoique l'on fasse, elle reste néanmoins la grande puissance asiatique par l'étendue de son territoire, le chiffre de sa population, la grandeur de ses ressources, le rayonnement et la valeur morale de sa civilisation. Elle est la nation originale de l'Asie, la nation mère. Elle représente un potentiel de forces énormes, matérielles et morales, qui peuvent jouer un rôle insoupçonné. Une Chine puissante, maîtresse à l'intérieur de ses frontières, serait pour le monde une garantie de paix et de sécurité. Pour cela il faut aider la Chine, elle saura s'en souvenir. La reconnaissance est une des vertus de la Chine. La mémoire aussi. Il faut donc que toutes les nations du monde fassent leur jeu, décident avec qui et contre qui elles sont alors. La Chine est une grande patrie à laquelle tous les hommes sont intéressés.

1. V. *supra*, p. 41.

CHAPITRE II

L'expansion japonaise (de l'origine à 1931)

Le Japon se considère toujours comme le premier pays du monde et désire dominer tous les autres peuples afin de les soumettre à l'Empire universel japonais. Cet idéal impérialiste du nationalisme japonais procède des plus antiques traditions religieuses du pays. Il représente l'application, à la politique actuelle, du vieux Shintoïsme, révélant que les îles japonaises sont d'origine divine. La race japonaise est une race privilégiée, elle doit diriger l'Asie, diriger l'humanité.

Exprimée par certains philosophes, penseurs et publicistes dont les plus remarquables sont : Matoguki Yamachiki, Mitsukumi Tokugawa, Kai Sanyon et le baron Tokutomi, la doctrine impérialiste japonaise se répand par la voie des écoles, des universités, des casernes, de diverses sociétés de propagande.

Le principal effort des impérialistes japonais porte sur l'Asie. Le Japon doit charger ses épaules du « fardeau de la race jaune » et « contrôler ensuite le

pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'y étendre davantage, faire prévaloir une « Doctrine de Monroe » orientale. Puis il faut arriver à aboutir finalement à un « Home rule japonais » : « Aux Japonais, les choses d'Asie ».

Les aspects de cet idéal national du Japon s'expriment ainsi par la domination politique, le contrôle économique de l'expansion territoriale démesurée.

En Asie, c'est surtout la Chine que visent les expansionnistes japonais.

Cependant ils ont des ambitions qui dépassent même l'immense République voisine. Ils convoitent aussi plusieurs colonies d'autres puissances. Ainsi naquit alors le plan politique qu'on qualifie de « Politique continentale » du Japon. Le fameux mémoire Tanaka, président du Conseil d'alors, présenté au mikado en 1927 à la suite de la conférence dite orientale et connu en Chine deux ans plus tard, explique la dite politique d'une façon plus concrète. Voici un passage essentiel de cet important et dangereux mémoire :

« A l'avenir, si nous voulons conquérir la Chine, il nous faudrait tout d'abord écraser les États-Unis d'Amérique, comme nous l'avons fait de la Russie dans le passé. Mais pour conquérir la Chine, il faudrait conquérir d'abord la Mandchourie et la Mongolie. Pour conquérir le monde entier, la conquête de la Chine est une condition préalable... Ceci est le projet que l'empereur Meidji ou empereur éclairé nous a légué ».

D'après ce seul passage du mémoire monumental,

on peut se rendre compte de l'ambition japonaise et le monde ne devait pas être étonné de l'agression du Japon si souvent répétée en Chine.

On a souvent contesté, du côté japonais, l'authenticité de ce mémoire. A l'exception de quelques personnalités, il était sans doute impossible que le public put trancher cette question d'authenticité. Mais on peut prouver indirectement l'existence de ce document en étudiant l'expansion japonaise pour en juger attentivement et on peut se rendre compte qu'elle procède nettement en se basant d'abord sur le projet tracé par l'empereur Meidji et ensuite sur le fameux plan Tanaka.

De ce rapide aperçu, nous pouvons établir que la conquête japonaise se fait en deux étapes successives. La première s'étend depuis l'origine de l'empire insulaire japonais jusqu'à l'invasion japonaise en Mandchourie en 1931 et la seconde se place entre l'occupation de la Mandchourie qui commence en 1931 jusqu'à nos jours. Mais la première étape peut se subdiviser en deux phases I. Du début à la guerre sino-japonaise (1894-1895) ; — II. De la guerre sino-japonaise (1894-1895) à l'invasion japonaise en Mandchourie en 1931

Quant à la deuxième étape, nous l'étudierons un peu plus tard dans le chapitre V. Parce que, pendant cette période, l'exécution du plan de la « politique continentale » se déroule constamment en Chine et conformément au plan Tanaka. Le récent conflit de 1937 n'est que le prolongement du projet de l'empereur Meidji.

I. — *Du début à la guerre sino-japonaise*
(1894-1895)

Selon une grande partie des auteurs, la race japonaise trouve son origine à la période préhistorique, issue des grandes migrations malaises transpacifiques ou des guerriers conquérants venant probablement du Pacifique méridional. Le sang des pirates malais ou des guerriers océaniques qui coule dans les veines japonaises « en a fait des êtres énergiques, belliqueux, xénophobes. Le Japonais ignore l'humour et le dilettantisme, mais a un sens inné de la discipline » ¹. En même temps, un flot d'immigrants mongols venant du continent s'ajouta au noyau malais dans les îles. Dès lors, il se peut que les Japonais proviennent d'un mélange d'envahisseurs : les uns malais, les autres mongols. Ce qui donne à la race japonaise certaines qualités mises au service d'un impérialisme militaire, à formes brutales, qui constitue un péril mondial pour l'avenir. Ce ne fut que plus tard qu'un mouvement d'émigration commença à diriger vers le nord-ouest les ancêtres des Japonais modernes dans l'Asie continentale où s'était déjà constitué un État civilisé et qui maintint, pendant des siècles, sa domination sur son voisin insulaire. En même temps, il introduisit sa culture. Ce fut pendant l'époque de la grande et célèbre dynastie de Chine *T'ang*, environ aux VII^e et VIII^e siècles de l'ère chrétienne,

1. V. Jean Escarra, *La Chine, passé et présent*, Paris, Armand Colin, 1937, p. 199.

que le Japon emprunta en presque totalité la civilisation de la Chine. La Corée, par sa situation géographique, située entre la Chine septentrionale et l'archipel japonais, constituait pour eux comme un pont de communication culturelle. De la Corée furent envoyés au Japon des brodeuses et les livres sacrés de Chine : Rongo et Senjimon. Des ouvriers de Chine apportèrent le tissage au Japon.

On peut constater, jusqu'à l'ère nouvelle de Meiji ou époque éclairée (1868), que la politique étrangère du Japon fut plutôt défensive qu'aggressive. Parce que l'État insulaire ne connaît pas encore la forme du gouvernement et la religion qui furent empruntées toutes les deux peu à peu chez son antique voisin. Mais à partir du XVIII^e siècle, une réaction contre l'influence prépondérante de la Chine se produit en faveur du retour aux éléments originaux du Japon.

A partir du III^e siècle, des guerres eurent lieu entre la Corée et le Japon, mais ne produisirent ni pour l'un ni pour l'autre de résultats tangibles. Elles marquèrent tout au moins les lignes générales que devaient suivre plus tard les Japonais vers le continent. Ainsi, au VII^e siècle, ils avaient d'une part entretenu de bonnes relations avec la Chine et ils envahirent pour la première fois la Corée de l'autre. Cette campagne aboutit à l'occupation japonaise d'une partie méridionale de la Corée. Peu de temps après, une réaction coréenne se produisit qui refoula, avec l'appui de la Chine, les envahisseurs insulaires hors du continent.

Au XIII^e siècle, éclata un conflit entre l'empereur

sino-mongol Kubilaï et le Japon, au cours duquel la Corée fut utilisée comme base d'opération. L'empereur sino-mongol tenta, par deux fois, de soumettre l'État insulaire à sa domination ; mais les insulaires réussirent à infliger une défaite navale décisive à leurs adversaires. L'offensive géopolitique du continent mongol contre le royaume insulaire fut arrêtée jusqu'au ^{xiv}^e siècle, pendant lequel l'influence russe commença à se faire sentir en Extrême-Orient.

Au ^{xvi}^e siècle, le premier homme d'État japonais, Toya-tomi Hide-Yoshi (1536-1598), ayant connu le problème de la vaste signification géopolitique devant lequel s'est placé son pays, cherchait alors à obtenir la domination absolue de la Corée et de la Chine.

Au moyen âge, comme aux temps modernes, nous ne trouvons pas seulement dans l'histoire du Japon des efforts et tendances continentaux, mais nous découvrons également des tentatives impérialistes pour créer un empire océanique.

L'effort océanique suivit deux directions. La première partit du district de Satsuma, pointe méridionale de l'île Kyushu ou Kiou-Siou, dont les daïmos eurent coutume, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, de lancer des expéditions de pirates contre la Chine et qui fut la base de départ d'une avance vers le sud en direction de Formose. En 1669, les samouraïs du clan Satsuma procédèrent à une sorte d'occupation des îles Lou-Tchéou ou Riou-Kiou. Dès lors, cet archipel fut virtuellement soumis à un condominium sino-japonais. Ils tentèrent aussi de pénétrer dans l'île de Formose et établirent des forteresses dans

les grandes îles de la Sonde et dans l'archipel malais. Ils ne furent contraints de les abandonner qu'au début du xvii^e siècle, sous la poussée des Portugais et Hollandais. Les tentatives de ces conquêtes aboutirent à un échec complet. Mais elles marquent cependant, à cette époque, une des directions géopolitiques de l'expansion du Japon.

La base de départ de la seconde ligne de la conquête océanique du Japon se trouva à l'extrémité sud de Tsé, située dans la principale île de Hondo. Elle suivit une direction sud-est vers les îles de Bonin, de Volcanos jusqu'aux Mariannes.

Peu de temps après la grande expédition de Hide-Yoshi (1536-1598), le Japon va s'isoler à partir du milieu du xvii^e siècle (1636-1854) dans le monde. Sous la lointaine autorité religieuse du *mikado*, c'est alors un dictateur tout puissant, le *shogoun*, qui dirigea le pays. L'un des grands shogouns de la famille Tokugawa, Iyémitsu, ferme le Japon aux Européens, sauf à quelques Hollandais parqués près de Nagasaki. Il interdit de construire des vaisseaux capables de s'éloigner des côtes, d'apprendre les langues étrangères, de pratiquer la religion chrétienne.

L'isolement dura de 1636 à 1854. Le Japon tomba dans un long assoupissement et abandonna toute velléité de politique extérieure active.

Profitant de cette passivité du Japon, les canons des navires anglais et américains l'en tirèrent finalement. Au début du xix^e siècle, un mécontentement général au Japon demanda alors, surtout parmi le milieu intellectuel, la suppression du *shogounat*, la

restitution du pouvoir absolu au *mikado*, d'origine divine.

A la même époque, les Russes vinrent, afin de créer, eux aussi, un empire océanique, frapper vigoureusement aux portes de l'archipel japonais. Ils y lancèrent, en 1804, sous le commandement de Rosanov une expédition, saisirent, en 1806, la partie septentrionale de Sakhaline et débarquèrent, en 1807, dans Yeso. Une seconde expédition russe eut lieu, en 1810, sous la direction de Golovine.

En 1853, l'amiral russe Poutiane suggère au commodore Perry une action commune dans le Pacifique pour « ouvrir » le Japon ¹. Ce fut alors qu'une tentative russe de collaboration avec les Américains dans le Pacifique a été offerte ; encore que ces derniers se soient toujours tenus sur une certaine réserve.

Le Japon, de son côté, se rendit compte que le danger réel pour lui ne résidait pas dans un conflit maritime avec l'Amérique et l'Angleterre, mais bien dans les relations russo-japonaises. Il conclut alors, avec les Russes, en janvier 1855, un traité confirmant le condominium sur Sakhaline et délimitant la frontière au travers des îles Kouriles. Mais en 1859, le conquérant de l'Amour, Mouraviev, apparaît avec une escadre devant le port de Yedo (Tokio), réclamant la reddition de la totalité de Sakhaline. En 1861, le commandant Birilew s'empara de l'île Tsou-Shima, base navale la plus importante dans le Détroit de Corée.

Cependant l'offensive russe fut mise en échec,

1. V. Dennet, Tyler, *Roosevelt and the Russo-Japanese War*, New-York, 1925, p. 275.

non pas par les Japonais, mais par la Grande-Bretagne, maîtresse des mers. Une escadre britannique parut devant Tsou-Shima et menaça d'y rester aussi longtemps que les navires russes. Ce qui suffit pour obliger les Russes à se retirer.

Pendant la période d'« ouverture » du Japon, on peut dire que l'avance russe en Asie Orientale atteignit son point culminant en 1875 lorsque les Russes imposèrent un traité au Japon pour leur assigner la totalité de Sakhaline, tandis que les îles Kouriles restent japonaises. Saint-Pétersbourg profitant, en outre, de la proclamation de la République par l'amiral rebelle japonais Eno-moto et la rébellion de Satsuma fit une tentative sur Hakodate.

Entre temps, le Japon, sous l'empereur *Meidji*, s'éveille peu à peu. *L'ère nouvelle* commença alors vers 1868. Le Japon décidait de détruire « les coutumes contraires à la civilisation » et d'emprunter « au monde entier » les institutions les meilleures. C'était ainsi qu'à partir de l'ère nouvelle de Meidji ou *Gouvernement éclairé* (1868), le Japon se modernise, s'européanise, s'américanise pour mieux résister à l'Europe et à l'Amérique.

A partir de ce mouvement de réveil, la contre-offensive japonaise débutait. A la sortie de son isolement, le Japon dirigeait ses yeux vers la Grande Terre voisine. Le 13 septembre 1871, il conclut, avec la Chine, un traité sur la base de l'égalité et de la réciprocité. Les relations politiques, commerciales furent rétablies définitivement en 1873 entre les deux puissances asiatiques.

Entre 1873 et 1875, le parti Satsuma essaya de régler les difficultés avec la Corée par la force. Tandis que le parti modéré, sous la direction d'Oku-bô voulait, au contraire, se ranger à la solution pacifique. Il y eut de sérieux troubles dans le pays. Une rébellion du clan Satsuma éclata et provoqua, par suite, le meurtre d'Oku-bô, le 14 mai 1878.

Le gouvernement japonais lança finalement, sous la pression du clan Satsuma, une escadre devant les ports de la Corée et la contraignit d'ouvrir ses ports au commerce japonais entre 1875 et 1876. Cet incident remarquable nous fait apparaître nettement le procédé « classique » avec lequel le Japon ne cessera désormais d'étendre sa mainmise sur la Chine. Les habitants des îles Lieou-Kieou reconnurent en même temps la suzeraineté de la Chine et ils payèrent un tribut annuel à un seigneur féodal japonais. A la suite d'un naufrage par les gens de la possession de la Chine : île Tai-Wan (Formose), dans la mer de Chine, le Japon, au lieu de se prêter à un règlement diplomatique de l'incident en profita pour occuper le groupe d'îles en 1879 et en faire une province japonaise.

Le Japon venait, pour la première fois, de s'approprier un premier lambeau de terre de la Chine.

Simultanément, il régla le problème territorial avec la Russie, concernant Sakhaline sur laquelle il reconnaît la souveraineté de la Russie. Par compensation, les Kouriles devenaient territoires japonais en 1875.

Entre 1876 et 1891, le Japon avait occupé les groupes des îles de Bonin et de Volcanos Ainsi la

domination océanique du Japon se rapproche des futures possessions allemandes du Pacifique méridional.

Durant la période préparatoire ; on appelle ainsi la période qui va de 1871 à 1890, pendant laquelle fut signé un traité sino-japonais de 1871, ratifié en 1873, la Russie s'engageait trop dans la lutte en Asie centrale et aussi dans les Balkans ; enfin la France, après ses défaites de 1870-1871, était préoccupée à créer ou à consolider son empire colonial en Afrique et en Indo-Chine, le Japon édifia alors paisiblement et lentement d'importantes bases indispensables, en vue d'une lutte future contre les deux puissances continentales de l'Asie orientale : la Chine d'abord et la Russie ensuite.

II. — *De la guerre sino-japonaise (1894-1895) jusqu'à l'invasion japonaise en Mandchourie (1931)*

La deuxième phase de l'expansion japonaise est beaucoup mieux connue. C'est une phase décisive, en ce sens que le Japon, une fois lancé dans la voie de conquête, accélère maintenant sa « politique continentale » ou « politique de marche en avant » d'une part ; il fut d'autre part proclamé une des « grandes puissances » du monde, à la suite de deux guerres : la guerre sino-japonaise de 1894-1895 et la guerre russo-japonaise de 1904-1905. Guerres préventives l'une et l'autre, plutôt menées contre le même adversaire, la Russie, dont l'influence était si grande en Chine et en Corée quoi qu'elle ne fut pas directement dans la première.

Les objectifs véritables du Japon dans ces deux guerres étaient la conquête de la Corée et le contrôle de la mer du Japon. Or la Corée était placée depuis des siècles sous la suzeraineté de la Chine. C'est par son intermédiaire que la civilisation de Chine avait pénétré au Japon.

Mais dans les vingt dernières années du ^{xx}^e siècle, elle ne fut pas seulement l'objet de conflit entre la Chine et le Japon, mais encore le terrain dans lequel Russie, Grande-Bretagne, France et États-Unis disputèrent âprement leurs influences.

En 1884, un accord secret fut conclu entre la Corée et la Russie dont l'objet essentiel est d'étendre l'influence russe dans ce pays. Il semble à cette époque que Li-Hong-Chang, habile diplomate de Chine, ait incliné devant cet accord de manière à jouer de la Russie contre le Japon.

Le 18 mai 1891, l'héritier présomptif du trône russe, le futur Nicolas II, présida l'inauguration des travaux de construction de la section de l'Oussouri, du chemin de fer Transsibérien. La conclusion de l'alliance franco-russe en 1891 vint renforcer considérablement l'influence russe en Asie orientale. Lorsque le chemin de fer transsibérien fut achevé, l'influence russe, déjà si grande, devint presque invincible. Le Japon décida, en conséquence, une guerre préventive avec la Chine, destinée à ruiner la position de la Russie à Pékin et à Séoul, capitale de la Corée, avant que la Russie ne devienne trop forte.

Déjà en 1875, le Japon avait spontanément fait une démonstration navale à l'embouchure du fleuve

Han, pointe fortifiée, fort importante pour la défense de la Corée. Ce qui était suffisamment menaçant pour provoquer une riposte de la part des Coréens. Le Japon se saisissant de cet incident avait alors débarqué des troupes en Corée. On assiste, dans les vingt années qui suivirent, à une période d'intrigues, d'assassinats, de viols, de manœuvres japonaises, d'espionnage et de corruption, dans le seul but de faire détacher peu à peu la Corée de la Chine. Après coup, il créait la Corée un « État fantoche » indépendant. A cette époque, les auteurs européens comme Morse, Franke, et tant d'autres encore, nous ont fait savoir qu'ils n'ont pas trouvé de termes assez sévères pour flétrir l'ignoble conduite des Japonais dans l'affaire coréenne.

Une guerre devint alors inévitable entre la Chine et le Japon en automne 1894 et en hiver 1895. Cette campagne ne fut qu'une simple répétition anticipée de celle de 1904 à 1905. Parce que, ne l'oublions pas, le Japon avait prémédité à ce moment-là de faire une future guerre avec la Russie !

Le 17 avril 1895, le traité de paix entre la Chine et le Japon fut signé à Shimoneseki. Ce traité consacrait l'indépendance de la Corée, considérée comme devant être valable à l'égard du Japon comme de la Chine. En fait, le Japon ne devait pas tarder, quelques années plus tard, à placer la Corée sous son protectorat et, en 1910, à l'annexer purement et simplement au mépris du traité au bas duquel il avait apposé sa signature. Le traité comportait aussi la cession de Formose et des Pescadores, dans le groupe des

Marshall en extension de la ligne Fuji-Bonin-Volcanos. La Chine devait payer une indemnité de 200 millions de taëls. Il est assez paradoxal de constater que l'offensive continentale du Japon n'eut d'autre résultat qu'un accroissement, d'ailleurs depuis longtemps désiré, de son empire océanique, alors que, sur le continent, le Japon n'obtenait pas grand chose, comme il le désirait. L'influence russe, en effet, était loin d'être éliminée, au contraire, elle y resta toute puissante jusqu'en 1897. Le port méridional de Masampo était, en 1899, passé même sous l'influence exclusive de la Russie. La chose s'était ainsi passée, le traité de Shimneseiki de 1895 comportait la cession de la péninsule de Lieao-toung, partie méridionale de la Mandchourie, et dans laquelle se trouvent les deux villes : Dalny et Port-Arthur. Si le Japon y avait pénétré, il aurait commandé la route de Pékin. Mais l'intervention simultanée de l'Allemagne, de la Russie et de la France, empêcha le Japon de poursuivre l'exécution de cette clause. Il n'empêche que ce geste qui fut pour le Japon un affront qu'il ne devait jamais pardonner à ses auteurs, fut à peu près la seule manœuvre heureuse opposée par les puissances européennes à l'expansion japonaise dont elles devaient, plus tard, trop tard, apercevoir « le péril jaune japonais ». Geste qui contraste singulièrement avec leur apathie présente.

S'ouvrit alors, pour la Mandchourie, la « période russe » ¹, à la suite d'une visite d'un célèbre homme

1. V. Jean Escarra, *La S.D.N. et le conflit sino-japonais*, Paris, Centre européen de la dotation Carnégie, 1933, p. 39.

d'État de la Chine, Li-hong-chang, qui venait tout d'abord remercier la Russie de l'intervention si efficace dont elle avait pris l'initiative en exigeant du Japon la rétrocession du Lieao-toung. C'est alors que la Russie conclut avec la Chine, en 1896, un accord dénommé « Convention Li-Labanov ». En vertu de cet accord, la Chine reconnaît l'influence russe en Mandchourie et en Chine du nord ¹. L'influence russe était donc loin d'être amoindrie en Asie orientale sous la poussée japonaise. Et, de plus, la Russie a occupé, en mars 1898, Port-Arthur et Dalny ².

Jusqu'à la fin du xix^e siècle, le Japon se sentant incapable de supprimer l'influence russe en Asie orientale, cherchait alors, avec la Russie, à y délimiter leurs sphères d'influence réciproque. C'est ainsi qu'en avril 1898, le Japon conclut avec la Russie un traité par lequel la Mandchourie était reconnue sphère d'influence essentiellement russe, tandis que la Corée était placée sous l'influence japonaise.

Cependant cet accord ne fut qu'un épisode, parce qu'aucune des deux parties ne se sentit liée, notamment le Japon n'abandonna jamais ses prétentions d'une domination totale sur la Mandchourie.

1. La Chine accorde à la Russie le droit de construire une ligne de chemin de fer qui, raccourcissant le Transibérien, permettrait à la Russie un accès plus rapide à la province maritime, celle de Vladivostok. Ce sera le chemin de fer de l'Est Chinois, qui entre en Chine à Mandchouria et en ressort à Pogramitchnaya pour aller à Vladivostok.

2. Villes stratégiques d'une grande importance sur la péninsule de Lieao-Taung, cédée à bail par la Chine à la Russie. C'est à cette occasion que les deux villes sus-indiquées changèrent de nom, parce qu'en Chine, toutes les fois qu'il y a un événement important, modifiant le statut d'une ville, on en change le nom. Port-Arthur et Dalny s'appelaient Lu-Chouen-Keou et Ta-Lien jusqu'à cette époque.

Le Japon ne tardera donc pas à déclarer la guerre à la Russie, car l'emprise russe devenait brusquement intolérable aux yeux des Japonais, après la guerre des Boxers en 1900, qui devait être pour la Russie, un moyen de développer ses prétentions en Mandchourie. Prétextant, comme le Japon d'aujourd'hui, que les troubles de Chine faisaient courir un péril à ses intérêts, la Russie inonda la Mandchourie de troupes sous prétexte de maintenir l'ordre et de protéger son territoire à bail le Lieao-toung, péninsule cédé en 1898 à la Russie par la Chine.

A ce moment, le Japon, fort des appuis internationaux, exigeait de la Russie l'évacuation par ses troupes de la Mandchourie. Un accord conclu le 8 avril 1902, entre la Chine, la Russie et le Japon, réglait l'évacuation des troupes russes de la Mandchourie.

Seulement la Russie ne tenait pas beaucoup à évacuer la Mandchourie. Mais le Japon, fort des appuis internationaux qu'il avait su se faire donner habilement pendant cette période, adressa une sommation à la Russie. Cette dernière restait réfractaire. Ce fut une seconde guerre, *la guerre russo-japonaise de 1904 à 1905*, qui se déroula tout entière sur le territoire de Chine alors que la Chine avait déclaré la neutralité !

Cette guerre se termina par un désastre pour la Russie. Le traité qui y mit fin fut le *Traité de Portsmouth* du 5 septembre 1905.

Aux termes des articles 5 et 6 du Traité de Portsmouth, le Japon acquérait par conséquent le terri-

toire à bail du Lieao-toung qu'il avait déjà failli avoir en 1895 ¹. Il acquérait aussi toute la partie sud du chemin de fer entre Tchang-tchouen et la presqu'île de Lieao-toung ; cette partie est devenue depuis, le Sud-Mandchourien ². Les parties se mettaient, en outre, d'accord pour garantir l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Elles convenaient enfin de demander à la Chine son consentement à cette convention de Portsmouth.

D'autre part, le Japon, reprenant possession du Lieao-toung, changeait une fois de plus les noms de Dalny et de Port-Arthur ; Dalny est devenu Dairen qui est la prononciation japonaise de l'ancien Ta-lien, et Port-Arthur est devenu Ryojun, prononciation japonaise de Lu-chouen-kéou ³.

Par un traité du 22 décembre 1905, la Chine dut donner son assentiment à la convention de Portsmouth. Il faut en outre signaler ⁴ dès maintenant, à propos des incidents qui ont provoqué le conflit sino-japonais en Mandchourie, en 1931, pendant ce temps-là, les Japonais ont invoqué une clause secrète signée entre la Chine et lui, au moment où fut signé l'accord du 22 décembre 1905, clause selon les Japonais, qui interdisent à la Chine de construire en Mandchourie des chemins de fer parallèles au chemin de fer japonais existant ?.

Notons que le traité conclu en 1871 entre la Chine

1. V. *supra*, p. 58.

2. Par ce traité, on a aussi réglé le nombre des gardes de police.

3. V. *supra*, p. 59 en note.

4. V. notre Introduction, *supra*, p. 11.

et le Japon sur une base d'égalité et de réciprocité était désormais voué à l'oubli¹ et que la Corée, pour l'indépendance de laquelle le Japon avait prétendu lutter en 1895 contre la Chine, il l'incorporera à son empire en 1910².

Il apparut clairement, dès cette époque, aux yeux du monde, comme le premier acte du développement de la « politique continentale » du Japon. La situation diplomatique fut, pendant ce temps, beaucoup plus favorable pour le Japon que pour la Russie. Parce que les ambitions territoriales de la Russie impériale des tsars étaient en ce moment plus à craindre que celles du Japon des mikados. Le principal événement historique qui s'étend entre le traité de Shimonoseki et le début de la guerre russo-japonaise, avait été, le 30 janvier 1902, la conclusion de l'alliance militaire anglo-japonaise par laquelle toute la situation de la politique internationale s'était en un instant retournée à l'avantage du Japon. Elle n'a été dénoncée qu'après la Conférence de Washington de 1921-1922 et marque une importante époque dans l'histoire de l'Asie et celle du monde.

Cependant, au cours des années qui s'écoulèrent entre le traité de Portsmouth et le début de la grande guerre (1914-1919) une tentative de rapprochement entre la Russie et le Japon avait été faite. Elle ne peut s'expliquer que par des changements survenus dans la situation internationale. Or, l'Angleterre adopta alors une nouvelle attitude à l'égard de

1. V. *supra*, p. 53.

2. V. *infra*, p. 63.

l'alliance franco-russe, fruit de la politique de Delcassé ! Et les États-Unis eux-mêmes modifièrent aux cours des dix années qui précédèrent la guerre mondiale, leur politique sur l'immigration japonaise devenue dangereuse ou même un péril réel pour la Californie. Il en résulta qu'un certain antagonisme entre Japonais et Américains devint évidemment de plus en plus apparent. La tension entre les deux puissances navales du Pacifique ne tarda pas à devenir réelle entre 1906 et 1913. Les Américains tentèrent, depuis lors, de se rapprocher de la Chine, afin d'acquérir une influence dans les affaires asiatiques. En novembre 1909, le secrétaire d'État américain Knox proposa que les chemins de fer mandchous fussent adoptés de la neutralisation et que le système économique de la Mandchourie fut placé sous la direction d'une commission internationale. C'était une proposition dans la ligne de la doctrine de la « Porte ouverte » de Hay. Mais la politique de Washington rencontra l'opposition des deux voisins territoriaux de la Chine : Japon et Russie, qui, le lendemain de leur conclusion de paix, cherchent maintenant le partage, sur la base de l'équilibre existant, de la partie septentrionale de l'Extrême-Orient. L'accord conclu le 4 juillet 1910 fut significatif. Il délimitait des sphères d'influence entre la Russie et le Japon en Mandchourie et prévoyait une étroite collaboration entre eux en Extrême-Orient. Rassuré par cet accord manifestement dirigé contre les plans américains à l'égard de la Mandchourie, le Japon proclama purement et simplement, le 22 août 1910, l'annexion

formelle de la Corée après y avoir fait régner un régime de terreur, en violation du traité de Shimonoseki ¹.

Au cours de la Grande Guerre, un accord secret, connu sous le nom de convention Sazonov-Monoto, du 20 juin 1916, fut conclu à Pétrograd entre les deux empires ; c'était virtuellement une alliance offensive et défensive, franchement dirigée contre les États-Unis.

C'est en partant de ces accords que le Japon qui toujours, avec une extrême habileté et une remarquable absence de scrupules, sut jouer des appuis internationaux, va désormais accentuer sa politique agressive en Asie orientale, afin d'atteindre rapidement à l'hégémonie en Extrême-Orient. Les événements qui suivent sont dans toutes les mémoires. La guerre mondiale de 1914-1919 permet au Japon de reprendre Kiao-tcheou à l'Allemagne des Hohen-zollern et de s'assurer ainsi une base dans la province de Chan-toung ou l'« Est-montagneux ». Il inonda désormais le Chan-toung de ses troupes. Ce ne fut qu'après la Conférence de Washington, de 1921-1922, qu'il fut obligé de s'en retirer ².

Mais surtout, le Japon, profitant du fait que les puissances occidentales étaient occupées ailleurs, reste en tête à tête avec la Chine et va se livrer à cette extraordinaire manœuvre de chantage que constituent les « Vingt-et-une demandes » (18 janvier 1915.

1. V. *supra*, p. 57.

2. V. Chang Liang Sau, *Les dernières tentatives de désarmement naval et l'équilibre des Puissances en Extrême-Orient*, Dijon, 1935, p. 81.

Le Japon, dans ces célèbres prétentions, avait proclamé un programme concernant la Chine dont la convoitise japonaise sur ce pays est aussi évidente que celle du célèbre « Mémoire Tanaka » de 1927. Les sphères d'influence du Japon y étaient clairement définies : Fou-kien, Chan-toung, Mandchourie du sud et Mongolie intérieure de l'est.

En ce qui concerne le groupe V, il prévoyait la soumission de la République de Chine tout entière à l'influence japonaise. Devant la réaction du peuple chinois et l'hostilité des Américains, le Japon se borna, par un ultimatum, selon sa méthode ordinaire, à forcer la Chine à signer les traités du 25 mai 1915, qui consacraient les points essentiels des quatre premiers groupes des « Vingt-et-une demandes ». Il est remarquable qu'au Japon même, de vifs mécontentements du peuples s'élevèrent pour condamner ces procédés de la politique japonaise, lesquels diminuaient le prestige du Japon, portaient préjudice aux relations normales sino-japonaises, étaient susceptibles d'éveiller les soupçons des puissances étrangères. En un mot, ils étaient loin d'établir la paix dans l'Asie orientale, mais plutôt la source de complications ultérieures ¹.

C'est alors que la Chine modifia immédiatement sa politique étrangère. En mars 1917, elle rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne, et lui déclara la guerre, le 14 août de la même année.

Pendant la guerre, le plan des impérialistes japonais

1. V. *China Year Book*, 1923, p. 1118.

était pourtant beaucoup plus vaste encore. Toute la Mandchourie du nord, avec le chemin de fer de l'Est-Chinois, possession sino-russe, fut occupée par les troupes japonaises. Il utilisait pendant plusieurs années le maréchal Tchang-Tso-Lin, créature du Japon, pour la réalisation de ses desseins. Il se débarrassa de lui dès qu'il s'aperçût que son ancien allié n'est plus sûr. On se rappelle, le 4 juin 1928, l'attentat sur le chemin de Pékin-Moukden, auquel Tchang-Tso-Lin trouva la mort. Puis, à son fils qui cherche à se rallier au gouvernement central, il prodigue avertissements et menaces, allant jusqu'à l'empêcher d'aborder sur les bâtiments officiels le drapeau national.

CHAPITRE III

Les positions respectives des Puissances du Pacifique en face des rapports sino-japonais

La crise créée en Chine par les opérations militaires de longue haleine, entreprises au cours de ces dernières années par les impérialistes japonais, a causé de vives préoccupations à l'opinion universelle. Certainement, l'évolution du conflit sino-japonais n'intéresse pas uniquement la Chine et le Japon, mais tout le monde. Parce qu'il faut avoir toujours à la mémoire les grands intérêts des puissances européennes et américaines, en Extrême-Orient.

Si, d'une part, la Russie a fait preuve jusqu'ici de quelque réserve en ce qui concerne le conflit sino-japonais, il n'est guère vraisemblable pourtant qu'elle puisse s'en désintéresser. La consolidation définitive des positions du Japon en Chine impliquerait pour elle une menace, surtout depuis la conclusion du pacte anticomuniste germano-japonais de nature à gêner sérieusement l'activité des Soviets sur l'ensemble du terrain international.

Et, d'autre part, pour les autres, il faut connaître les bases navales anglaises de Singapour et de Hong-Kong, il faut avoir vu, dans le Pacifique, la puissance américaine ancrée aux Philippines et la force française en Indo-Chine.

Il y a aujourd'hui une certitude qui apparaît aux esprits les moins prévenus : une victoire japonaise en Chine signifierait le déclin et bientôt la ruine de tous les blancs d'Asie.

Cela, tout le monde vous le dira, de Suez à Honolulu. Là où le Japonais s'installe en maître, le blanc, quelle que soit sa nationalité, doit s'en aller.

Déjà sa récente victoire à Shang-haï, si chèrement achetée, a été un arrêt de mort pour 75 pour cent des industries européennes qui s'y étaient installées. Le Japon a au moins le mérite de la franchise. Ses hommes d'État, ses généraux, ses amiraux annoncent au monde entier leurs intentions de délivrer l'Asie de la tutelle de la race blanche et d'imposer l'hégémonie du peuple élu, sur tout le continent asiatique.

Et c'est précisément cette franchise, dans sa brutalité, qui pourrait lui coûter cher, très cher. Car, si, en Europe, les diverses opinions publiques s'attardent encore à croire à une guerre d'idéologie : la Chine, révolutionnaire et communiste, par exemple, contre le Japon, conservateur et soldat de l'ordre, personne en Extrême-Orient, sauf au Japon, peut-être, ne croit plus à ces conceptions périmées. La victoire japonaise ne serait pas qu'une défaite chinoise. Elle serait la plus grande défaite que la race

blanche ait subie depuis que l'on a commencé à écrire l'histoire du monde !

De ce rapide aperçu, on peut constater l'intérêt important du problème extrême-oriental relatif aux puissances européennes et américaines. Nous allons, maintenant, nous occuper de leurs positions politiques respectives en face des rapports sino-japonais dont dépendra, dès lors, tôt ou tard, leur issue fatale et nous n'en examinerons que les principales :

I. La Russie.

II. Les États-Unis.

III. La Grande-Bretagne.

IV. La France.

I. — *La Russie*

On a vu antérieurement comment l'avance de la Russie tsariste à travers la Sibérie et ses prétentions sur la Corée et sur la Mandchourie ont singulièrement inquiété le Japon qui a cru faire, en 1905, une guerre préventive ; comment elle a, ainsi que les autres puissances, imposé par la force à la Chine des traités inégaux ¹.

On a vu aussi comment, en Chine, la Russie soviétique a généreusement renoncé à tous les privilèges arrachés par la Russie tsariste, sauf la possession du chemin de fer de l'*Est-Chinois* ². En 1923, elle a soutenu l'action du Kouomintang et du général

1. V. *supra*, chap. II.

2. V. *supra*, chap. I.

Tchang Kaï Shek jusqu'en 1927. En juin 1927 celui-ci a rompu brusquement avec les communistes. Au *plenum* du *Comité central soviétique*, le 1^{er} août 1927, Trotsky a vivement reproché à Staline d'avoir provoqué l'échec de la Révolution de Chine en soutenant les bourgeois et les militaires sudistes « pseudo-révolutionnaires » au lieu d'armer les masses ouvrières et d'organiser le partage des terres entre les paysans ¹.

Un autre événement refroidit, momentanément, les rapports entre Chine et U.R.S.S. : la saisie du chemin de fer Est-Chinois par les autorités de Mandchourie, agissant d'accord avec le gouvernement de Nankin, en juillet 1929. Le prétexte, c'est la nécessité de mettre fin au progrès de communisme, dont ce chemin de fer est l'un des moyens d'action.

Les Soviets patientèrent quelques mois, puis ils envoyèrent l'armée rouge mettre fin à cette « saisie illégale ». Les autorités mandchouriennes s'inclinent. Mais le gouvernement de Nankin, désireux d'affirmer sa souveraineté sur la Mandchourie, demanda l'intervention de la S.D.N. et des puissances signataires du pacte Briand-Kellogg. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France font une démarche simultanée à Moscou et à Nankin. Au nom des Soviets, Litvinof fait, à leurs ambassadeurs, une réponse mordante : « L'action de l'armée rouge était dictée par les besoins d'une défense absolument nécessaire... On ne pourrait en dire autant en ce qui concerne les forces armées.

1. V. Trotsky, *La Révolution défigurée*, Paris, Rieder, 1929, p. 150-154.

qui se trouvent sur le territoire et dans les ports chinois, et qui appartiennent aux puissances qui adressent aujourd'hui des déclarations identiques au gouvernement soviétique ».

En décembre 1929, à Kabarovsk, est signé un accord rétablissant la situation antérieure à la saisie.

La Chine protestera encore, quand, en 1935, l'U.R.S.S. vendra l'Est-Chinois au gouvernement-fantôme de Mandchoukouo.

Cependant, en dépit de ces oppositions, l'U.R.S.S. revient à de bonnes relations avec Tchang-Kaï-Shek, qui, malgré tout, lui semble représenter le *Front populaire chinois*. Il est nettement du côté de la Chine dans les conflits que suscite l'impérialisme japonais.

En effet, d'une part, l'U.R.S.S. signe avec la Chine un traité de non-agression, le 21 août 1937.

C'était l'indice d'un rapprochement public entre les deux grandes puissances.

A l'égard du Japon, d'autre part, si la Russie des tsars, oubliant sa défaite, s'était rapprochée du Japon des mikados ¹, la Russie soviétique lui est opposée pour toutes sortes de raisons.

D'abord une raison idéologique et politique : le gouvernement japonais est violemment hostile au communisme ; sur son territoire, il persécute parfois durement les admirateurs des Soviets.

Puis le gouvernement soviétique n'ignore pas les

1. V. *supra*, p. 63 et s.

convoitises des impérialistes japonais sur la Sibérie. les efforts tentés, à diverses reprises, pour réaliser leur programme, par exemple pour mettre la main sur Wladivostock.

Enfin les Soviets estiment qu'ils ne peuvent abandonner, à l'influence du Japon, les énormes masses du peuple de Chine, dont une partie est déjà soviétisée, dont l'autre forme une démocratie qui pourrait sans doute un jour le devenir. En particulier, la Mongolie extérieure devenait l'alliée des Soviets pour barrer la route à l'avance éventuelle du Japon en Europe orientale.

Néanmoins, la Russie soviétique et le Japon impérialiste essayent de régler leurs différends à l'amiable. En janvier 1925, les Japonais ont évacué la partie nord de Sakhaline, en échange de concessions de pétrole et de houille.

En 1929, la presse japonaise approuvait l'action soviétique de résister à la saisie de l'*Est-Chinois*, qui créerait un redoutable précédent applicable au Sud-Mandchourien.

Cependant, l'*Est-Chinois* était dangereusement concurrencé par la nouvelle ligne Harbin-Kirin-Kaskin et par le développement du réseau routier pour autos. Le gouvernement de Moscou souhaitait liquider le dernier vestige asiatique de la diplomatie tsariste en vendant l'*Est-Chinois* avant qu'il ne devienne sans valeur. En mai 1933, il fit savoir au Japon qu'il était prêt à reconnaître le Mandchoukouo si celui-ci achetait le chemin de fer. Les négociations se prolongèrent pendant des mois. Finalement l'accord

se fit en mars 1935 : l'Est-Chinois, devenu propriété du Mandchoukouo, sera désormais le *Nord-Mandchourien*.

En dépit de ces rapprochements d'ordre utilitaire, les raisons profondes précédemment indiquées continuent à diviser U.R.S.S. et Japon.

L'expansion japonaise prenant (nous le verrons dans le chapitre V) comme base d'opération la Mandchourie, inquiète évidemment les Soviets, alliés de la Mongolie extérieure soviétique, malgré les promesses du Japon de ne pas attaquer cette *République populaire mongole* et d'en respecter l'indépendance.

D'ailleurs, les Soviets n'ignorent pas que les impérialistes japonais, en occupant le Jéhol en 1932¹ projettent maintenant de s'emparer des cinq provinces de la Chine du nord et progressent vers la Mongolie intérieure. Ces occupations leur fourniraient une issue stratégique importante, en cas de guerre possible, pour attaquer l'U.R.S.S. Contre cette dernière, le Japon se rapproche de l'Allemagne, avec laquelle il a signé, à la fin de 1936, un accord « contre le bolchevisme ». Interrogé en mars 1937, sur la signification de cette entente, le ministre des Affaires étrangères Sato expliquait que l'accord vise le *Komintern*, organisateur de la Révolution mondiale, non le gouvernement des Soviets, et qu'il ne s'agit point de préparer un « bloc fasciste ».

1. V. *infra*, chap. V.

II. — *Les Etats-Unis d'Amérique du Nord*

A. *Les Etats-Unis et la Chine.*

Avec la Chine, les États-Unis entretiennent toujours de bons rapports, leurs sympathies, aussi, sont nettement orientées vers la Chine. Les Américains n'ont jamais appliqué, en Extrême-Orient, surtout à la Chine, la politique de violence dont se sont rendus coupables les impérialistes japonais. Ils n'ont pas, en Chine, comme les autres grandes puissances, de concessions nationales à défendre. Ils n'ont jamais aspiré à posséder pour eux une *sphère d'influence*.

Ils ont été, à la fin du xix^e siècle, d'énergiques partisans de la politique de la « porte ouverte » en Chine. Ils espéraient simplement pouvoir, sans concession, ni privilège, mettre la main sur le commerce de l'immense Chine. Ils ont toujours cherché à se concilier la sympathie de la clientèle de Chine. Ils cherchent particulièrement l'amitié de la *Jeune Chine*, dont ils ont favorisé les aspirations à la démocratie et à la culture occidentale. C'est surtout dans les Universités américaines et dans les établissements des États-Unis en Chine, dont le plus beau, *Tsing Houa Collège*, aux environs de Péping, récemment transféré de Péping aux environs de Tchang-Cha, capitale de Hounan devant l'invasion japonaise et néanmoins atteint par des bombes des avions du Japon, au mois d'avril 1938, que beaucoup de jeunes Chinois ont reçu une instruction moderne.

D'autre part, les missionnaires américains rêvent d'attirer à eux le peuple de Chine afin de le christianiser. Et les Américains humanitaires d'inspiration wilsonienne réclament, pour la Chine, le droit de la libre disposition d'elle-même.

Les États-Unis se placent du côté de la Chine refusant de signer le Traité de Versailles, qui lui enlève le Chantoung. En novembre 1919, le sénat américain adoptait la réserve VI au Traité de Versailles : « Les États-Unis refusent leur assentiment aux articles 156, 157, 158 et réservent leur entière liberté d'action en ce qui concerne toute controverse éventuelle sur lesdits articles entre la République de Chine et l'Empire du Japon ».

En 1921, les États-Unis ont largement contribué à l'amélioration du statut international de la Chine en convoquant la Conférence de Washington, destinée à réparer les erreurs extrême-orientales du Traité de Versailles, et à équilibrer les forces entre les puissances dans le Pacifique ¹. Cette conférence a eu pour conséquences heureuses : le retour du Chantoung à la Chine, la suppression des postes étrangères, la conférence douanière, la commission de l'exterritorialité, lesquels ont été les fruits de la conférence et des efforts des Américains en faveur de la Chine. L'affaiblissement résultant pour les États-Unis, de la crise économique de ces dernières années, a atténué l'efficacité de leur réaction contre la politique de violence du Japon en Chine.

2. V. chap. IV.

B. *Les États-Unis et le Japon.*

Entre les États-Unis et le Japon, les relations ont été d'abord particulièrement cordiales. Mais, au début du ^{xx}^e siècle, de graves incidents commencent à opposer les deux puissances du Pacifique.

D'abord la question d'immigration japonaise préoccupait l'opinion américaine. Le Japon compte à cette époque, 80.000 nationaux aux États-Unis, dont 50.000 en Californie, et plus de 70.000 aux les Hawaiï (contre 12.000 blancs et 35.000 indigènes). En 1904, la Confédération américaine du travail : *American Federation of Labour*, désireuse d'éviter à ses membres une concurrence dangereuse, émettait le vœu que les lois sur l'immigration soient aussi appliquées aux Japonais. En octobre 1906, à San-Francisco, le *Board of education* exclut des écoles publiques les petits Japonais. Dès lors, un grave conflit éclate entre les deux peuples. Le Japon l'emporte dans la question des écoles ; mais il doit céder sur celle de l'émigration. Il en reste ainsi secrètement humilié.

Ensuite, l'expansion japonaise devient de plus en plus un réel péril pour la race blanche. Les États-Unis n'ignorent point que l'impérialisme du Japon vise toujours deux possessions américaines dans le Pacifique : les îles Aléoutiennes et les Philippines¹ ; qu'il convoite la Sibérie et surtout la Chine. Sur tous ces points, les États-Unis sont résolus à défendre des droits acquis ou le principe de la

1. V. chap. suivant.

liberté du commerce, ou celui de l'indépendance des peuples.

Après l'intervention des États-Unis dans la grande guerre une sourdine est mise aux critiques mutuelles. Le développement de l'amitié entre les États-Unis et le Japon est considéré, selon l'expression d'un journal japonais, le *Tokyo Asahi*, du 13 janvier 1919, comme devant être « l'un des plus importants et des meilleurs sous-produits de la guerre ».

Mais, très vite, reparaît l'opposition ancienne. Déjà en 1915, le Japon profitant de ce que les autres puissances occidentales étaient trop préoccupées ailleurs, voulait dominer la Chine tout entière, en lui imposant ses « Vingt-et-une demandes », provoquant ainsi l'indignation générale en Amérique. Devant la réaction des Américains, le Japon se contentait de quelques points essentiels des quatre premiers groupes ¹.

Lorsqu'en mars 1919, les Coréens proclamaient leur indépendance et organisaient, contre leur tyran japonais, une révolte pacifique ¹, c'est pour eux que prenaient parti les Américains.

Un autre conflit est soulevé par l'octroi au Japon d'une ancienne colonie allemande du Pacifique : l'île de Yap, l'une des Carolines, point d'atterrissage des câbles américains. Finalement, en décembre 1921, il est décidé que le Japon gardera le mandat sur Yap, les Américains conserveront leurs câbles.

De 1920 à 1924, plusieurs lois californiennes visent

1. V. Félicien Challaye, *La Chine et le Japon politiques*, p. 271-286.

à priver les résidents japonais de toute possibilité de travail et de séjour. En juillet 1924 fut appliquée une loi américaine, votée quelques mois auparavant, qui interdit, sauf rares exception, l'immigration des Japonais aux États-Unis. Cette loi est considérée au Japon comme une humiliation intolérable. Elle donnait lieu à des manifestations émouvantes. Un furieux Japonais s'est suicidé par « harakiri » devant l'ambassade américaine.

En janvier 1932, le gouvernement de Washington protesta contre la suppression de toute administration de Chine en Mandchourie et il déclara qu'il ne reconnaîtrait jamais une situation amenée par l'emploi de moyens contraires aux droits des gens.

En mai 1934, les Américains s'élevaient contre le projet de protectorat sur la Chine, lancé par un représentant du gouvernement de Tokio.

En décembre 1934, l'opinion américaine était fâcheusement impressionnée par le fait que le Japon dénonçait la convention navale de Washington de 1922 accordant aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, un coefficient naval de cinq contre un coefficient de trois au Japon ¹.

A diverses reprises, on estime fatal un conflit entre les deux peuples.

Au milieu de décembre 1937, lors de l'attaque de Nankin, des avions japonais bombardèrent, devant Nankin, la canonnière américaine *Panay*, surnommée l'ambassade flottante des États-Unis, qui fut coulée ; il

1. V. chap. suivant.

y eut des morts et de nombreux blessés. Ces crimes accomplis, les Japonais multiplièrent les excuses, les « regrets », les « very sorry ! » de l'aviation japonaise. Mais les Américains savent que penser d'une erreur si regrettable celle qui envoya par le fond l'ambassade flottante du Panay ! Les Japonais n'ont pas envisagé la question des sanctions contre les responsables, ni des ordres donnés aux militaires meurtriers japonais pour l'avenir.

III. — *La Grande-Bretagne*

A l'égard de la Chine comme à l'égard du Japon, la politique de la Grande-Bretagne se montre embarrassée et ondoyante. Examinons d'abord la Chine et la Grande-Bretagne ; ensuite le Japon et la Grande-Bretagne.

A. *La Chine et la Grande-Bretagne.*

Depuis la guerre de l'opium que nous avons signalé précédemment, l'Angleterre a fréquemment utilisé, dans ses rapports avec la Chine, la violence la plus brutale. Dans les concessions, ses résidants font preuve d'un mépris particulièrement accentué à l'égard de ces *natifs* qu'est le peuple de Chine. Contre la haine que ce mépris soulève, il semble que le recours à la force s'impose. Puis, il s'agit de ne point perdre, en Chine, le prestige nécessaire au maintien de la domination sur les Indes.

Cependant, la Grande-Bretagne voudrait aussi ne point s'aliéner la sympathie des masses du peuple

de Chine, indispensable à son commerce extrême-oriental, qui lui semble d'une importance vitale. Elle perd des sommes énormes, lorsque la Chine punit d'un boycottage généralisé les violences exercées par certains Anglais, sur son peuple.

A Londres même, le gouvernement est pris entre les exigences des conservateurs qui, d'accord avec les résidents britanniques en Chine, souhaitent l'emploi de la manière forte et les protestations du *Labour party*, qui accuse les militaires de « jouer avec le feu », comme le dit Wells, « un élément dangereux dans la politique internationale, c'est un imbécile posté derrière un canon ».

Ainsi s'explique le flottement de la politique britannique, qui oscille entre l'action séparée de la Grande-Bretagne et l'action commune des puissances, entre l'envoi de forces militaires et navales considérables et la satisfaction spontanée des demandes de la Chine.

Au cours des dernières années, la politique de conciliation l'emporte. Son but évident est de contrebalancer l'expansion japonaise. Or, il ressort des plus récentes statistiques publiées sur le commerce extérieur de la Chine, que les États-Unis, qui occupaient encore le premier rang en 1935, sont menacés d'être supplantés par le Japon. Le troisième rang revient à l'Allemagne, qui a pris la place de la Grande-Bretagne ¹. La Grande-Bretagne a rendu ses concessions de Han-Kéou, de Kieou-Kiang, d'Amoy,

1. V. *Report of the British Economic Mission to the Far East*, 1930-1931, London, 1931.

Tchen-Kiang, ainsi que le territoire à bail de Wei-hai-Wei dans le Chantoung septentrional.

B. Le Japon et la Grande-Bretagne.

La politique de la Grande-Bretagne à l'égard du Japon apparaît, pour d'autres raisons, assez discontinue et embarrassante. Mais elle est au cours de ces dernières années, plus énergique et décisive surtout en ce qui concerne le problème touchant les bases navales britanniques dans le Pacifique.

On a vu antérieurement dans quelles conditions a été signé le premier traité d'alliance anglo-japonaise le 30 janvier 1902. Il s'agit surtout d'une mesure de précaution contre l'envahissante Russie tsariste.

Dans le second traité, traité Hayashi-Lansdowne de 1905, la préoccupation britannique d'étendre à l'Inde l'application du traité répond à la préoccupation japonaise de mettre la main sur la Corée.

Le troisième traité, traité Kato-Edward-Grey de 1911, a pour originalité son article 4 en vertu duquel, si l'une des parties contractantes conclut un traité d'arbitrage avec une autre puissance, elle ne sera pas obligée d'entrer en guerre contre cette puissance. La Grande-Bretagne veut ainsi éviter de participer à une guerre contre les États-Unis, avec lesquels elle va signer un traité d'arbitrage.

Bien des Japonais sont choqués de cette réserve, qui diminue singulièrement la valeur de l'alliance. Ils se plaignent que la Grande-Bretagne ait le tort d'adopter les préjugés des Canadiens et des Australiens, aussi opposés que les Américains eux-mêmes

au développement du Japon, à l'immigration japonaise. Ils regrettent que la Grande-Bretagne ne leur prête aucune aide ni en ce qui concerne la Sibérie, ni en ce qui concerne la Chine.

Lorsque les Japonais demandent à la *Conférence de la paix* de poser le principe de l'égalité entre toutes les races (*no racial discrimination*), l'amendement du Japon n'est pas accepté, ayant eu la majorité et non l'unanimité (17 pour 6 contre). L'Angleterre et ses Dominions ont voté contre : pénible humiliation !

De leur côté, les Anglais sont de plus en plus inquiets des progrès de l'impérialisme japonais en Chine et du commerce japonais dans le monde entier. Les cotonnades du Lancashire sont gravement menacées par le *dumping* japonais.

Ainsi l'alliance meurt dans les cœurs avant de prendre officiellement fin. A la Conférence de Washington de 1921-1922, elle se fond dans une vague *quadruple entente* ¹.

En 1932, la Grande-Bretagne s'est associée aux États-Unis pour protester à Tokio contre la mainmise du Japon sur la Mandchourie, puis, en 1934, contre tout projet de protectorat sur la Chine.

D'autre part, les Anglais n'ignorent pas les convoitises japonaises sur toutes les possessions britanniques dans le Pacifique méridional. Dès lors, la Grande-Bretagne ne manqua pas de réagir vivement, au cours de ces dernières années, contre toute progression, vers le sud, du pouvoir naval offensif du

1. V. chap. suivant.

Japon. C'est précisément la raison principale pour laquelle la Grande-Bretagne aura sans doute accéléré la construction et la fortification de ses deux bases navales extrêmes-orientales : Singapour et Hong-Kong.

IV. — *La France*

Les rapports de la France avec la Chine d'une part, le Japon de l'autre, sont eux aussi assez complexes comme nous allons voir en examinant d'abord la Chine et la France, le Japon et la France ensuite.

A. *La Chine et la France.*

La France a, comme la Grande-Bretagne, et à ses côtés, pratiqué, à l'égard de la Chine, une politique aboutissant aux *traités inégaux*, lourdement imposés sur ce pays. Cependant, le peuple chinois considère la France comme étant une des citadelles solides de la liberté dont Romain Rolland vient de déclarer justement que la France « a le redoutable honneur d'être devenue, aux yeux du monde, le dernier bastion continental de la liberté ».

En 1884, la France a fait à la Chine une guerre qui lui apportait le protectorat sur l'Indo-Chine. Vers 1900, elle convoite, comme sphère d'influence, en dehors des concessions antérieurement obtenues dans les grandes villes de Chine : le Kouang-Tong, le Kouang-Si, le Yunnan et l'île d'Hainan.

Le 10 avril 1898, la Chine acquiesçait à la demande de la France ; douze jours après, le pavillon français

était hissé sur le petit fortin de Haï-t'ao, bientôt dénommé Fort-Bayard.

En 1899, la France a obtenu le territoire à bail Kouang-tchéou-wan concédé pour 99 ans.

Quand les républicains chinois commencèrent le magnifique effort visant à unifier et moderniser leur pays, la légation de France à Pékin, fidèle aux traditions réactionnaires de beaucoup de diplomates français, s'opposa, dans la mesure de ses forces, à une action dont le caractère démocratique et laïque lui semble choquant. Jusqu'en 1918, elle soutient les éléments les plus conservateurs ou les plus rétrogrades de la politique de Chine. En 1917, à la demande du ministre de France, le gouverneur général de l'Indo-Chine autorise le passage, à travers la colonie, d'armes destinées aux généraux du Yunnan, adversaires du gouvernement cantonnais révolutionnaire. Les sudistes, qui devaient l'emporter quelques années plus tard, ont été profondément choqués de l'appui donné par les représentants de la République française aux adversaires de la Révolution de Chine.

En dépit de ce qui s'était passé, la France libérale, révolutionnaire, démocratique, laïque, pacifique, garde toujours dans les milieux de la *Jeune Chine* un immense prestige. Bien des Chinois l'appellent « la grande libératrice ». Ils sentent profondément l'harmonie qui rapproche le rationalisme de Confucius et de Mencius et celui de Descartes et d'Auguste Comte. C'est bien en tant que patrie commune des esprits libres, en tant que mère des doctrines d'émancipation politique et sociale que la France attire

la jeunesse de la Chine, avide de liberté et de justice. Ce que les Chinois aiment par dessus tout en France, c'est le pays des philosophes, de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, d'Auguste Comte ; le pays des historiens, comme Michelet, Taine ; le pays des critiques comme Sainte-Beuve, des poètes comme Hugo, Lamartine, des tribuns comme Gambetta et Jean Jaurès, des jurisconsultes, romanistes universellement réputés comme Cujas, Girard, etc... qui, dans leur magnifique langage ont exprimé à la fois le génie propre de la France et l'idéal commun de l'humanité.

B. *La France et le Japon.*

Quant aux rapports franco-japonais, les deux pays entretiennent presque toujours de bonnes relations, tout au moins en apparence et à certain moment, comme nous le marquerons chemin faisant.

Au début de l'ère nouvelle, le Japon s'était adressé à la France pour obtenir des instructeurs et des conseillers. Le capitaine Chanoine réorganisa l'armée japonaise ; l'ingénieur Bertin fonda le premier arsenal maritime ; le jurisconsulte Boissonnade de Fontarabie rédigea les premiers codes.

L'alliance de la France avec la Russie rendit les rapports de la France et du Japon moins cordiaux. Au cours de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la France fut, au Japon, accusée de prêter aux flottes russes, une assistance contraire au devoir de neutralité. D'autre part, les visées des impérialistes japonais sur l'Indo-Chine française firent parfois croire à un

projet précis de conquête. Il est également bon de rappeler, comme le fait M. H. Chassagne, cette citation du Oyobi Nihonjin (15 janvier 1918), depuis maintes fois reprise : « L'occupation française du territoire asiatique de l'Indo-Chine n'a pas de raison d'être, ni de justification »¹. Depuis quelques années, l'influence japonaise grandit sans cesse au Siam. Le Japon entretient dans ce pays de nombreux espions qui menacent de jour en jour la sécurité indochinoise. L'Indo-Chine est d'autant plus en péril que le Japon a déjà mis le Siam en tutelle.

Après la guerre russo-japonaise, la France et le Japon renouent leurs bonnes relations anciennes. L'entente cordiale contribue à rapprocher la République française et l'allié asiatique de la Grande-Bretagne. Les deux puissances se garantissaient leurs possessions en Extrême-Orient. Par l'accord du 10 juin 1907, le Japon et la France s'engageaient notamment à respecter l'intégrité des régions de la Chine, limitrophes de leurs possessions, ce qui interdirait au Japon d'agir dans les régions proches de l'Indo-Chine, notamment le Hainan.

Au cours de l'affaire de Mandchourie en 1931-1932, la France s'est associée aux autres puissances pour condamner, à la S.D.N., l'agression japonaise en Chine. Cependant bien des journaux parisiens, influencés par l'or japonais, ont présenté le Japon comme « le représentant de l'ordre et de la paix en Asie contre le Bolchevisme ».

1. V. H. Chassagne, *Le Japon contre le monde*, coll. « Problèmes », Paris.

En 1936, le Japon conclut, avec l'Allemagne, un pacte dit pacte anti-communiste, mais destiné plutôt à contrecarrer le pacte franco-soviétique.

Depuis le début du conflit sino-japonais de 1937, la flotte japonaise a pénétré au moins cinq fois dans les eaux de Haïnan, le « Baléares extrême-oriental », qui était placé sous l'influence française pour la sécurité de l'Indo-Chine.

Les Japonais menacent périodiquement d'occuper l'île de Haïnan. Bien exactement, elle est comme ancrée au large du Tonkin. Si les Japonais s'y installent, ils menaceront la base d'Haïphong, c'est-à-dire Hanoï.

D'autre part, les milieux officiels japonais ont très mal accueilli le projet de construction d'une ligne ferroviaire allant de la frontière de l'Indo-Chine en Chine avec des capitaux français. Et le journal japonais *Nichi-Nichi* donne, à ce sujet, un avertissement à la France dont, dit-il, le premier souci en Asie orientale devrait être de sauvegarder l'Indo-Chine.

On ne peut dire plus clairement que l'Indo-Chine est visée et que la France « n'a qu'à bien se tenir ».

CHAPITRE IV

L'équilibre des Puissances en Extrême-Orient.

La conférence de Washington de 1921-1922

On se rappelle qu'au milieu du bouleversement général déclenché par les empires centraux en 1914, les alliés persuadèrent la Chine, par diverses promesses, de se ranger à leurs côtés, le 14 août 1917. Vint le traité de paix, en 1919, par lequel l'espoir de la Chine fut tant déçu et elle-même sacrifiée, ce qui eût pour elle, une conséquence heureuse : c'est que les États-Unis, à la fois dans l'intérêt de la consolidation de la Chine et de sa stabilité et en conséquence dans l'intérêt général de la paix en Extrême-Orient, décidèrent donc, au lieu de maintenir l'équilibre par le système d'alliance que l'on pratiquait jusqu'alors, de convoquer, en 1921, la Conférence du Pacifique de Washington, pour ramener l'équilibre extrême-oriental rompu par les convoitises japonaises favorisées par le Traité de Versailles, dans le Pacifique. C'est un fait capital dans l'histoire des relations sino-étrangères, puisque, désormais, la Chine était à la

conférence, traitée en égale par toutes les autres puissances.

D'autre part, à la même époque, les États-Unis entreprirent une grande tentative de pacification universelle pour enrayer la course aux armements navals. Cette tentative était de toute évidence étroitement liée à la question du Pacifique ; il s'agissait tacitement d'enrayer la poussée du Japon en Asie orientale. L'Angleterre n'attendait qu'une occasion pour rompre l'alliance qui l'unissait au Japon en 1902 et dont ce dernier tirait seul un profit.

Convoquée en juillet 1921, sur l'initiative du président des États-Unis, Harding, la conférence avait abouti à certains résultats positifs qui ont été le traité des Neuf Puissances, du 6 février 1922 ; l'acceptation de la proportion 5-5-3 pour les capital ships par les trois principales puissances navales, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ; et l'adoption d'un régime de nouvelles bases et de nouvelles fortifications dans certaines des possessions des trois nations précitées, dans le Pacifique.

En deux paragraphes, nous examinerons : Les accords politiques et les accords navals.

Étudions successivement :

I. — *Les accords politiques*

Aussi bien les accords politiques que les accords navals n'ont aujourd'hui qu'un intérêt purement historique. Le Traité des Neuf Puissances dont les signataires sont : États-Unis, France, Angleterre,

Italie, Belgique, Pays-Bas, Portugal, Chine et Japon, stipulait que toutes les puissances ci-dessus énumérées autres que la Chine ayant des intérêts dans le Pacifique, à l'exception de l'U.R.S.S. (qui n'était pas alors reconnu par la plupart des grandes nations) :

« 1^o De respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

» 2^o D'offrir à la Chine, de la manière la plus complète et la plus libre d'entraves, la possibilité de s'assurer les avantages permanents d'un gouvernement stable et efficace ;

» 3^o D'user de leur influence en vue d'établir effectivement et de maintenir en application sur tout le territoire de la Chine le principe de la chance égale pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ;

» 4^o De s'abstenir de tirer avantage des circonstances en Chine pour rechercher des droits ou privilèges spéciaux susceptibles de porter atteinte aux droits des ressortissants d'États amis ; elles s'abstiendront également de favoriser toute action constituant une menace pour la sécurité desdits États amis ».

En outre, le traité confirmait que le Japon gardait en Mandchourie la place qu'il occupait depuis la défaite russe de 1905, mais, par contre, il restituait le territoire à bail de Kiao-Tchéou, ancienne possession allemande, qu'il s'était approprié pendant la Grande Guerre de 1914-1919.

Une fois l'accord fait, les États-Unis croyaient avoir ouvert « une ère de paix dans le Pacifique ».

La Chine ne tardait pas à se ranger sous le gouvernement national de Nankin. Les progrès de la consolidation de la Chine commençaient dès lors à se traduire par des résultats et, partant, l'influence américaine était en hausse à Nankin. Le Japon se tint coi quelque temps, se contentant d'expansion pacifique, économique. Puis, poussé par l'ascendant croissant de l'armée du Kowangtoug, il était contraint d'intervenir en Mandchourie pour arrêter le progrès de la consolidation de la Chine et de sa stabilité et par dessus tout, empêcher que la Mandchourie ne tombât dans la sphère d'influence de Nankin. L'opération fut dirigée contre l'alliance Tchang-Kaï-Shek — Tchang-Sue-Liang et à très longue portée, contre l'influence américaine en Chine. Ce fut, si l'on veut, une sorte d'action menée par un impérialisme faible contre l'hégémonie financière d'un adversaire infiniment plus fort. Le Japon refusait de se soumettre au « diktat » de Washington ; il ne voulait pas entrer dans le consortium anglo-saxon pour l'exploitation de la Chine en qualité de « junio partner » de crainte d'être exploité par un associé plus puissant. En un mot, il veut supprimer l'influence américaine en Chine du nord. Par la constitution du Mandchoukouo-fantoche, en 1931-1932, par l'occupation du Jéhol en 1933 et les opérations militaires entreprises à Shanghai en 1932 ¹, le Japon porte un coup fatal au Traité des Neuf Puissances, malgré les protestations des États-Unis.

1. V. *infra*, chap. V.

D'autre part, le Pacte de Paris, ou Pacte Briand-Kellogg, en 1928, avait consacré le traité. La Chine entretenait d'étroits rapports avec la S.D.N. Lorsque l'affaire se produisit en Mandchourie, elle en appela à Genève, qui, pendant ce temps, fit la sourde oreille. Néanmoins les membres de la Société refusèrent de reconnaître le Mandchoukouo, mais on en resta là.

Il a fallu la nouvelle agression japonaise en Chine pour que Washington se décida à ranimer le Traité des Neuf. Parce que ce traité est toujours valable, bien qu'il fût pratiquement écarté par l'action militaire du Japon et que celui-ci a protesté encore qu'il accordait toujours pleine valeur à ce traité au bas duquel il a apposé sa signature.

En conséquence, on décida de se réunir à Bruxelles, en novembre 1937, pour remettre le Traité des Neuf et pour ainsi dire de faire cesser les hostilités qui font rage en Extrême-Orient ; c'est ce que nous verrons par la suite ¹.

II. — *Les accords navals*

Les accords navals de Washington ont maintenant subi le même sort que les accords politiques. Le Japon a notifié le préavis obligatoire de deux ans, prévu par l'article 23 du traité naval, pour la dénonciation dudit traité, le 29 décembre 1934. Depuis lors, ni les entretiens qui ont eu lieu à Londres vers la fin de 1934, ni la conférence qui s'y est tenue

1. V. *infra*, chap. VI et VII.

en 1935 n'ont réussi à trouver une formule d'ajustement entre la demande japonaise touchant la parité complète des forces navales avec la Grande-Bretagne et les États-Unis et la répugnance de ces dernières puissances à accepter une modification aussi radicale de la proposition de Washington ¹.

Or, en 1922, à la Conférence de Washington, le problème de la fortification des îles du Pacifique joua un rôle de premier plan.

Pour commencer, le Japon refusa la proportion 5-5-3 pour les flottes anglaise, américaine et japonaise. Après des discussions interminables, Tokio déclara qu'il pourrait envisager l'acceptation de cette proportion au cas où les États-Unis s'engagerait à abandonner leur projet d'établir une base à Guam.

Finalement, les trois puissances navales étaient convenues de s'abstenir de fortifier davantage certaines de leurs possessions du Pacifique, et le Japon accepta la fixation de la proportion navale 5-5-3. Dans le cas des États-Unis, il s'agissait des îles Aléoutiennes, des Philippines, de Guam, Wake et Samoa ; pour la Grande-Bretagne, c'était Hong-Kong et ses îles des mers du sud ; pour le Japon, c'était les Kouriles vers le nord et vers le sud Formose, les îles Lu-Chu et Bonin et les groupes très disséminés des îles Carolines, Marshall et Marianne, anciennes possessions allemandes détenues par le Japon comme mandataire de fait de la S.D.N., bien qu'il ne fût

1. V. Chang Liang Sau, *ouvr. cité*, p. 57-67.

plus membre ni d'accord avec ladite Société, son mandant.

Incontestablement, cet accord a contribué à réduire les risques d'un conflit armé dans le Pacifique. A cet égard il agi à peu près comme le feraient de larges zones démilitarisées le long des frontières de deux puissances terrestres. Si les îles Aléoutiennes et les îles Kouriles étaient respectivement hérissées de bases navales aériennes et sous-marines, américaines et japonaises, la tension, la crainte et la méfiance mutuelles qui en résulteraient en seraient inévitablement accrues.

Du point de vue technique, l'accord, par lequel les puissances s'engageaient à ne pas construire de bases navales, a représenté un plus grand sacrifice pour les Américains que pour les Japonais. Une base navale japonaise à Formose n'ajouterait rien à la probabilité (assez faible de toute façon) d'une attaque du Japon contre la Californie ou les îles Hawaï. Des bases établies à Formose ou dans les îles sous mandat, resserreraient, il est vrai, les tenailles japonaises autour des îles Philippines. Mais la plupart des écrivains militaires et navals américains sont disposés, en tout état de cause, à voir dans les Philippines une conquête certaine par le Japon, au début des hostilités. En revanche, une base navale américaine à Guam, de l'importance de Pearl Harbor, la base hawaïenne, ou de Singapour, et située à moins de 1.500 milles de Yokohama, serait assez naturellement considérée, au Japon, comme une menace directe contre l'Empire insulaire. La haute importance

stratégique de Guam est appréciée comme suit dans une récente étude sur la stratégie d'une guerre théorique entre le Japon et les États-Unis.

« Le centre nerveux de l'Empire japonais et ses lignes vitales vers l'Asie et le sud, qui constituent nos objectifs, sont bien à portée de Guam, et nous ne demanderions pas mieux que de voir notre flotte établie dans cette île avec ces voies de communications s'étendant vers Pearl Harbor et les États-Unis, jalonnées par l'île de Wake (ou mieux encore) par les îles Caroline, les îles Marsahll et Pearl Harbor » ¹.

Les îles Aléoutiennes présentent, elles aussi, une valeur potentielle pour les États-Unis, attendu que l'île de ce groupe située le plus à l'ouest n'est qu'à 800 milles de la possession japonaise la plus proche et à environ 2.000 milles de Yokohama. Une base navale puissamment fortifiée et bien équipée à Dutch Harbour ou en quelque autre point des îles Aléoutiennes, augmenterait sensiblement le pouvoir offensif naval des États-Unis dans le Pacifique septentrional.

L'accord par lequel les Américains s'engageaient à s'abstenir de fortifier les îles Aléoutiennes et Guam et de construire de nouvelles fortifications dans les Philippines était donc une concession substantielle à la sécurité du Japon et il contribua, par conséquent, sans aucun doute, puissamment à faire accepter par le Japon la fixation de la proportion navale 5-5-3. Mais cet accord signifiait aussi que les États-Unis

1. V. Sutherland Deulinger et Charles B. Gory, *War in the Pacific*, New-York, Mebride, 1936, p. 241.

renonçaient volontairement à certains avantages stratégiques de leurs possessions dans le Pacifique. Et dans l'éventualité d'un conflit armé entre les États-Unis et le Japon, l'Amérique, à moins d'agir par alliance, d'accord avec quelque autre puissance munie de bases en Extrême-Orient, serait sérieusement et sévèrement handicapée pour porter un coup dur à son adversaire, puisque en cas de guerre dans le Pacifique, les plans stratégiques japonais n'envisagent probablement pas des opérations à longue distance, où la flotte japonaise de bataille naviguerait à des milliers de milles de distance de sa base métropolitaine pour attaquer les côtes américaines. Ce que l'on prévoit plutôt, c'est l'adaption d'une tactique défensive, dans laquelle des bâtiments rapides, relativement petits, croiseurs, destroyers et sous-marins, utilisant la bordure d'îles du Japon, peuvent, à ce qu'on croit, tenir en échec et repousser une force navale américaine ou britannique, obligée de combattre loin de ses bases navales.

D'autre part, ces bases ont autant de valeur que des navires de guerre, dans l'éventualité d'un combat naval moderne, surtout quand le théâtre potentiel des hostilités est aussi vaste que l'océan Pacifique. La plus forte marine du monde est gravement paralysée en ce qui concerne sa puissance d'attaque offensive, si elle est obligée de faire des milliers de milles pour attaquer son ennemi, sans avoir sur sa route une base fortifiée et bien équipée où elle puisse faire escale pour prendre du combustible, procéder à des réparations ou à une révision générale. En fait,

à certains égards, des bases sont plus importantes que le nombre même des navires de ligne. Le Japon envisagerait probablement d'un œil plus alarmé et plus irrité, la construction d'une puissante base navale américaine aux Philippines ou à l'île Guam qualifiée de clef du Pacifique occidental par le critique naval britannique bien connu, Hector Bywater, que la mise en chantier de plusieurs nouveaux cuirassés ou gros croiseurs.

C'est pourquoi, lorsqu'au printemps de 1933, le gouvernement français fit occuper plusieurs îlots sans possesseurs qui contrôlent la route maritime conduisant du nord aux îles Philippines et à Bornéo, les journaux formulèrent l'opinion que la France ne faisait, en ces lieux, que tenir la place chaude pour les États-Unis¹, et que le président Roosevelt décréta, en mars 1938, l'annexion des îles Canton et Henderburg du groupe de Phœnix dans le Pacifique méridional pour y établir des bases d'aviation temporaires. Mais il est certain que ces bases ne peuvent être plus proches du Japon que les bases du Guam et Cavite dans l'île de Luzon (Philippines) qui sont à 1.500 milles du détroit de Corée.

Le Japon a déchiré le traité de Washington par ses opérations militaires et a entraîné par conséquent le déséquilibre de la paix en Extrême-Orient. Le duel pour la possession et la fortification des bases navales et aériennes dans le Pacifique reprendrait désormais de plus belle.

1. *Ostasiatische Rundschau*, 1933, p. 363. — V. aussi *Posledniya Novosti*, journal russe publié à Paris, n° du 27 décembre 1933.

CHAPITRE V

La rupture de l'équilibre des Puissances en Extrême-Orient à la suite de l'infiltration japonaise en Chine

On a vu, dans le chapitre précédent, que la Conférence de Washington de 1921-1922 a pu aboutir à un accord qui n'avait d'autre objet qu'à faire obstacle à tout monopole du Japon sur l'économie chinoise, par l'établissement d'un statut dit de la « porte ouverte », mettant toutes les puissances sur un pied d'égalité dans leur pénétration économique en Chine. Si par ce traité dit des Neuf Puissances, la Chine offrait, aux grandes nations industrielles du monde, de substantiels avantages, en revanche, elle y gagnait la garantie théorique des puissances de respecter sa souveraineté et son intégrité. Le Japon se voyait donc interdire la poursuite de son expansion politique en Asie continentale et restait, pendant quelque temps, calme et tenait pour satisfaisante l'expansion pacifique et économique. Puis, poussé par le parti militaire, il était contraint de poursuivre

la réalisation de sa « politique continentale », en occupant la Mandchourie en 1931-1932.

Le régime d'équilibre envisagé à Washington fut désormais pratiquement rompu par l'action militaire du Japon. C'est la deuxième étape vers la réalisation du projet d'expansion de l'empereur Meidji ¹. Cette étape se déroule méthodiquement, en Chine, en deux phases successives. La première commence par l'occupation de la Mandchourie en 1931 et se termine en 1936. La seconde débute avec l'incident de *Lukouchao* en juillet 1937. C'est la phase la plus aiguë, qui se dispute encore aujourd'hui.

En deux paragraphes, nous envisagerons : le conflit sino-japonais de 1931-1936, et le Conflit sino-japonais de 1937...

I. — *Le conflit sino-japonais de 1931-1936*

A l'origine du conflit de 1931, on découvre la conjonction de gros intérêts capitalistes avec les sentiments belliqueux de l'état-major japonais. Un programme de chemins de fer en Chine avait été récemment élaboré et menaçait le Sud-Mandchourien, auquel sont associés tant d'intérêts, chez les hommes d'affaires et les politiciens japonais. Il était question de doubler le Sud-Mandchourien à l'est par une ligne Changchun-Kirin-Thang-hua, à l'ouest, par une ligne qui, de Pékin, rejoindrait l'Est-Chinois à Tsit-sikar, permettant de gagner vingt-quatre heures sur

1. V. *supra*, chap. II.

le trajet Pékin-Paris par le Transsibérien. Le Sud-Mandchourien perdrait ainsi beaucoup de sa valeur. Pour s'opposer à de tels projets, les capitalistes ont utilisé les volontés expansionnistes de l'état-major ¹.

D'autres incidents relatifs à la situation des fermiers coréens en Mandchourie, à la disparition, dans des circonstances obscures, d'un officier japonais en mission d'espionnage, engendrèrent entre la Chine et le Japon un état de tension au milieu duquel se produisit un nouvel incident issu de l'explosion d'une bombe sur la voie ferrée du Sud-Mandchourien, qui fut la cause directe d'une agression japonaise d'une grande envergure.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 1931, les troupes japonaises chargées de garder le chemin de fer sortirent de leurs casernes et bombardèrent, sans provocation de la part des Chinois, les casernes et les arsenaux de Chine à Moukden. La ville ne se défendit pas, ce qui la sauva de l'anéantissement. Le lendemain, sur d'autres points de la voie ferrée, les militaires japonais désarmèrent les troupes chinoises.

La Chine fit appel à la S.D.N., en invoquant l'article 11 du Pacte qui permet, pour la solution des conflits entre les membres de la Société, d'attirer l'attention sur les circonstances menaçant de troubler la paix du monde. De longs débats s'engagèrent devant le Conseil de la S.D.N., cependant que les troupes japonaises, sous prétexte de poursuivre des « bandits »,

1. V. notre Introduction.

se répandaient à travers la Mandchourie et atteignaient Tsitsitkar.

En novembre 1931, la S.D.N. décida d'envoyer en Extrême-Orient une *Commission d'enquête* présidée par lord Lytton.

A la fin de janvier 1932, la marine japonaise, désireuse de ne point se laisser éclipser par l'armée, attaqua la ville chinoise de Shanghai. Le prétexte, c'est la protection des nationaux. En réalité, il s'agit d'intimider la Chine avant la venue de la Commission internationale.

Dès le début de l'attaque contre Shanghai, le Japon a demandé à la S.D.N. d'appliquer, non l'article 11 du pacte, qui s'était révélé inefficace, mais l'article 10 par lequel chaque membre de la Société s'engage à respecter le territoire et l'indépendance des autres membres, et l'article 15, prévoyant une intervention de la S.D.N. en cas de différend susceptible d'entraîner une rupture, par une décision adoptée sous forme de rapport, si les parties n'ont pu s'entendre. Le Conseil de la S.D.N. invita le Japon à suspendre les hostilités. Au début de mai, le Japon accepta de rappeler ses troupes, « pour se conformer à l'opinion mondiale ». Une convention d'armistice fut signée par les délégués chinois et japonais, ainsi que par les ministres de France, de Grande-Bretagne, des États-Unis et par le chargé d'affaires d'Italie.

En mars 1932, les militaires japonais terminaient la mise au point du *Mandchoukouo*, l'État indépendant ou soi-disant indépendant de Mandchourie.

Par un coup de génie politique, à la tête de ce

Mandchoukouo qui va être une sorte de protectorat japonais, ils placent le dernier des empereurs mandchous, Pou Yi, qui, à trois ans, se trouvait sur le trône de Chine avant le triomphe de la République. Ainsi quelque jour, le maître-fantochse de la Mandchourie pourrait redevenir le souverain d'une Chine japonisée.

Le 15 septembre 1932 fut signé, à Hsinking (Tchang-Tchoun) un traité par lequel l'empire du Japon reconnaît le Mandchoukouo et s'allie avec lui. L'alliance est destinée à dissimuler la réalité du protectorat.

Au début d'octobre 1932 fut publié, à Genève, le rapport Lytton résumant les données d'une enquête impartiale. La S.D.N. étudie ce rapport, cherche une solution conciliatrice. Alors le Mandchoukouo demande au Japon d'abandonner cette S.D.N. qui ne comprend rien à l'Extrême-Orient et d'appliquer le principe *l'Asie aux Asiatiques... japonais*.

Dès la fin de 1932, le Japon poursuivit son action militaire et déclara que la province chinoise du Jehol est une dépendance de la Mandchourie.

Au début de 1933, ses troupes, sous prétexte « de supprimer le banditisme », occupent cette province ¹. La S.D.N., saisie par la Chine, réprouva d'une façon formelle, le 24 février 1933, par 42 voix contre 1 (Japon) et 1 abstention (Siam), l'action japonaise, déclara le Japon « agresseur », proclama que la Mandchourie est une partie intégrante de la Chine,

1. Alors que le rapport Lytton nous dit : « Les Japonais ont coutume de désigner indistinctement sous le nom de bandits toutes les forces qui s'opposent à eux ».

condamna la création artificielle du Mandchoukouo, affirma que le Japon était coupable d'avoir violé le Pacte.

Cette décision était inévitable et demeure, en dépit de tout, un hommage rendu aux principes du droit international si constamment violés par le Japon dont la mystique politique et les conceptions particulières, en matière de droit constitutionnel et de droit international public, ne pouvant s'accommoder de la plus légère critique, tinrent pour négligeable le verdict de la S.D.N. à qui il notifia, le 27 mars 1933, sa volonté de n'en faire plus partie.

En avril et mai 1933, les troupes japonaises poursuivirent leur avance aux environs de la *Grande-Muraille*. Ayant atteint provisoirement ses objectifs, le Japon contraignit la Chine d'accepter, par la trêve de Tang-kou du 31 mai 1933, une « zone démilitarisée » située en bordure de la *Grande-Muraille*, et dans laquelle ne pourront stationner que des forces de polices chinoises : « not hostile to Japanese feelings », c'est-à-dire non hostiles aux sentiments japonais.

En avril 1934, un curieux incident révéla, s'il en était encore besoin, les visées du Japon. Un « porte-parole du ministre des Affaires étrangères » fit connaître à la presse que le Japon défenseur naturel de la paix en Extrême-Orient, doit s'opposer à toute action de nature à créer un danger pour le maintien de cette « paix ». Le Japon ne fera pas d'objection à des négociations particulières entre la Chine et les autres puissances sur des questions commerciales et financières, mais seulement s'il estime que ces ac-

cords sont vraiment avantageux à la Chine, et ne portent aucun préjudice à la paix en Extrême-Orient. Le Japon se pose ainsi en protecteur de la Chine, ayant le droit et le devoir de contrôler les relations extérieures de la République de Chine. C'est une *Doctrine de Monroë extrême-orientale*, appliquée à l'Extrême-Asie.

Devant les protestations des États-Unis et de la Grande-Bretagne, alertés par la Chine, le gouvernement japonais finit par déclarer que cette communication est sans valeur officielle et il se borne à soutenir que son pays a un *intérêt spécial* au maintien de l'ordre ne Chine.

Prenant toujours le Mandchoukouo comme base de leurs opérations, les militaires japonais vont continuer leur effort d'expansion dans la Chine du Nord. L'occasion se présenta, en mai 1935. Les forces irrégulières du Jéhol opérant contre celles du Japon se réfugièrent dans la zone démilitarisée où ils furent poursuivis par les Japonais. Ceux-ci violèrent la trêve de Tang-Kou qui interdit ladite zone aussi bien aux troupes japonaises qu'aux troupes chinoises. Les autorités de la Chine du Nord s'étant empressées de proposer un plan d'opérations conjointes, l'armée japonaise présenta, le 29 mai, une série de nouvelles demandes, prétendant que la Chine persistait à être hostile au Japon et qu'elle devrait donner de nouvelles preuves de sa « sincérité », si elle désirait voir observer la trêve de Tang-Kou par le Japon. Une fois de plus, le Japon choisissait admirablement son heure. Il venait de signer avec l'U.R.S.S. l'accord

pour le rachat du chemin de fer de l'Est-Chinois et était ainsi provisoirement libre de préoccupations de ce côté. Les militaires japonais faisaient leur apparition dans la grande province du Hopei, voisine de la Mandchourie, et dans celle du Tchahar, voisine du Jéhol. Ils visaient à détacher ces provinces du gouvernement de Nankin, et à les rendre « autonomes ». Ils exigeaient la dissolution des organisations politiques et militaires et le renvoi des fonctionnaires considérés comme peu favorables au Japon ; l'installation aux fonctions publiques de « personnalités, amies du Japon », la suppression de toute propagande anti-japonaise, la fermeture des bureaux du Kouomintang. Ce qui est une manifestation directe d'ingérance dans l'organisation politique intérieure de la Chine. De telles prétentions sont incompatibles avec le Traité des Neuf Puissances. Ils obtenaient ce qu'ils réclamaient, par l'accord Ho-Umetsu, du 9 juin 1935 pour le Hopei, par l'accord Chin-Doihara du 27 juillet 1935 pour le Tchahar. En décembre, des administrations autonomes sont établies dans ces deux provinces.

Le texte officiel de ces « accords » n'est pas connu. Il en a été publié, à diverses reprises, des reproductions ou des résumés sur l'authenticité desquels il n'a jamais été possible d'obtenir l'assentiment des deux parties intéressées ¹.

Immédiatement après les incidents de mai-juin 1935, le Japon se préoccupa d'exploiter la situation

1. V. *infra*, chap. vi.

avantageuse qu'il s'était assuré dans le Hopei et le Tchahar en s'efforçant de créer un autre « organisme-marionnette » dans ces deux provinces. Le même effort de dissociation, sous prétexte d'autonomie, s'accomplit au Chantoung, au Chansi et au Sui-Yuan.

Ainsi, patiemment, les impérialistes japonais continuent leur action de mainmise sur la Chine du Nord. Ils se rapprochent de la Mongolie. Il se trouvait, malheureusement, des Chinois qui n'hésitèrent pas à entrer dans leurs vues. Néanmoins, les trois dernières provinces nommées ci-dessus se montrèrent réfractaires. Et ce n'est guère que dans les deux autres que les Japonais réussirent à s'assurer une position « spéciale », en inondant ces deux provinces de leurs troupes, alors qu'aucun texte ne leur en donnait le droit. Le gouvernement central de Chine fit de son mieux pour parer le coup en établissant, comme une sorte d'organisme-tampon, un conseil des Affaires politiques pour les provinces de Hopei et Tchahar.

Parallèlement à leur action dans les provinces de Hopei et Tchahar, les impérialistes japonais s'efforcèrent de développer un mouvement d'autonomie dans la Mongolie intérieure, où ils obtiennent le concours du prince Tch. Ils furent beaucoup moins heureux cette fois que lors de leurs entreprises antérieures. Les bandes d'irréguliers mongols, dont ils avaient tenté de faire une armée disciplinée, durent céder devant l'ardeur des troupes de Chine. La prise du centre fort important de Pailingmiao, le 24 no-

vembre 1936, mit fin, pour un temps, à la politique d'agression du Japon dans cette région.

En mars 1937, comme, au Japon, un ministère plus démocrate et moins impérialiste arrivait au pouvoir, le ministre des Affaires étrangères Sato affirmait à nouveau la volonté de respecter l'indépendance de la Chine dont on attendra « patiemment » qu'elle se rapproche volontairement du Japon, et aussi l'indépendance de la République populaire de la Mongolie extérieure.

Hélas ! nous voyons que Sato n'était pas absolument d'accord, au Japon, avec ceux qui l'écoutaient et que le gouvernement japonais, sous la poussée croissante de l'armée qui, d'ailleurs, dirige la politique générale du gouvernement, contrairement à l'idée du prince Konoye « descendant des dieux », et président du Conseil, qui précise que « les services armés existaient pour l'État, et non l'État pour les services armés », va déclencher, trois mois après, une agression d'une ampleur sans précédent dont nous allons parler maintenant.

II. — *Le conflit sino-japonais de 1937*

Depuis juillet 1937, le conflit sino-japonais a repris une forme particulièrement aiguë : celle d'une véritable guerre, en dépit du fait que la rituelle déclaration d'ouverture des hostilités n'a point été formulée ; c'est cependant une vraie guerre, c'est — selon la belle expression de M. Jules Romains — « la guerre qui n'ose pas dire son nom ».

Cette fois encore, les impérialistes japonais savent admirablement choisir leur heure et profiter de la guerre civile espagnole qui peut détourner l'attention des puissances occidentales sur les événements en Extrême-Orient. Le Japon tente ainsi une fois de plus de frapper un grand coup et renforcer sa pression sur la Chine. Mais aussi les militaristes japonais se sont rendus compte, d'une part, qu'ils ne retrouveraient peut-être pas de sitôt une occasion aussi favorable au point de vue de la situation politique internationale, d'autre part, que le redressement évident de la Chine, les progrès de son unification nationale, les résultats déjà visibles de l'œuvre de reconstruction qu'elle poursuit au cours de ces dernières années dans tous les domaines, politiques, sociaux et économiques, avec une inlassable persévérance, risquaient de compromettre de plus en plus l'aisance relative avec laquelle s'était poursuivie jusqu'ici la politique expansionniste du Japon.

Nous étudierons le récent conflit sino-japonais, dans l'ordre suivant : 1° La genèse du conflit ; 2° Les incidents de Shanghai ; 3° Le rôle de la S.D.N.

1° *La genèse du conflit. Les incidents de Lukouchiao.*

Dans la soirée du 7 juillet, les troupes japonaises procédèrent à des manœuvres illégales à *Lukouchiao*, bifurcation ferroviaire ayant une importance stratégique, à 16 kilomètres au sud de Peiping, sur la ligne du chemin de fer de Peiping à Hankéou, où la présence des troupes japonaises ne pouvait être justifiée par aucun traité ou accord. Sous prétexte

qu'un des soldats japonais était manquant, les troupes japonaises demandèrent, après minuit, à entrer dans la ville de garnison voisine de *Wanping*, pour procéder à des recherches. L'autorisation leur ayant été refusée par les autorités chinoises, les Japonais se mirent subitement à attaquer Wamping par des détachements d'infanterie et d'artillerie, de sorte que la garnison chinoise en état de légitime défense dut résister. Les Japonais commencèrent immédiatement de vastes opérations contre les troupes de Chine afin, pour citer leurs propres paroles, « de punir l'attitude provocante des soldats de la 29^e armée chinoise, des mouvements anti-japonais se développant dans toute la Chine et de soutenir le prestige militaire japonais »¹; excellent prétexte pour que, à travers toute la Chine du Nord, les militaires japonais entreprennent ou accentuent leur mainmise sur le pays. L'empereur reçut le chef d'état-major et le ministre de la Guerre, qui « lui soumettent les mesures que l'armée a l'intention de prendre »². On comprend ces faits si l'on se rappelle qu'il y a, au Japon, une politique de l'état-major et que celui-ci, en Chine comme en Mandchourie, a toujours essayé de réaliser le programme des impérialistes.

A la suite de la résistance de la Chine pour repousser les envahisseurs japonais, à *Wanping*, le Japon fit immédiatement affluer des renforts dans la région. Les autorités locales de Chine firent néanmoins des

1. V. *Les incidents du nord de la Chine*, p. 10.

2. V. *Le Temps*, daté du 28 juillet 1937.

efforts répétés pour parvenir à un règlement pacifique et un accord intervint le 11 juillet. Il faut remarquer que le Japon, par l'intermédiaire de ses représentants diplomatiques à Nankin, avait attiré l'attention du gouvernement central sur la non-immixtion de sa part dans le règlement local. Peut-on supposer un instant qu'un gouvernement quelconque accepterait de se désintéresser d'un conflit international qui aurait pris naissance sur un point de son territoire et une pareille démarche ne donne-t-elle pas une claire illustration de l'état d'aberration où semblent être tombée l'armée et le gouvernement du Japon depuis l'occupation de la Mandchourie ¹.

La Chine, par désir de conciliation, ne s'opposa pas à l'accord comprenant trois points :

1^o Présentation d'excuses par les représentants de la 29^e armée et punition des individus directement responsables.

2^o Évacuation par les troupes chinoises de Lukou-chiao et remplacement de ces troupes par le corps de préservation de la paix, en vue d'éloigner suffisamment les troupes japonaises des troupes chinoises.

3^o Mesures adéquates pour réprimer l'activité des chemises bleues et des communistes.

Et le gouvernement de Nankin, malgré sa bonne foi, acceptait néanmoins de prendre ainsi la responsabilité d'événements auxquels il n'avait en rien participé. Le but véritable de la politique japonaise

1. V. Jean Escarra, *Réflexions sur la politique du Japon à l'égard de la Chine*, Perpignan, p. 13.

fut encore, une fois de plus, dévoilé, lorsque l'armée japonaise appelait en hâte des renforts. Le 12 juillet, le corps d'occupation dépassait 200.000 hommes et 200 avions. Justement alarmé, le gouvernement de la République de Chine expédia des troupes dans le Nord. Le Japon avertit le gouvernement de Nankin des graves conséquences qu'entraînerait l'envoi de ses troupes dans le Hopei. Ainsi, pour les Japonais, le fait que le gouvernement chinois envoie des troupes sur son propre territoire constitue une menace et un danger. Il est inutile d'insister sur le caractère incroyable d'une pareille prétention si intolérable, émise par un gouvernement qui s'est lui-même livré à des actes d'agression formels et en violation évidente des traités et du droit international. Des négociations commencèrent, mais parallèlement, les troupes japonaises attaquèrent et occupèrent Tien-T'sin et Peiping, puis étendirent leurs opérations dans le *Hopei* du sud et vers le nord dans le *Tchohar*. De violentes attaques furent dirigées contre la passe stratégique de *Nankéou* et contre *Kalgan*. Actuellement plus un million d'hommes ont envahi les provinces de la Chine et portent la guerre non-déclarée à l'intérieur du pays.

Sachant que l'union fait la force indispensable, les communistes chinois décident donc de coopérer avec le maréchal Tchang-Kaï-Shek à la lutte armée contre l'ennemi commun. La huitième armée rouge de Chine, commandée par Soudé, opère dans la province de Chansi et se livre à des incursions incessantes dans le Tchahar et le Hopei dans lesquels la guerilla

s'est en même temps installée en arrière des lignes principales de communication japonaises. Le 21 août 1937 l'U.R.S.S. signa, à Nankin, avec la Chine, un *Traité de non-agression*.

2° *Les incidents de Shanghai.*

Dans l'espoir de forcer le gouvernement de la République de Chine à capituler, le Japon attaque la ville de Shanghai. C'est le recommencement de la tentative de 1932, qui, si elle a beaucoup détruit, n'a pas amené la mainmise espérée. Ici encore, afin d'avoir un prétexte, les autorités navales japonaises provoquèrent, le 9 août 1937. En dépit des avertissements chinois, un officier de marine japonais et un marin japonais essayèrent de s'approcher de l'aérodrome militaire de Chine, situé dans les faubourgs de Shanghai. Lorsqu'ils furent arrêtés par une sentinelle de Chine, un combat eut lieu dans lequel les deux provocateurs japonais et un soldat chinois appartenant à la milice pour le maintien de la paix furent tués.

Néanmoins, les autorités locales proposèrent immédiatement un règlement de l'incident par les voies diplomatiques. Mais, en 48 heures, les Japonais concentraient plus de 30 navires de guerre dans les eaux de Shanghai et plusieurs milliers de fusiliers marins. Le 13 août, les forces navales japonaises de terre et de mer utilisant la concession internationale comme base de leurs opérations, attaquèrent les quartiers chinois de Kiangwan et de Chapei et se heurtèrent à une farouche et héroïque résistance des soldats chinois.

Pour tenter de briser par un autre moyen la résistance de la Chine, les avions japonais bombardèrent furieusement des villes ouvertes : Canton et Hankéou, dans le seul but de démoraliser la population. Les crimes de l'armée impériale japonaise suscitèrent de très vives indignations universelles au nom de l'humanité et de la divinité.

3° *Le rôle de la S.D.N.*

Contre l'agression japonaise, la Chine fit appel à la S.D.N., le 12 septembre 1937, en invoquant l'application des articles 10, 11 et 17 du Pacte. La S.D.N. confia alors, à sa *Commission des Vingt-trois*, le soin d'étudier le problème du conflit. Le 28 septembre, l'assemblée vota, à l'unanimité, une motion préparée par cette Commission qui condamna solennellement le bombardement des villes ouvertes par les aviations impériales du Japon.

Le premier délégué de la Chine, M. Wellington Koo, demandait que l'assemblée constate le fait de l'agression japonaise. Le 5 octobre, l'assemblée étudia le rapport de sa Commission établissant que « de puissantes armées ont envahi le territoire chinois et possèdent le contrôle militaire de vastes régions ; ...et que l'aviation japonaise effectue des bombardements dans les régions très distantes les unes des autres ». Ces opérations militaires sont « hors de proportion avec l'incident qui a occasionné le conflit ». De tels actes « ne peuvent se justifier... et ils sont contraires aux obligations du Japon ». L'assemblée, le 6 octobre, fait sien ce rapport, à l'unanimité,

moins l'abstention de la Pologne et du Siam, et elle adopte un projet de résolution, le 6 octobre 1937, où elle « assure la Chine de son appui moral » et demande aux membres de la Société d'examiner à titre individuel, dans quelle mesure ils pourraient apporter leur aide à la Chine ¹.

Le Japon est théoriquement condamné et l'assemblée suggère la réunion des puissances signataires du Traité de Washington de 1922 : le Japon ayant signé ce traité, cette conférence serait un moyen de l'amener, si possible, à remplir ses engagements internationaux.

Les États-Unis s'associaient à la S.D.N. pour condamner le Japon agresseur. Deux communiqués officiels exprimaient l'accord du gouvernement de Washington avec la conclusion de la S.D.N. Le 5 octobre, le président Roosevelt prononça, à Chicago, un important discours qualifié à Tokio « une bombe », où il dénonce « le régime actuel de la terreur et de l'illégalité internationales ». Cette situation « menace sérieusement les fondements de la civilisation » ; « des peuples innocents sont cruellement sacrifiés à une avidité de pouvoir et de suprématie dépourvue de justice et d'esprit d'humanité ». Le président Franklin Roosevelt souhaite un « effort concerté des nations qui aiment la paix ».

1. V. pour plus de détail, le rôle que joue la Commission des 23, *infra*, chap. VII.

CHAPITRE VI

Les violations du droit international par le Japon

Ce n'est pas sans raison que l'opinion universelle s'est émue des méthodes barbares employées par la force japonaise pour envahir la Chine. Par leur volonté manifeste d'agression, les Japonais entraînent l'Extrême-Orient et demain, peut-être, le monde, dans une guerre effroyable. Ils pratiquent une politique appelée, par les États totalitaires, « politique réaliste » au nom de laquelle il n'est que le recours à la force, en dehors de toute décision juridique internationale comme méthode de règlement d'un conflit. Cette « politique » conduit à une opposition formelle avec les règles élémentaires de l'humanité, elle est en violation flagrante avec les accords internationaux au bas desquels le Japon avait apposé sa signature.

L'étude des traités ou conventions signés par le Japon conduit ou plutôt devrait conduire à la condamnation formelle du Japon, coupable de violations indiscutables. Dans l'état actuel du monde, il apparaît

que les violations du droit n'ont, pour les gouvernements, d'importance que dans la mesure où elles correspondent à la lésion de leurs intérêts économiques. Mais ces violations, les gouvernements en ont moins conscience que les peuples. Elles trahissent pourtant le conflit entre deux conceptions des relations internationales : celle basée de l'institution genevoise, le respect des traités, le règlement pacifique des conflits internationaux, la collaboration économique entre les pays, en un mot, le maintien de la paix par le droit ; et celle qui, plaçant la force à la base des rapports entre les États, porte en elle un dynamisme meurtrier et s'efforce de briser tous les espoirs de la paix du monde. Il importe de les dénoncer.

Le Japon a violé les principes du droit de l'humanité, les règles fondamentales du droit international, le Pacte de la S.D.N., le Traité de Washington du 22 février 1922, le Pacte de Paris du 27 avril 1928, ainsi que tous les traités particuliers signés entre la Chine et lui ou même entre lui et les autorités locales chinoises.

En deux paragraphes, nous examinerons successivement : les violations des lois et coutumes de la guerre par la conduite japonaise des hostilités ; et les violations des traités, accords ou conventions généraux ou particuliers.

I. — *Les violations des lois ou coutumes de la guerre*

Les violations du droit international sont constituées par les bombardements aériens de villes ou-

vertes : Shanghai, Tien-tsin, Nankin, Canton et Hankéou, pour ne citer que les plus importantes, causant la mort de milliers de non-combattants, pour la plupart des femmes et des enfants ; la destruction systématique des établissements culturels ou d'éducation, par exemple l'Université de Nankai, l'une des institutions d'enseignement privé les plus importantes et les mieux connues du nord de la Chine. L'artillerie japonaise, sans aucune nécessité, a tiré sur les bâtiments de l'Université, tandis que les avions japonais les arrosaient de bombes incendiaires. Lorsque les autorités militaires japonaises eurent constaté que les bâtiments en ciment armé n'avaient pas été entièrement rasés, ils les brûlèrent avec du pétrole et les firent sauter à la dynamite. Ces bombardements constituent une violation flagrante de l'article 25 des résolutions de La Haye qui interdisent tout bombardement, quels que soient les moyens employés, des villes ouvertes, aussi bien que du principe généralement reconnu de la loi de guerre qui fait une distinction entre les combattants et les non-combattants.

Le bombardement d'unités de la Croix-Rouge par l'aviation japonaise est un acte encore plus méprisable et viole la Convention de Genève du 22 août 1864.

Ces bombardements ont été formellement condamnés par une résolution de l'assemblée de la S.D.N., le 28 septembre 1937.

D'autre part, les forces navales japonaises ont, le 25 août 1937, proclamé le blocus des côtes de la Chine. Là encore, il y a atteinte portée au droit inter-

national. Il constitue également une agression aux termes du rapport Politis sur la définition de l'agresseur. Le blocus qui consiste à interdire tout le commerce d'un port ennemi, est une mesure parfaitement compréhensible en temps de guerre. Donc, il suppose l'état de guerre. En fait, il existe, mais en droit il n'a pas fait l'objet d'une déclaration expresse. C'est possible juridiquement parlant, il n'y a pas eu déclaration de guerre, il est possible qu'une guerre ne puisse exister sans « déclaration ». M. de La Pradelle pourrait certainement la-dessus nous donner des explications savantes. Mais enfin il y a quand même dans les faits quelque chose qui trouve qu'il y a au moins l'apparence de la guerre, ce sont les bombardements et les destructions de ville, la perte de si innombrables victimes, causés par les raids meurtriers du Japon. Cela présente au moins les apparences de la guerre, sinon la guerre au point de vue juridique. « La guerre n'ose pas dire son nom », nous dit M. Jules Romains. Le bombardement constitue toujours une mesure de violence « en réalité un acte de guerre », proclame M. Louis Le Fur ¹. En outre, la marine japonaise arraisonne quotidiennement les navires de commerce étrangers dans les eaux chinoises, qui ont le droit de communiquer librement avec les autres États en temps de paix. Or, les devoirs de neutralité ne peuvent exister qu'en temps de guerre. La saisie, les entraves ont été apportées aux navires des puissances étrangères, par

1. V. Le Fur, *Précis de D.I.P.*, 1933, p. 481.

exemple au vapeur britannique Tang-Wo, arraisonné par des vedettes militaires japonaises dans l'embouchure du Yang-Tsé, le 26 avril 1938, les membres de l'équipage ont été blessés, le vapeur a été escorté jusqu'à la base japonaise de l'île de Tsung-Ming où il a été fouillé de fond en comble. De tels actes impliquent évidemment que le Japon se considère lui-même en état de guerre avec la Chine. Autrement, ces actes doivent être considérés comme contraire au droit. Ils sont prohibés et réputés violence. Ainsi, en 1884, au cours de difficultés avec la Chine, la France décida le blocus de Formose et de Fou-Tchéou. Ce blocus dit pacifique permettait à la France, puisqu'il n'y avait pas état de guerre, de continuer à s'approvisionner dans les ports britanniques d'Extrême-Orient. Mais la Grande-Bretagne, dont le commerce était gêné par le blocus, déclara qu'il y avait « en fait état de guerre » et fit une déclaration de neutralité. La France, ne pouvant plus se ravitailler dans les ports anglais, renonça à ce maintien apparent de la paix et déclara la guerre à la Chine.

De plus, l'article 2 de la Déclaration de Paris du 16 avril 1856 et l'article 2 de la Déclaration de Londres du 26 février 1909 exigent que le blocus soit soutenu par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi. Or, il est impossible pour les Japonais d'étendre un blocus effectif sur l'ensemble des côtes de la Chine. D'autre part, dans la mesure où l'on considère le blocus comme un acte de guerre, il tombe par là même dans l'interdiction

générale, de se livrer à un acte de guerre quelconque avant d'avoir épuisé tous les moyens de règlement pacifique et même sous l'interdiction de recourir à la guerre comme mode de solution d'un conflit.

Enfin l'assemblée de la S.D.N., dans sa résolution du 6 octobre 1937, a recommandé à ses membres de s'abstenir de toute action de nature à affaiblir le pouvoir de résistance de la Chine. Admettre la légalité du blocus, est contraire à cette recommandation même. On ne saurait assez insister sur ce point pour défendre la Chine. Admettre la légalité d'une pareille mesure c'est priver ce pays des moyens d'assurer sa défense, en se procurant des armes, des munitions, des vivres. Les gouvernements se sont déjà montrés assez indifférents devant le blocus illégal des côtes catalanes. On a, jusqu'à ce jour, semblé admettre la possibilité pour le Japon de déclarer le blocus. Il est temps de revenir à une plus juste et plus saine conception du droit. Ces considérations nous conduisent ainsi à l'étude des traités, conventions ou accords conclus entre la Chine et le Japon, d'une part, et entre les puissances étrangères de l'autre, du Pacte de la S.D.N., du Traité de Washington de 1922 et du Pacte de Paris.

II. — *Les violations des traités accords ou conventions généraux et particuliers*

Avant de passer à l'étude du problème juridique des traités, conventions ou accords, délibérément violés par l'armée d'invasion du Japon, il n'est pas

inutile d'énumérer d'abord les textes conclus particulièrement entre la Chine et le Japon et ceux qui sont les plus généraux et au bas desquels figurent les signatures de la Chine et du Japon. Nous en examinerons ensuite le fond.

En conséquence : 1^o Énumération des textes ;
2^o Examen du fond.

1^o *Enumération des textes.*

On peut les grouper en trois compartiments dans l'ordre suivant :

PREMIER GROUPE : il comprend cinq documents se rapportant plus spécialement à la position du Japon dans la Chine du Nord.

Ce sont :

a) *Le protocole final de l'affaire des Boxers*, du 7 septembre 1901, art. 7 à 9, signé par les représentants des pays suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Chine, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Hollande, Italie, Japon, Russie.

Ces articles se réfèrent à deux textes antérieurs, à savoir : une « note collective concernant les conditions du rétablissement de relations normales entre la Chine et les puissances », note signée le 22 décembre 1900, par les représentants des pays ci-dessus énumérés, moins la Chine, et une lettre du 16 janvier 1901 par laquelle le gouvernement impérial faisait connaître son acceptation de la « note collective ».

b) *Un document* connu sous le titre de « conditions de dissolution du gouvernement provisoire de Tientsin », du 15 juillet 1902, et remis au gouvernement

impérial par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon. Ces conditions, destinées à liquider le gouvernement provisoire établi à Tientsin, lors de la révolte des Boxers, sont reproduites dans cinq *Notes identiques*, remises à la Chine par les représentants des États ci-dessus énumérés.

c) *La trêve de Tang-kou*, du 31 mai 1933, mettant fin à l'affaire de Mandchourie déclenchée le 18 septembre 1931.

d) *Un accord* appelé par les Japonais : *accord Ho-Umetzu* dont les termes auraient été acceptés verbalement, le 9 juin 1935, par le général Ho-Ying-ts'in, ministre de la Guerre du gouvernement chinois d'alors, et confirmés par écrit le 6 juillet 1935.

e) *Un accord* appelé par les Japonais : *accord Chin-Doihora*, dont les termes auraient été acceptés par le général Chin-Te-chun et inclus dans deux notes adressées à ce dernier par le major-général Kenji-Doihora, le 27 juillet 1925.

Ces deux derniers accords auraient le caractère d'actes interprétatifs de la trêve de Tang-Kou.

DEUXIÈME GROUPE : le 2^e groupe de textes invoqués dans le conflit actuel ne comprend qu'un document, à savoir :

Un accord de Shanghai, pour la cessation des hostilités autour de cette ville, signé le 5 mai 1932 par les délégués de Chine et du Japon en présence des « représentants des puissances amies prêtant leur assistance aux négociations conformément à la résolution de l'assemblée de la S.D.N. du 4 mars 1932 ». Ces représentants étaient les chefs de mission des

États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie qui était représentée par le comte Ciano, consul-général à Shanghai, et chargé d'affaires du gouvernement italien. L'accord est complété par des annexes et des déclarations unilatérales. C'est, en fait, *une convention d'armistice*.

TROISIÈME GROUPE : enfin, dans un 3^e groupe, on peut ranger des documents de portée beaucoup plus vaste, parmi lesquels :

a) *Le Pacte de la S.D.N.*

b) *Le Traité dit des « Neuf Puissances »*, concernant les principes et la politique à suivre dans les matières intéressant la Chine, signé à Washington, le 6 février 1922, par la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Hollande, le Portugal, les États-Unis et la Chine.

c) *Le Pacte de renonciation à la guerre*, dit *Pacte Briand-Kellogg*, signé à Paris, le 27 août 1928.

2^o *Examen du fond.*

Nous examinerons successivement, dans le premier groupe de textes :

A. *Protocole du 7 septembre 1901*, article 7 : « Le gouvernement chinois a accepté que le quartier occupé par les légations (à Pékin) fût considéré comme spécialement réservé à leur usage et placé sous leur contrôle exclusif, les Chinois n'ayant pas le droit de résider dans ledit quartier, lequel peut être mis en état de défense

« Les limites de ce quartier ont été fixées comme suit...

» Dans le protocole annexé à la lettre du 16 janvier 1901, la Chine a reconnu le droit de chaque puissance de maintenir une garde permanente dans ledit quartier pour la défense de sa légation ».

Le statut du quartier, connu depuis sous le nom de « Quartier diplomatique » a été fixé ultérieurement par un protocole signé le 13 juin 1904, par les représentants des puissances.

Article 8. Ce texte prévoit que les forts chinois de Takou seront rasés, ainsi que les forts entravant la libre communication entre Pékin et la mer. Il est sans intérêt pour le conflit actuel.

Article 9. « Le gouvernement chinois, dans le protocole annexé à la lettre du 16 janvier 1901, a accordé aux puissances le droit d'occuper certains points, à déterminer par accord entre elles, pour le maintien d'une communication ouverte entre la capitale (Pékin) et la mer. Les points occupés par les puissances sont :

» Huang-stun, Lang-fang, Yang-stun, Tien-tsin, Chun-liang Ch'eng, Tang-ku, Lutai, Tang-shan, Lan-chou, Chang-li, C'hin-wang tao, Shan-hai uan ». (Remarque : les noms ci-dessus sont les transcriptions anglaises employées dans le protocole).

Dans les *Notes identiques* du 15 juillet 1902, visant les conditions pour la dissolution du gouvernement provisoire T'en-ts'in, figurent les stipulations ci-après :

« Par l'article 9 du même protocole (le Protocole du 7 septembre 1901), il est prévu que les puissances auront le droit d'occuper certains points entre *Pékin et la mer*, points parmi lesquels la ville de Tien-tsin

est comprise tout entière. Par suite, après la dissolution du gouvernement provisoire de Tien-tsin, les troupes étrangères continueront comme auparavant à être stationnées dans cette ville, aux endroits actuellement occupés par elles, leurs approvisionnements de toute nature continuant, comme maintenant, à être exempté de toutes taxes ou de tous droits quels qu'ils soient. Elles auront le droit d'exécuter des exercices en campagne et des tirs (*field exercises and rifle practice*), etc... sans aviser les autorités chinoises, sauf dans le cas de *feux de guerre* (En français et en italique dans le texte anglais).

» Il est désirable, toutefois, d'éviter autant que possible les occasions de collision entre les troupes étrangères et les troupes de la Chine. Je propose, en conséquence, qu'à cette fin, le gouvernement chinois s'engage à ne pas stationner ou mettre en marche des troupes dans un rayon de 20 li chinois (6 milles anglais $2/3$) à partir de la ville ou des troupes (étrangères) stationnées à Tien-tsin ; de plus, dans la correspondance échangée entre les représentants étrangers et les plénipotentiaires chinois, parmi lesquels Votre Altesse (les « Notes identiques » sont adressées au prince Ch'ing), il a été convenu que la juridiction des commandants des postes à établir le long de la ligne de communication s'étendrait à une distance de deux milles de chaque côté du chemin de fer et que cet arrangement devrait être maintenu aussi longtemps que la ligne de poste spécifiée dans l'article 9 du protocole continuerait à être occupée.

» J'accepte toutefois, de concert avec mes collègues, de consentir au droit par le vice-roi de maintenir une garde personnelle dans la ville de Tien-tsin, garde qui ne devra pas dépasser 300 hommes ; et aussi à ce que Son Excellence puisse maintenir un corps utile de police fluviale le long de la ligne de la rivière, même lorsque cette ligne passe à l'intérieur de la limite de deux milles sus-mentionnée ».

Les termes des *Notes identiques* firent l'objet d'une acceptation dont la teneur est consignée dans une note adressée par le prince Ch'ing au ministre des États-Unis, le 18 juillet 1902, note dans laquelle figure le passage suivant :

« Je tiens à remarquer que conformément à la dépêche du doyen, son excellence Cologan ¹, en date de la 6^e lune, 27^e année, Kuang-hsu (juillet 1901), le contrôle militaire vise uniquement les attentats contre la voie ferrée, les lignes télégraphiques, ou contre les alliés ou leurs biens ».

Cette réserve n'ayant pas soulevé d'objections, doit être considérée comme formant partie intégrante des conditions énoncées dans les *Notes identiques* du 15 juillet 1902. Ces conditions ont elles-mêmes le caractère d'annexes au Protocole du 7 septembre 1901. Elles ont fait l'objet d'une entente entre le gouvernement chinois et un nombre restreint de cinq puissances, parmi lesquelles le Japon, sur les onze puissances étrangères signataires du Protocole et elles

1. J.-B. de Cologan, ministre d'Espagne, doyen du corps diplomatique.

s'appliquent presque exclusivement à la région de Tien-tsin.

Voilà les textes fort clairs que nous venons de rappeler. Nous cherchons maintenant comment les Japonais les ont interprétés, en fait, au mieux de leurs intérêts, et, par suite, les ont défigurés et violés.

Ils ont réclaté notamment :

a) Le droit d'accroître leurs effectifs, sans limitation quant au nombre et aux objectifs de ceux-ci, et cela d'une manière indépendante des autres puissances signataires du Protocole ;

b) Le droit de maintenir les troupes chinoises éloignées de Tien-tsin à une distance de 20 *li* chinois ;

c) Le droit de se comporter comme ils l'entendent et ils l'ont fait à Tung-chow, Fengtai, Lukouchiao, Long-fang et l'ensemble de la ligne Pékin-Moukden.

Voyons maintenant quelles justifications ils ont données de leurs prétentions ?

a) L'accroissement des effectifs japonais fut annoncé le 15 mai 1936 ¹. *Le Japon Chronicle* de Kobé contient à cette date la note suivante :

« Le ministère de la Guerre a annoncé hier un accroissement des forces de la garnison japonaise en Chine. A ce propos, il est rapporté que le porte-parole du ministère de la Guerre a dit que la situation

1. Information donnée par M. Shuhsi Hsü, professeur de sciences politiques à l'Université de Yenching et conseiller du ministère des Affaires étrangères chinois, dans une étude intitulée : *The Boxer Protocol and Japanese Aggression, Information, Bulletin public, du Council of International Affairs*, Nanking, vol. IV, p. 174.

en Chine — la menace de l'armée communiste qui est ouvertement anti-japonaise et les activités des organisations communistes et anti-japonaises spécialement dans la région de Pékin-Tien-tsin — cause au Japon une anxiété intense. Le nombre des résidents japonais s'est remarquablement accru dans ces dernières années, tandis que d'autre part la force de la garnison japonaise en Chine est très réduite — si réduite qu'il lui serait difficile de s'acquitter de ses obligations avec succès en cas de circonstances critiques. Pour cette raison, il a été décidé d'accroître cette force au moins au minimum de ce qui est nécessaire. Cet accroissement est fondé sur le droit du Japon de faire stationner des troupes aux termes du Protocole des Boxers où sont inscrites ses fonctions légitimes. Il est superflu de dire, ajoute l'autorité militaire citée, qu'il n'est envisagé aucun empiètement sur la souveraineté chinoise ni aucune atteinte aux droits et intérêts reconnus des puissances. Au contraire, les autorités militaires croient que leur décision servira à accélérer la restauration de la paix dans la Chine du Nord et à faciliter le réajustement des relations entre la Chine du Nord et le Japon, le Mandchoukouo et les autres puissances ».

On sait déjà ce que valent les prétextes invoqués par les Japonais pour justifier leur attitude en Chine. A la date du 15 mai 1936, les restes des forces communistes chinoises étaient, depuis longtemps, isolées dans la région nord de la province de Shan-si et dans l'incapacité de constituer une menace pour la région Pékin-Tien-tsin, où l'influence japonaise s'exer-

çait déjà d'une manière très forte depuis trois ans par l'intermédiaire d'un « gouvernement de marionnette autonome », organisé sous les auspices du Japon. S'il y avait une partie de la Chine où les vies et les biens des résidents japonais, que rien ne menaçait d'ailleurs, fussent particulièrement en sécurité, c'était bien dans ces districts du Hopei, à proximité du gros des forces japonaises stationnées dans la Mandchourie. Mais si l'on s'en tient aux observations d'ordre juridique, il est manifeste que les arguments invoqués par le Japon pour accroître ses forces dans ces districts demeurent totalement étrangers aux préoccupations des signataires du Protocole de 1901, qui étaient exclusivement d'assurer une communication ouverte entre Pékin et la mer et non de protéger les nationaux japonais dans la région traversée par le chemin de fer Pékin-Moukden.

En ce qui concerne la procédure qui eût du être suivie pour l'accroissement des forces japonaises, aussi bien du reste, que pour celui des forces de n'importe quelle puissance étrangère, à supposer que ce droit fût reconnu, on peut faire observer que le droit de stationnement des troupes entre Pékin et la mer a été accordé *collectivement* aux puissances signataires du Protocole, lequel est un acte collectif, ce qui semble impliquer que toute modification dans l'étendue de ce droit exigerait une consultation préalable des puissances intéressées. Il n'apparaît pas que cette consultation ait eu lieu, et encore moins que les Japonais se soient préoccupés d'obtenir l'agrément des autres puissances à leur action unilatérale.

Quant au nombre des troupes autorisées, rien n'est prévu à ce sujet dans le Protocole ou dans les documents annexés, ce qui ne signifie pas que ce nombre puisse être illimité. On voudra bien admettre que « la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un État constitue la plus grave des atteintes qui puisse être portées à la souveraineté de cet État »¹, les conditions juridiques de cette présence ne puissent faire l'objet que d'une interprétation restrictive, étant donné qu'il n'existe sur ce point aucune disposition expresse dans un traité ! On pourrait faire intervenir ici l'article 1160 du Code civil français qui se réfère à l'usage en décidant *qu'on doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoi qu'elles n'y soient pas exprimées* et on signale particulièrement les directives inscrites dans l'article 1162, *qui veut que « dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation »*. Si on applique ces principes posés dans le Code civil français, on doit donner une interprétation supplémentaire en faveur de la Chine contre le Japon, quant au nombre de troupes autorisées par le Protocole, à stationner dans la région de Tien-tsin. En outre, on pourrait ajouter que les circonstances envisagées il y a trente-sept ans pour imposer cette servitude à la Chine ont pratiquement disparu. Non seulement des incidents comme ceux qui ont caractérisé la révolte des Boxers ont bien peu de chance de se reproduire, mais Pékin devenu

1. Jean Escarra, *L'honorable paix japonaise*.

Peiping, qui veut dire la paix du Nord, n'est plus, depuis 1928, la capitale de la Chine, la plupart des diplomates étrangers ont émigré à Nankin ou à Chang-haï et la libre communication entre Pékin et la mer, prévue pour la sécurité des légations, n'a plus de raison d'être. Ce serait bien ici encore le cas d'invoquer la clause *rebus sic stantibus*, théorie spéciale au droit international public permettant de mettre fin aux traités, spécialement pour le cas d'engagements perpétuels. La formule complète de la clause s'énonce ainsi : *omnis conventio interpretatur rebus sic stantibus* : une convention ne vaut qu'autant que les choses restent en l'état. Cette clause est réputée sous-entendue dans les traités permanents. On peut remarquer que ce n'est pas seulement en droit international que l'on trouve des atténuations de ce genre, mais on en rencontre aussi en droit privé. Le juge, par exemple, a le droit d'atténuer une clause d'un contrat quand les parties n'ont pas pu prévoir certains faits qui bouleversent l'économie de ce contrat. Des applications importantes de cette idée ont été faites en France pendant la guerre. Elle a donné naissance à la *théorie de l'imprévision*, soutenue d'abord par les compagnies du gaz en lutte contre les municipalités, notamment à Bordeaux où la ville voulait maintenir le prix ancien du gaz alors que le prix du charbon avait considérablement augmenté ¹. La Cour de cassation s'est refusée à admettre cette thèse,

1. V. Conseil d'État, 30 mars 1916, Compagnie générale d'éclairage de Bordeaux, Sirey, Rec. pér., 1916, III, p. 17.

même dans les cas où elle semblait peu discutable ; il fallut une loi pour la reconnaître dans les cas les plus favorables.

Cette clause ne soulève, en droit international, aucune difficulté particulière, à notre avis, contrairement à certains auteurs. On a soutenu ¹ qu'en droit privé on peut admettre des atténuations au principe de l'application stricte des contrats ; en cas de litige, le juge décidera. Mais, en droit international public, où, jusqu'ici, il n'y avait pas de juge commun entre les États, si l'on décide que l'État est seul juge des cas imprévus, c'est la porte ouverte à tous les abus. Aussi a-t-on parfois essayé de soutenir que c'est la clause elle-même qui devait être rejetée en raison des abus à craindre. Mais on sait que, depuis 1920, le juge commun entre les États est la Cour permanente de justice internationale, surtout pour les États signataires de la clause facultative prévue par l'article 36 du statut de la Cour. Ils sont déjà au nombre de plus de quarante, dont plus de moitié l'ont ratifiée, de sorte que la clause facultative est en vigueur en ce qui les concerne ². Pour ces États, la juridiction de la Cour permanente est devenue obligatoire dans tous les cas énumérés par l'article 36. Ces cas sont les mêmes que ceux indiqués dans l'article 13, § 2, du Pacte de la S.D.N., au nombre desquels figurent les questions d'interprétation des traités considérées comme d'un caractère tout particulièrement juri-

1. V. Louis Le Fur, *Précis de droit intern. politique*, p. 215 et s.

2. V. la liste de ces États dans le 13^e Rapport annuel de la C.P.J.I. :

dique. Donc la clause *rebus sic stantibus* s'applique aussi bien en droit international qu'en droit privé. En tout cas, on peut reconnaître au Japon le droit de faire stationner des troupes dans les localités énumérées dans le Protocole et ses annexes — à supposer que ces textes soient en vigueur — mais non celui à imposer à la Chine des circonstances aggravantes qu'elle n'a pas assumées auparavant.

b) En ce qui concerne la prétention du Japon d'exclure les troupes de Chine éloignées de Tien-tsin à une distance de 20 li, on peut observer que la distance de 20 li, prévue dans les *Notes identiques* du 15 juillet 1902, n'était assurément envisagée que comme une mesure accidentelle et temporaire et que la démilitarisation permanente de Tien-tsin n'avait jamais été prise en considération. Dès 1906, des divisions de Chine avaient traversé Tien-tsin sans objection de la part des puissances. Ce serait ici encore le cas d'invoquer le vieil adage : « qui ne dit rien consent » et la théorie de la reconnaissance tacite d'un droit en droit international. Sans faire état de ces arguments et l'on sait que la note unilatérale du corps diplomatique du 26 janvier 1912 réservait expressément le droit pour les troupes impériales et révolutionnaires d'utiliser la voie ferrée et ses dépendances sans pouvoir en être empêchées. Or, le chemin de fer traverse le centre même de Tien-tsin, y compris les concessions étrangères.

Le 8 novembre 1931, à la suite des intrigues menées par les Japonais à Tien-tsin pour s'emparer de la personne de Pou-Yi en vue d'en faire le régent du

Mandchoukouo, une collision se produisit entre les troupes japonaises et chinoises. Au cours des négociations diplomatiques qui suivirent l'incident, le Japon invoqua les termes des *Notes identiques*. La Chine refusa d'admettre que ces textes fussent applicables dans la circonstance, mais, en fait, les troupes de Chine furent retirées à une distance de 300 yards de la concession japonaise. Ce succès permit aux Japonais d'augmenter leurs prétentions. Le 26 novembre, ils soulevèrent de nouveaux incidents et en profitèrent pour faire entrer, sur le territoire de Chine, leurs forces de Mandchourie. Les avant-gardes de Chine furent attaquées et Chinchow fut bombardé par avions. Les autorités chinoises de Tien-tsin, surprises, vinrent de nouveau à composition et acceptèrent de retirer toutes leurs troupes à 20 li de la ville. Le gouvernement central refusa de sanctionner cet arrangement, mais les Japonais avaient, en fait, gagné la partie, grâce à la violation des stipulations de 1901-1902.

c) Reste la question de l'occupation japonaise à Tung-chow, Fengtai, Lukouchiao, Long-fang et le long de la ligne Pékin-Moukden,

1. En ce qui concerne *Tung-chow*, qui n'est pas sur la ligne de communication entre Pékin et la mer et n'est pas visé dans le Protocole, cette localité fut occupée *de facto* par une garnison japonaise pour soutenir l'administration fantoche installée là par le Japon. Cette occupation, faite entièrement en dehors des termes des traités, est donc sans base juridique et constitue une violation de la souveraineté de Chine.

2. *Fengtai* est un centre important de voies ferrées et se trouve sur la ligne de Pékin à la mer, mais cette localité n'est pas visée dans le Protocole. Les localités énumérées par ce texte l'ont été de commun accord entre la Chine et les puissances. Il n'appartient donc pas à l'une de ces puissances, agissant isolément, d'ajouter un nom à la liste sans accord préalable et avec la Chine, et avec les autres puissances signataires du Protocole. Nous avons donc ici un nouvel exemple de la violation d'un traité par le Japon, violation contre laquelle le gouvernement de Chine a élevé une énergique protestation.

3. On a vu plus haut (chap. V), dans quelle circonstance s'était produit l'incident de Lukouchiao, qui est à l'origine du conflit actuel. Cette localité est située, non pas sur la ligne de Pékin à la mer, mais sur la ligne de Pékin à Hankow, et, par suite, non comprise dans l'énumération du Protocole. On voit très bien l'importance qu'elle présente pour les projets agressifs du Japon, puisque Lukouchiao commande les communications entre Pékin et la Chine centrale. Mais son occupation constitue sans discussion possible une violation des traités par le Japon.

De plus, il a été établi que les Japonais avaient organisé en ce point de grandes manœuvres militaires avec, comme objectif théorique, l'attaque de la ville de Wanping, située en face de Lukouchiao, de l'autre côté de la rivière Yungung. Des manœuvres de cette importance dépassent largement les exercices en campagne autorisés dans les *Notes identiques*. Est-il besoin d'ajouter, au reste, que jamais aucune des

puissances signataires du Protocole ne s'est avisée de faire faire à ses troupes même du simple service en campagne dans les localités proches de Pékin, capitale jusqu'en 1928 et resté depuis, le grand centre politique et intellectuel de la Chine du Nord ? En fait, les garnisons anglaises, françaises, américaines, etc., se sont toujours bornées à faire de l'exercice en champ clos, dans les localités où elles ont légalement stationné et, à Tien-tsin, un discret service en campagne. Pour des manœuvres plus importantes, elles ont eu soin de se transporter aux environs de Shanghaïkuan, à une demi journée de chemin de fer de Pékin, de façon à éviter tout affront inutile au sentiment de Chine et tout incident avec les troupes chinoises. Mais le tact est une qualité radicalement refusée aux troupes japonaises, dont l'arrogance et l'esprit de provocation ont toujours frappé tous les observateurs étrangers. Il ne pouvait venir qu'à des Japonais l'idée malencontreuse d'engager des forces importantes, à proximité de Pékin (18 kilomètres) pour simuler l'attaque d'une localité importante et très peuplée, localité où, par surcroît, ces forces se trouvaient rassemblées illégalement. D'où que soient partis les premiers coups de fusil, on voudra bien admettre que l'armée japonaise a fait tout ce qu'elle a pu pour faire naître un incident, ce qui est d'ailleurs conforme à sa tactique habituelle.

4. *Lang-fang* est un des points énumérés au Protocole et le Japon a le droit d'y faire stationner des troupes. Mais il faut remarquer que ce point a fait

l'objet d'une attaque japonaise le 26 juillet 1937, alors que l'incident de Lukouchiao venait d'être réglé grâce à l'esprit de conciliation des autorités de Chine. Les Japonais ont prétendu, non seulement maintenir leur occupation, ce qui était leur droit strict, mais la maintenir d'une manière exclusive en interdisant aux troupes de Chine d'y stationner. Cette dernière prétention est contraire à la lettre et à l'esprit du Protocole, ainsi que des *Notes identiques*. Dans ces textes, ce n'est que pour Tien-tsin qu'il est prévu le maintien d'une certaine distance entre les troupes de Chine et les troupes étrangères. Encore ressort-il des termes des *Notes* que ce dispositif n'est pas imposé à la Chine comme une règle formelle et générale, mais comme une suggestion, d'ailleurs acceptée par le prince Ch'ing, dictée par le désir d'éviter autant que possible les occasions de collision entre les troupes étrangères et les troupes de Chine. Ces précautions se rapportaient au surplus à des circonstances impérieuses au lendemain de l'affaire des Boxers, mais qui ont depuis longtemps disparu. Enfin, il est constant que de tout temps, des troupes étrangères et chinoises ont stationné côte à côte le long du chemin de fer sans que ce fait ait entraîné d'incidents notables.

Il faut ajouter que si le stationnement de troupes étrangères a été prévu en 1901-1902 pour assurer la libre communication entre Pékin et la mer, il n'a jamais été spécifié que les puissances auraient le droit d'exploiter elles-mêmes la voie ferrée, du moins tant que la Chine ne compromettrait pas cette libre com-

munication par une exploitation volontairement ou involontairement défectueuse. Et dans ce cas, il appartiendrait, semble-t-il, aux puissances signataires du Protocole, de faire collectivement au gouvernement de Chine les représentations nécessaires. Lorsque les Japonais, au lendemain de l'incident de Lukouchiao, ont cru devoir prendre en mains, de leur seule initiative, cette exploitation, uniquement pour assurer le transport des troupes avec lesquelles ils allaient attaquer la Chine, ils ont certainement agi en vertu du droit du plus fort et en violation de l'esprit du Protocole et ses annexes. Cette violation, comme toutes celles qui viennent d'être énumérées, a été faite intentionnellement pour faciliter une agression caractérisée. Telle est la constatation qui s'impose au terme de cette longue discussion.

B. *Prétentions du Japon*, nous les examinerons maintenant, basées sur :

- a) la trêve de Tang-kou,
- b) l'accord Ho-Umetzu,
- c) l'accord dit Chin-Doihara ¹.

a) *La trêve de Tang-kou*. A l'issue des invasions du Japon, qui firent tomber la province de Jehol aux mains des envahisseurs japonais, invasions qui étaient elles-mêmes le prolongement de l'agression

1. Ces trois documents concernent également les rapports sino-japonais dans la Chine du nord (V. Shuhsi Hsü., *The North China Problem*, Shanghai, 1937 ; — *The North China Crisis et The North China Agreements and the Japanese Chargs, public, du Council of Internat. Affairs*, Nanking, vol. IV, p. 185-219 et 235-247.

contre la Mandchourie, une trêve fut signée à Tang-Kou le 31 mai 1933. Ce document contient les clauses ci-après :

1^o L'armée chinoise se retirera immédiatement dans les régions situées au sud et à l'ouest d'une ligne allant de Yenching à Changping, Kaoliging, Sun, Tungchow, Hsiangho, Paoli, Lintingkow, Ningho et Lutai et s'engage à ne pas avancer au delà de cette ligne et à éviter toute provocation d'hostilités.

2^o L'armée japonaise pourra en tout temps se servir d'avions ou d'autres moyens pour contrôler l'exécution de l'article ci-dessus. Les autorités chinoises lui accorderont protection et facilités à cet effet.

3^o L'armée japonaise, après s'être assurée du retrait de l'armée chinoise sur la ligne indiquée dans l'article premier, s'engage à ne pas traverser ladite ligne et à ne pas poursuivre les attaques contre les troupes chinoises. Elle se retirera volontairement sur la Grande Muraille.

4^o Dans les régions au sud de la Grande Muraille et au nord et à l'est de la ligne indiquée dans l'article premier le maintien de la paix et de l'ordre sera assuré par les forces chinoises. Lesdites forces de police ne seront pas constituées par des unités armées hostiles aux sentiments japonais.

5^o Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature.

La déclaration suivante était annexée à l'accord :

Dans le cas où, dans la zone démilitarisée, se trouveraient des unités armées troublant la paix et l'ordre et que les forces de police seraient incapables de réduire, la situation sera prise en considération d'un commun accord entre les parties.

Pour le Japon, l'objet essentiel de la trêve de Tang-Kou était la création de cette fameuse « zone démilitarisée », dont il devait faire usage pour déclencher contre la Chine — et indirectement, les intérêts étrangers — une extraordinaire entreprise

de contrebande et de trafic de stupéfiants. Il pratique une politique indigne d'un grand pays soi-disant civilisé. Des marchandises japonaises étaient débarquées ostensiblement sur les plages du Hopei, sous la protection d'unités de la marine impériale japonaise, tandis qu'aux représentations qui leur étaient faites par le gouvernement de Chine ou par les puissances étrangères, les autorités de Tokio répondaient ingénument qu'ils s'agissait là d'activités privées sur lesquelles elles ne pouvaient exercer aucun contrôle. Des fonctionnaires des douanes de Chine, administration dont les revenus garantissent de très importants emprunts étrangers, étaient désarmés et molestés par des bandes de Japonais ou Coréens en armes qui chargeaient des trains entiers de marchandises passées en fraudes et à l'égard desquels, grâce au régime de l'exterritorialité, aucune action n'était possible de la part des autorités de Chine. On a évalué officiellement à environ 25 millions de *yuan* (dollars de Chine) le montant des taxes dont le gouvernement de Chine a été ainsi frustré, entre le 1^{er} août 1935 et le 30 avril 1936. Enfin, à côté de la contrebande s'installait un vaste trafic de stupéfiants, dirigé par des Coréens et des Japonais, avec la complicité de l'armée impériale japonaise, et à l'abri de l'exterritorialité. Sur cet aspect, l'un des plus révoltants de la politique japonaise, en Chine, la presse occidentale a toujours gardé un silence à peu près complet. En outre, conformément à sa politique traditionnelle, l'armée japonaise n'allait pas tarder à saisir n'importe quelle occasion pour aggraver

les stipulations de la trêve, de façon à élargir la zone et à augmenter par tous les moyens sa pression sur les autorités chinoises dans la Chine du Nord

Il ne saurait être question de rapporter, ici, dans le détail, les événements qui permirent aux Japonais de réaliser leurs desseins. Le meurtre par des inconnus d'un journaliste ; la nomination par le gouvernement central d'un fonctionnaire supposé hostile ; un déplacement de troupes chinoises considéré comme suspect ; le moindre prétexte est bon pour permettre au Japon d'affirmer que la Chine « donne des preuves d'insincérité » et l'inciter à accroître ses exigences.

C'est ainsi qu'intervinrent les accords Ho-Umetsu et Chin-Doihara, en 1935.

b) *L'accord Ho-Umetsu.* Dans la rédaction officielle qui en est connue, l'accord Ho-Umetsu stipulait le renvoi de plusieurs fonctionnaires de Chine, qui déplaisaient à l'armée japonaise ; le retrait, de la province de Hopei, de certaines unités de Chine ; le retrait, de la même province, de tous les quartiers généraux du parti *Kouo-min*, qui est le parti du peuple au nom duquel le gouvernement central poursuit, dans la plénitude de ses droits, la reconstruction politique, administrative, sociale et économique de la Chine ; la dissolution de plusieurs organisations, clubs, associations, etc., dont certaines, comme les cercles militaires de Chine, avaient un caractère officiel, d'autres un caractère privé ; la prohibition générale, dans toute la Chine, de l'agitation anti-étrangère et anti-japonaise.

Ces mesures ne tendaient qu'à affaiblir ce qui

pouvait rester d'autorité au gouvernement central dans la Chine du Nord et à laisser le champ entièrement libre au Japon, qui préméditait l'agression de 1937. Le général Ho Yingching, ministre de la Guerre du gouvernement central, refusa d'abord ces mesures. Mais sous la pression des forces japonaises, menaçant d'envahir la Chine proprement dite, elles furent acceptées par le général chinois. L'accord fut conclu par note écrite du 6 juillet 1936, adressée au général Yishijiro Umetsu, commandant de la garnison du Japon de la Chine du Nord. Il comportait neuf articles ; trois autres clauses, proposées par les Japonais, furent rejetées par le général Ho.

En fait, les huit premiers articles de l'accord Ho-Umetsu furent acceptés et mis à exécution immédiatement par les autorités locales. Le neuvième, visant la prohibition de la propagande anti-japonaise, fit l'objet d'un décret du gouvernement national, qui invite le peuple à s'efforcer d'être amical envers les nations voisines et d'améliorer les relations avec elles. Quant à la soi-disant propagande anti-étrangère, elle n'existe jamais en Chine. L'étranger qui s'adresse avec bienveillance à un paysan, à un artisan, à un commerçant, reçoit le plus souvent un accueil cordial. Les Chinois ne sont pas plus xénophobes que les Japonais : l'un deux, Suetsugu, ministre de l'Intérieur, ne déclarait-il pas récemment : « le Japon devrait chasser les Blancs d'Asie » !

c) *L'accord Chin-Doihara* est une suite des incidents au cours desquels la Chine réussit, pendant un temps, à éliminer les forces japonaises de la province de Tchahar. Un groupe de Japonais, dont quelques-uns

appartenaient au 2^e bureau de l'armée du Kwantoung, se rendant de Dolonor à Kalgan, fut arrêté à Changpei, pour défaut de passeports, par des soldats de Chine. Tant d'audace appelait sans doute un « châtiment ». Ici encore, la Chine, sous la pression, la violence et la menace d'invasion du Japon, dut s'incliner. Les conditions de cette nouvelle humiliation sont contenues dans deux notes adressées par le général Chin-Te-chun, faisant fonctions de gouverneur du Tchahar, au major-général Kenji-Doihara, représentant de l'armée de Kwantoung, en date du 27 juillet 1935. Ces notes qui n'ont jamais été publiées furent acceptées par le gouvernement provincial du Tchahar ; elles contiennent les propositions suivantes : 1. la dissolution d'institutions regardées comme hostiles aux relations sino-japonaises ; 2. le trait de la 29^e armée de Chine en deça d'une ligne déterminée ; 3. des regrets pour l'incident de Chang-pei et la punition des responsables ; 4. la cessation de l'immigration de colons du Chantoung dans la province de Tchahar. L'accord Chin-Doihara, comparable dans une certaine mesure à l'accord Ho-Umetsu, bien que de portée plus restreinte, constituait pratiquement une extension de la trêve de Tang-Kou au Tchahar.

Si maintenant l'on veut apprécier dans quelle mesure sont fondées les allégations japonaises touchant la violation, par la Chine, des textes qui viennent d'être résumés, la première question à résoudre, au moins pour les accords Ho-Umetsu et Chin-Doihara, serait celle de leur contenu exact. Il est difficile de parler d'accords alors que les deux parties ne s'en-

tendent pas sur ce qu'elles ont convenu. On a vu que le général Ho Ying-ching avait rejeté trois clauses que le Japon aurait voulu insérer dans le premier accord. L'une d'elles prévoyait que les nominations de fonctionnaires chinois dans la Chine du Nord seraient faites compte tenu de l'agrément des autorités japonaises. Vers la fin de 1935, le Conseil politique du Hopei-Tchahar aurait procédé à des nominations sans se conformer à cette clause. Mais comment peut-on savoir si elle était obligatoire, puisque l'un des signataires affirme ne l'avoir jamais acceptée et que le Japon, qui réclame l'application de l'accord, n'en produit pas le texte officiel ? Mais, à supposer que l'argument japonais soit justifié, ce serait ici le cas d'annulation des traités pour cause de violence exercée par l'armée japonaise à l'encontre des négociateurs de la Chine, comme nous l'avons souligné tout é l'heure. En conséquence, on peut dire que la règle de droit commun s'applique ; les deux accords sont entachés de violence de la part des forces du Japon. Ils sont donc viciés, puisque nous sommes ici en dehors du cas des traités de paix qui sont la plupart du temps conclus entre un vainqueur et un vaincu et il en résulte que ces traités seront souvent entachés de violence. Or les accords Ho-Umetzu et Chin-Doihara sont conclus en dehors de toute négociation de paix. En partant de cette directive, il y a deux cas célèbres où ce vice de consentement a été invoqué. Le premier exemple est ancien : il s'agit du Traité de Madrid, sous François I^{er}, traité que Charles-Quint lui avait imposé et qu'il refusa d'exé-

cuter parce qu'il n'était pas libre au moment de sa conclusion et, en outre, parce qu'il ne pouvait pas céder la Bourgogne sans le consentement des États provinciaux qui, en fait, le refusaient. Le deuxième exemple est récent : c'est celui du traité de protectorat imposé en 1905 à l'empereur de Coré et à ses ministres par le Japon. Il semble que ce traité ait été imposé à des gouvernants étroitement surveillés par le Japon et peut-être sous une certaine contrainte physique. Par conséquent, en droit, le traité entaché de violence serait vicié. Vous voyez qu'avec la même tactique habituelle, le Japon impose aujourd'hui ses prétentions illégales à la Chine. Or le Japon était assez fort pour contraindre la Corée et la Chine à exécuter le traité et les accords. C'est donc pratiquement le retour au criterium de la force tel que Kant enseigne que le droit ne se conçoit qu'en dehors de la contrainte.

Finalement le Japon a délibérément violé les textes réglant le statut de la Chine du Nord en y provoquant des mouvements séparatistes, en instituant, dès le retrait des troupes de Chine du Hopei et du Tchahar, des régimes autonomes dans l'est de la première province et dans le nord de la seconde. La création de tels régimes portait directement atteinte à l'intégrité administrative de la Chine, en établissant des centres d'espionnage dans tout le nord de la Chine et en Mongolie intérieure et en encourageant officiellement la contrebande et le trafic des stupéfiants sur le territoire de Chine. Tous ces méfaits ou pratiques illégaux ne sont jamais autorisés dans aucun texte.

C. *Accord de Shanghai du 5 mai 1932.* — Cet accord a été violé à maintes reprises par des mouvements illégaux de forces armées japonaises autour de Shanghai.

Pour réussir plus facilement dans sa politique de conquête militaire de la Chine et en conjonction avec sa campagne dans le nord, le Japon essaya de paralyser la force de résistance de la Chine en amenant le fléau de la guerre à Shanghai, en vue de détruire ou de s'emparer de cet énorme centre économique et financier de la Chine.

Ils saisirent comme prétexte l'incident de Hungjao Road qui fut provoqué par des marins japonais armés qui tentèrent, le 9 août, de pénétrer dans l'aérodrome chinois. Alors que les autorités municipales chinoises proposaient immédiatement un règlement par voie diplomatique, le Japon préféra, une fois de plus, le recours à la force. Il concentra, en moins de 48 heures, environ trente navires de guerre à Shanghai et augmenta de plusieurs milliers l'effectif des forces armées qui s'y trouvaient. En même temps, il soumit aux autorités de Chine une série de demandes destinées à anéantir ou à affaiblir la défense chinoise.

Les forces de la marine japonaise, sur terre et sur mer, utilisant le Settlement international comme base d'opération, lancèrent une offensive contre les districts de Kiangwan et de Chapei.

De pareilles opérations militaires effectuées par les Japonais sur Shanghai ne peuvent se justifier par aucun motif de légitime défense et ne peuvent être considérées que comme une violation flagrante, par

les Japonais, de l'armistice de 1932 qui, en fait, a été violé par le Japon bien avant le commencement des hostilités actuelles, quand il construisit d'immenses forteresses sur les confins du Settlement et fit stationner des troupes au pont des « Huit Caractères », en dehors du Settlement, en violation des clauses de démilitarisation contenues dans ledit armistice.

Étant donnée l'invasion du nord de la Chine par le Japon et les méthodes perfides de guerre de celui-ci, le gouvernement de Chine, remplissant son devoir primordial de défense du territoire chinois et en vue de sa conservation, s'est vu obligé d'effectuer les mouvements de troupes qui s'imposaient. Ceci ne constitue pas une violation de l'accord de 1932 puisqu'il avait été entendu, comme l'a formellement déclaré le représentant du gouvernement central au moment de la conclusion de l'accord, que ledit accord n'implique d'aucune façon une restriction permanente au mouvement des troupes de Chine dans son propre territoire. La responsabilité de la guerre non déclarée à Shangaï doit être imputée au Japon.

D. *Traités généraux.* — Nous arrivons maintenant au Pacte de la S.D.N., au Pacte de renonciation à la guerre, dit Pacte Briand-Kellogg et au traité dit des Neuf Puissances.

Étudions donc : 1. Le Pacte de la S.D.N. : a) l'article 10 et la définition de l'agresseur ; b) les articles 11, 12 et 17. — 2. Le Pacte Briand-Kellogg. — 3. Le Traité des Neuf-Puissances.

1. *Le Pacte de la S.D.N.* a) L'article 10 et la définition de l'agresseur.

L'article 10 qui est ainsi conçu : « Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation », est l'article fondamental du Pacte, la clé de voûte sur laquelle le repose tout l'édifice. Il implique une obligation juridique et non un simple devoir moral.

La garantie doit jouer toutes les fois que l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un membre de la S.D.N. se trouve atteinte ou menacée par une agression extérieure. Nous sommes amenés par là même aux tentatives de définition de l'agresseur. A cet égard, rappelons que le rapport Politis, du 24 mai 1933, rédigé à la suite de l'étude des propositions sur la définition de l'agresseur présentées par M. Litvinoff à la Conférence du Désarmement du 6 février 1933, précisait les cas auxquels un État pouvait être considéré, à la suite de ses agissements, comme agresseur. Cinq cas étaient prévus :

- 1° Déclaration de guerre à un autre État ;
- 2° Invasion par ses forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre État ;
- 3° Attaque par ses forces terrestres, navales ou aériennes, même sans déclaration de guerre, du territoire, des navires, ou des aéronefs d'un autre État ;
- 4° Blocus naval des côtes ou des ports d'un autre État ;
- 5° Appui donné à des bandes armées qui formées sur son territoire auraient envahi le territoire d'un autre État, ou refusé malgré la demande de l'État envahi, de prendre sur son territoire toutes les mesures en son pouvoir, pour priver les dites bandes de toute aide ou protection.

Cette définition de l'agression a été acceptée par un certain nombre d'États. L'U.R.S.S. a profité de la Conférence économique de Londres pour conclure des conventions sur la définition de l'agresseur, le 3 juillet 1933, avec l'Afganistan, l'Esthonie, la Lettonie, la Perse, la Pologne, la Roumanie, la Turquie ; le 6 juillet avec les États de la Petite Entente et la Turquie. Il n'est pas inutile de reproduire les trois articles importants des conventions de Londres :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accepter dans ses rapports mutuels avec les autres, et à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention, la définition telle qu'elle a été expliquée dans le Rapport du Comité pour la question de sécurité en date du 24 mai 1933 (Rapport Politis)

ARTICLE 2. — En conséquence, sera reconnu comme agresseur dans un conflit international sous réserve des accords en vigueur entre les parties en conflit, l'État qui le premier aura commis l'une des actions suivantes (cf. Rapport Politis).

ARTICLE 3. — Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre, ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression prévue à l'alinéa 2.

On voit par là même que l'action engagée par le Japon en Chine est nettement caractérisée. On est allé jusqu'à soutenir que l'article 10 ne s'appliquait pas aux violations de territoire. Mais qu'est-ce qu'une agression si elle n'est une violation de territoire ? La violation de territoire ne porte-t-elle donc pas atteinte à l'indépendance politique ? Sans doute, l'application de l'article 10 devient-elle plus délicate lorsqu'on se trouve en face d'une « menace » ou d'un « danger d'agression ». Mais, en l'espèce la situation

est bien claire. Les conclusions du premier rapport adopté par le Comité consultatif du 5 octobre et par l'assemblée le 6 octobre 1937, si elles ne rappellent pas le mot « agression », sont cependant formelles et font entrer l'action japonaise dans les quatre premiers cas prévus par le rapport Politis et les Pactes de Londres :

Il est incontestable que de puissantes armées japonaises ont envahi le territoire chinois et possèdent le contrôle militaire de vastes régions y compris Peiping (Pékin) même ; que le gouvernement japonais a pris des mesures navales pour interdire la navigation chinoise sur les côtes de la Chine ; et que l'aviation japonaise effectue des bombardements dans des régions très distantes les unes des autres.

Après avoir examiné les faits que lui ont été exposés, le Comité ne peut que constater que les opérations militaires auxquelles le Japon se livre contre la Chine, sur terre, sur mer et par la voie des airs sont absolument hors de proportion avec l'incident qui a occasionné le conflit.

Qu'ils ne peuvent se justifier ni en invoquant des instruments légaux existants, ni en arguant du droit de légitime défense...

Dès lors, il appartient à la S.D.N. de désigner formellement le Japon comme l'agresseur. A cet égard, il ne saurait faire de doutes que les pactes de Londres ne peuvent que faciliter sa tâche, et cela d'autant plus que parmi les signataires, il est des États comme la Pologne et la Roumanie qui ont trop tendance à s'éloigner de l'organisme genevois pour se rapprocher des États autoritaires. L'article 10 doit donc être assorti de son plein effet. Si comme nous l'avons indiqué il y a obligation juridique et non simple devoir moral, quel peut en être la sanction ? C'est, de toute évidence celle de l'article 16 du

Pacte qui prévoit dans les paragraphes premiers et suivants des sanctions économiques et militaires. Nous connaissons les objections tenant à l'impossibilité, réelle ou prétendue, de les appliquer. On peut, d'un point de vue théorique, contester cette opinion. On démontre, à l'école, que le droit a une existence objective, indépendante des sanctions qui servent à en assurer le respect. Mais c'est l'histoire contemporaine qui nous enseigne qu'un gouvernement qui se croit assez fort pour renier sa signature, n'hésite pas à le faire quand il se sait assuré de l'impunité. Un premier exemple frappant nous a été déjà donné par la réoccupation, par l'armée allemande, de la Rhénanie, en violation du Traité de Locarno signé en octobre 1925 entre Allemagne, France et Belgique, la Grande Bretagne et l'Italie apparaissant comme garantes.

Un deuxième exemple est encore plus récent. Il s'agit de l'indépendance de l'Autriche que l'Anschluss, imposé par la force, a brutalement anéantie. Cette indépendance avait été garantie cependant depuis 1919 par des actes solennels, parmi lesquels figurent : le Traité de Versailles signé le 28 juin 1919, article 80, section 6 ; le Traité de Saint-Germain, signé le 10 septembre 1919, article 88 ; et le dernier accord de Berchtesgaden signé le 11 juillet 1936, entre l'Allemagne et l'Autriche. Mais le III^e Reich était assez fort pour anéantir tous ces « chiffons de papier », de sorte qu'aujourd'hui la question ne s'est pas posée pratiquement. « Les seuls traités qui compteraient, a écrit Paul Valéry, sont ceux qui se concluraient entre les arrières-pensées ». Si jamais cette assertion

a été justifiée c'est bien à propos des traités signés par les États « totalitaires », en particulier le Japon. Il existe, sur ce point, un aveu significatif émanant d'un auteur japonais, K. Matsudaïra.

Dans une thèse soutenue devant la Faculté de Droit de Paris, en 1931 ¹, Matsudaïra, examinant le problème de la Mandchourie, déclare que la situation de ce pays « est une question avant tout politique. Il est vain de rechercher, dans une interprétation exégitique des actes diplomatiques, une définition juridique de cette situation ». Nous sommes ainsi prévenus qu'aux yeux des Japonais, la politique, c'est-à-dire la force, est une justification suffisante de leur attitude en Chine. Affirmant enfin que la Chine n'est pas encore parvenue au degré des États civilisés modernes contrairement à M. Herriot qui parle de la Chine « un pays parfaitement civilisé et pacifique » ; K. Matsudaïra ajoute : « On ne s'étonnera pas que les règles du droit commun visant les États civilisés ne s'appliquent pas, dans leur ensemble, à ce pays ». Ce qui revient à dire : nous, Japonais, nous estimons souverainement que la Chine est un pays barbare ; nous sommes donc justifiés à traiter ce pays comme un État en dehors du droit commun. Autrement dit, c'est nous qui déciderons ce qui, vis-à-vis de la Chine, est le droit. Pascal déplorerait que les hommes n'ayant pu faire que ce qui est juste fût fort, eussent fait que ce qui est fort fût juste. Matsudaïra félicite son pays de cette attitude, et tel

1. *Le droit conventionnel international du Japon*, Paris, 1931, n° 40.

est bien, en effet, ô ironie ! le *droit conventionnel* international du Japon. Singulière façon de concevoir l'effet obligatoire des conventions ! Les citations ci-dessus ont du moins le mérite d'attester que les Japonais, par leur impuissance à justifier *juridiquement* leur position vis-à-vis de la Chine, et par cynisme avec lequel ils avouent ne reconnaître l'empire du droit que dans la mesure où cela leur convient, n'ont aucun titre pour parler de « règles du droit commun visant les États civilisés ». Pour un État civilisé, la première règle est de se soumettre à l'empire du droit commun, affirme M. Jean Escarra. Tout en réfutant l'idée de la force pour assurer l'exécution d'un droit en dehors des cas prévus par le Pacte de la S.D.N., comme nous allons le voir plus loin au paragraphe suivant, nous souhaitons ardemment que les relations internationales finissent par se rétablir sur la base du droit. L'application de l'article 16 du Pacte est conforme à l'esprit wilsonnien. La Chine, lors de l'affaire de Mandchourie, l'avait invoqué, puis elle n'insista pas. Il importe, pour le prestige de la S.D.N. et pour la paix elle-même de s'y maintenir fermement.

b) Les articles 11, 12 et 17. Comme nous l'avons écrit, la Chine a invoqué, le 12 septembre 1937, l'article 11, comme elle l'avait invoqué le 21 septembre 1931, et ce malgré son expérience malheureuse. De plus, à cette époque, elle a aussi invoqué l'article 12. A cette date, le Japon faisait encore partie de la S.D.N. Il a violé les termes de l'article 12, il n'a pas respecté l'application de ce texte aux termes duquel

« tous les membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil ». Le Japon ne s'est jamais conformé à la procédure de l'arbitrage. Il n'a jamais accepté d'aller devant la Cour permanente de Justice internationale, comme il a refusé aujourd'hui de participer à la Conférence de Bruxelles de 1937. Il n'aurait pas dû, en 1931, déclencher son action militaire avant d'avoir épuisé les possibilités d'arbitrage ou de règlement judiciaire de son différend avec la Chine que l'article 12 imposait également au Japon et à la Chine. Vu que le conflit de 1937 est différent de l'affaire de Mandchourie, et du fait de la sortie du Japon de l'organisme de Genève, le gouvernement de Chine a sollicité l'application de l'article 17. Si donc on pouvait prétendre contester l'application de l'article 16 comme devant découler normalement de l'application de l'article 10, cette possibilité se trouve supprimée du fait que la Chine demande la mise en jeu de l'article 17, applicable sans aucun doute possible au différend actuel. C'est, par conséquent, le problème des sanctions qui se trouve posé. Sans doute l'expérience du conflit italo-éthiopien, de 1935, pourrait constituer un médiocre encouragement à cet égard. Le fait même que l'Italie, en ce moment, est encore membre de la Société des Nations, et que,

par principe, elle se montre hostile au vote et à l'application des sanctions, n'est pas pour faciliter la situation. Mais le pacte n'a maintenant de valeur que dans la mesure où les grandes nations n'entendent pas le dépouiller de sa substance, dénaturer son esprit. Si imparfait qu'il soit, il peut encore, en tant qu'instrument juridique, avoir une valeur considérable. Il peut conduire à des résultats pratiques certains, et si l'on ose aller jusqu'à ses conséquences extrêmes, il a une force suffisante pour gêner et réduire économiquement un agresseur particulièrement vulnérable. Même si on osait aller jusqu'à l'exécution forcée, en vertu des paragraphes 2 et suivants de l'article 16 du Pacte, la Société genevoise éviterait bien des échecs. Nous avons une preuve de cette réussite : le plébiscite de la Sarre. Cette consultation, qui aurait pu déclencher des complications, se fit dans le calme. Et pourquoi ? Parce que la S.D.N. envoya sur place une gendarmerie internationale composée de soldats italiens, anglais, hollandais et Suisses.

Quant au reste, elle ne put empêcher : ni les deux guerres sino-japonaises, ni la sanglante affaire du Chaco, ni la révolte du Riff, ni la conquête de l'Ethiopie, ni les violations du Traité de Versailles, ni les brimades aux minorités non-aryennes en Germanie, ni la guerre d'Espagne, ni les troubles de Syrie, Palestine, Irak, ni l'annexion de l'Autriche.

Il importe donc, pour sauver la « face » de la S.D.N. et le principe de sainteté des traités, *d'employer une force internationale dans tous les cas où on y recourt.*

Sinon, devons-nous dire avec Jean-Jacques Rous-

seau : « Jamais projet plus grand, plus beau ni plus utile n'occupa l'esprit humain » ; mais exprimer avec Voltaire, en souhaitant plus d'actes, moins de palabres, et en faisant des vœux pour que seule « l'équité fit régner sur la terre. L'impraticable paix de l'abbé de Saint-Pierre ».

Ou bien conclure avec M. Edouard Herriot : « elle tombera au rang d'un club de billard ».

2. *Le Pacte Briand-Kellogg du 27 août 1928.* Nous nous tournons maintenant vers un autre texte, le Pacte Briand-Kellog signé à Paris le 27 août 1928. Le Japon avait, en vertu de ce Pacte, pris l'engagement de ne pas recourir à la guerre pour le règlement de différends internationaux et comme instrument de politique nationale. Le Pacte s'exprime en ces termes :

ARTICLE PREMIER. — Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

ARTICLE 2. — Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflit de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

On sait qu'au Japon même une campagne violente avait été menée par les milieux nationalistes intransigeants, contre la ratification du Pacte à cause de l'expression « au nom de leurs peuples respectifs ».

Dans une déclaration récente, M. Franck Kellogg

a estimé « inconciliable la politique actuelle du Japon en Chine avec la lettre comme avec l'esprit du traité ».

Là encore de zélés défenseurs du Pacte avaient souligné les prétendues contradictions entre cette déclaration formelle de renonciation aux armes et les possibilités de guerre prévues par le Pacte lui-même. C'est le cas, en dehors de la légitime défense, de la guerre qui apparaît comme un mode d'exécution du droit, car le droit est dans la nécessité de recourir parfois à la force pour assurer son exécution. Tel est le cas de la guerre juste d'exécution forcée prévue contre les États violateurs du Pacte, par les articles 10, 11 et 13, alinéa dernier ; 16, alinéa 2 ; 17, alinéas dernier et avant-dernier, cet article 17 visant même des États, non membres de la S.D.N. Cependant ces discussions n'ont, en l'espèce, qu'une valeur toute relative, puisque le Japon a pris l'initiative de violer non seulement le Pacte de Paris de 1928, mais également celui de la S.D.N. Nous ne pouvons, d'ailleurs, admettre cette façon de voir de prétendues incompatibilités entre les instruments. On comprend trop bien à quoi répondent les objections qui ont été faites et les arguments qui ont été invoqués.

3. *Le Traité des Neuf Puissances*, signé à Washington le 6 février 1922. Nous n'envisagerons ici que les violations du Japon relatives à l'esprit de ce traité, quant à son contenu, nous l'avons déjà exposé (chap. IV).

Dans ce traité, signé à Washington, figure l'article premier conçu dans les termes suivants : « Les puis-

sances contractantes autres que la Chine (le Japon en faisait partie) conviennent :

» 1^o de respecter la souveraineté et l'indépendance, ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine... »

Donc, d'après ce texte, les puissances ayant des intérêts dans le Pacifique, à l'exception de l'Union Républicaine Socialiste Soviétique (qui n'était pas alors reconnue par la plupart des grands pays), convenaient de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Cependant il fut pratiquement violé par l'action militaire à laquelle procéda le Japon en occupant la Mandchourie en 1931 et 1932 malgré la condamnation prononcée contre lui par suite contre la création artificielle du Mandchoukouo.

Pendant ce temps, le Japon se défend d'avoir violé ce texte en argumentant que cette création spontanée et sincère était l'œuvre de la population. En conséquence, il n'a pas violé l'intégrité administrative et territoriale de la Chine et il n'est pas responsable si, à l'intérieur d'un pays, il y a des gens qui veulent spontanément et sincèrement créer un État indépendant. Mais on sait qu'une longue citation, page 105 du rapport Lytton de la Commission d'enquête envoyée en Chine, en 1932, par la S.D.N., à la suite de l'invasion japonaise en Mandchourie, et présidée par lord Lytton, lauréat du Prix Nobel de la Paix, comporte notamment les aperçus ci-après :

« Les témoignages que la Commission a reçu de

toute part l'ont convaincue que bien qu'un certain nombre de facteurs aient contribué à la création du Mandchoukouo, les deux facteurs qui, par leur combinaison, ont été les plus puissants, ceux sans lesquels, à notre avis, le nouvel État n'aurait pu être constitué, ont été la présence des troupes japonaises tant civiles que militaires ».

Et la conclusion, la voici exprimée dans ce même rapport :

« C'est pourquoi le régime actuel ne saurait être considéré comme le résultat d'un mouvement d'indépendance spontané et sincère ». Alors le Japon, en prétendant que la création de l'État de la Mandchourie est le résultat d'un mouvement d'indépendance spontané et sincère, est en contradiction avec le rapport de la Commission d'études. Celui-ci nous atteste évidemment qu'« il est clair que le mouvement d'indépendance dont on n'avait pas entendu parler en Mandchourie avant septembre 1931, n'a pu se réaliser que grâce à la présence des troupes japonaises ». Ce sont donc des fonctionnaires japonais qui ont déclenché la formation de cet État-tampon, c'est l'armée japonaise qui l'a favorisée, ce sont les Japonais par conséquent, qui ont violé le texte de l'article premier de la Convention de 1922 qui dit que « les puissances autres que la Chine conviennent de respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ». Ce n'est pas agir ainsi que de lui infliger la formation d'un État sous la pression des baïonnettes de ses soldats féroces et inhumains.

La terminologie du mot même « Mandchou-kouo » nous prouve parfaitement que le nouvel État-fantôme soi-disant indépendant par rapport à la Chine est bien une création de l'intrigue japonaise. Les deux mots « Mand-chou » de la langue chinoise s'écrivent en français Mandchourie, le mot « kouo » signifie l'« État ». Et « Mand-chou-kouo » veut dire « l'État de Mandchourie » ou « l'État-Mandchou » tout court. Pourquoi les Japonais ajoutent le mot « kouo » aux deux mots « Mand-chou », pour faire : « Mand-chou-kouo », qui ne comprend avant l'occupation japonaise que trois provinces : Cheng-King devenu Liao-Ning ; Ki-Lin et Hei-Long-Kiang. Pour cette raison, les Chinois appellent la Mandchourie : les « Trois provinces de l'Est de Chine », et presque jamais « Mand-chou ». Les Japonais y ajoutent le mot « kouo » (État) au sens juridique du mot ; c'est bien une création artificielle émanant de leur bouche. Et pourquoi ? Voici la réponse : la Chine a reconnu, depuis la Révolution de 1912, les mouvements révolutionnaires provinciaux par exemple ceux des deux provinces du sud-ouest : Kouang-Tong et Kouang-Si, provinces limitrophes de l'Indo-Chine française, se révoltant jusqu'à ces derniers temps encore contre le gouvernement central. Ils réclament la liberté d'action au point de vue politique en proclamant : « Tu-Li », c'est-à-dire « l'Indépendance » ou plutôt « anti-gouvernemental au pouvoir central » à l'égard de Nankin. Or, quoi qu'il soit ainsi proclamé, ces deux mots : « Tu-Li » n'impliquent jamais un morcellement de la Chine pour former un État séparé

« Tu-Li-Kouo », c'est-à-dire un « État indépendant » comprenant : un gouvernement, un territoire et une population, comme naguère on pouvait dire « l'Autriche est un État indépendant ». En langage de Chine, les mots « Tu-Li », lorsqu'ils sont proclamés par les gouverneurs provinciaux impliquent plutôt une révolution d'une doctrine politique par rapport à une autre doctrine existant en Chine. Dès lors, la lutte idéologique s'engage en allant parfois jusqu'aux armes, entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. A la suite du triomphe de l'un ou l'autre groupe, le mouvement révolutionnaire cesse et l'unité politique de la Chine s'est immédiatement rétablie. Les deux mots « Tu-Li » tombent. Par conséquent, pendant la lutte, les gouvernements provinciaux proclamaient « Tu-Li », mais la proclamation n'implique rien d'un « État indépendant ». Pour qu'il en soit autrement il faut y ajouter le mot « kouo ». Cette explication nous montre qu'il n'exista jamais en Chine, avant comme après l'invasion japonaise en Mandchourie, des mouvements autonomes. La preuve est que le territoire de Chine reste toujours intangible, bien que l'unification politique y fasse souvent défaut. C'est pourquoi le Japon a ajouté ce mot « kouo » à la Mandchourie pour lui donner la signification d'« État indépendant » en vue de réaliser son rêve d'annexion éventuelle du « Mand-chou-kouo » comme il l'a fait à l'égard de la Corée en 1910. En un mot, il ne suffit pas aux Japonais de proclamer : « l'indépendance de la Mandchourie », il faut qu'ils proclament « l'indépendance de l'*Etat* de Mandchourie »

en disant : « Mand-chou-Tu-Li-Kouo », par abréviation, on dit : « Mand-chou-kouo ».

Nous avons, en outre, sur les liens existant entre la Chine et la Mandchourie un rapport Lytton qui a fait justice de l'argument tendancieux du Japon qui prétend, comme on le sait, que la Mandchourie n'appartient pas à la Chine, que l'Indépendance de l'État mandchourien était une création spontanée de la population.

A la page 29 du rapport Lytton, il est dit tout d'abord : qu'en 1907, quelques années seulement avant son abdication, la dynastie mandchoue avait réformé l'administration de la Mandchourie. Les trois gouvernements militaires qui existaient alors et gouvernaient ces trois provinces de Hei-Long-Kiang, de Kilin et de Cheng-King appelé aujourd'hui Liao-Ning, furent centralisés sous l'autorité d'un seul gouverneur qui était un vice-roi, ceci pour unifier l'autorité, notamment dans le domaine de la politique étrangère.

Mais cette Mandchourie a des gouverneurs qui, successivement — notamment le plus célèbre d'entre eux, le vice-roi Tchang-Tso-Lin — ont toujours proclamé une indépendance plus ou moins considérable par rapport au pouvoir central chinois.

Voici la réponse du rapport Lytton sur ce point :

L'indépendance proclamée par le maréchal Tchang Tso Lin, à différentes époques, n'a jamais signifié que lui-même ou les populations de la Mandchourie désiraient être séparées de la Chine. Ses armées n'ont pas envahi la Chine comme s'il s'agissait d'un parti étranger, mais simplement pour participer à la guerre civile comme les seigneurs de la guerre

de toute autre province. Le maréchal a tantôt appuyé, tantôt attaqué le gouvernement central ou déclaré son territoire indépendant de ce gouvernement mais jamais d'une manière qui impliquât le morcellement de la Chine en États séparés. Au contraire, la plupart des guerres civiles, chinoises ont été directement ou indirectement liées à quelque projet plus ou moins nombreux visant à unifier le pays sous l'autorité d'un gouvernement fort.

C'est exactement ce que le Japon réclame depuis longtemps, puisqu'il plaide toujours qu'il réclame « une Chine forte et unie ». Or, il est assez remarquable de noter que cette Chine forte et unie dont nous espérons un jour l'avènement, le Japon ne l'espère peut-être pas tant qu'il le prétend. Cette Chine forte et unie elle a failli se rencontrer précisément dans ces dernières années, d'abord dans les dernières années de la vie du maréchal Tchang-Tso-Lin, et surtout au moment où son fils a pris le pouvoir. A cette époque, le maréchal Tchang-Hsue-Liang, le fils aîné de Tchang-Tso-Lin, a fait allégeance au gouvernement de Nankin. Il s'est trouvé du fait de cette allégeance en difficulté notoire avec le gouvernement du Japon qui ne voulait pas, précisément, que le vice-roi de Mandchourie fut trop près du gouvernement central de Nankin. Cependant le gouvernement de Tokio, à cette époque, affirmait qu'il désirait une Chine forte et unie.

Depuis 1935, à la suite des soi-disants accords Ho-Umetzu et Chin-Doihara et des incidents de juillet et d'août 1937 au pont Marco-Polo et à Shanghai, le Japon accentue progressivement sa mainmise sur la Chine, là où il a installé son armée d'invasion du

Kwantoung et s'efforce de créer un nouveau « mouvement d'autonomie » dans la Chine du Nord. Il continue à porter atteinte à l'article premier du Traité des Neuf Puissances du 6 février 1922, en créant, dans le nord de la Chine, les organismes suivants :

Comité de préservation de la paix de Pékin ; Comité analogue de Tien-tsin ; association des deux comités comme organisme de liaison. Parallèlement à son action dans la Chine du Nord, le Japon provoque délibérément des mouvements d'autonomie dans la Mongolie intérieure, où il obtient le concours du prince Teh. Il y crée un État mongol et un *gouvernement de la Fédération autonome de la Mongolie intérieure*. Au mois de décembre 1937, une fois Nankin occupée, il y organise un nouvel organisme-tampon dit *Gouvernement réformé de Nankin*. Et nous verrons sans doute qu'un nouvel État pourrait être créé par les militaristes japonais dans les cinq provinces de la Chine du nord : Hopei, Tchahar, Sui-Yuan, Chan-si et Chan-toung pour former un « Houa-Pei-Kouo » c'est-à-dire « l'État de la Chine du Nord ». Remarque : le nom officiel actuel de la République de Chine : Tchong-Houa-Min-Kouo signifie « l'État fleuri central populaire » ; mot à mot : Tchong veut dire central ; Houa : fleuri, glorieux, splendide ; Min., adj. : populaire, nom : peuple ; Kouo : État ¹. Les Chinois, quand ils parlent de la Chine du Nord et de la Chine du Sud, les appellent par abréviation : « Houa-Pei » et « Houa-Nan » ; le mot Nan signifie

1. Cf. Jean Escarra, *La Chine, passé et présent*, p. 20.

sud et Pei = Nord. Depuis l'instauration de la République, le peuple de Chine prend officiellement le nom : Tchong houamin kouo jen ; par abréviation on dit tantôt Tchong kouo jen, tantôt Tchong houa jen, le mot jen signifiant homme au sens général du terme.

Tous ces actes, toutes ces activités qui viennent d'être cités sont contraires à l'esprit du Traité des Neuf Puissances et nous montrent trop clairement les sinistres visées du Japon à l'égard de la Chine sous le prétexte pourtant d'entretenir des relations pacifiques et « d'aider au développement matériel et moral de la nation chinoise ».

CHAPITRE VII

La remise à l'ordre du jour de l'équilibre des Puissances en Extrême-Orient.

La Conférence de Bruxelles (3 novembre 1937)

En présence de l'ambition fiévreuse et démesurée du Japon militariste entreprenant son plan de conquête, poursuivant avec acharnement, sans tenir compte de ses obligations internationales « de justice et d'esprit d'humanité », une politique agressive de pénétration vers l'Asie orientale d'une part et vers le Pacifique du sud de l'autre, l'équilibre des puissances envisagé à Washington en 1922, dans le Pacifique se trouva ainsi gravement compromis. Les signataires du Traité des Neuf Puissances décidèrent donc de se réunir à Bruxelles en vertu de la décision de la S.D.N. en date du 6 octobre 1937, afin de ramener cet équilibre délibérément rompu par l'armée d'invasion du Japon.

Pour examiner cette question, soulevée par l'agression japonaise de 1937, nous diviserons notre étude en quatre paragraphes et nous reviendrons à la mise en œuvre du Pacte de la S.D.N. :

I. Le rôle du Comité consultatif. — II. La préparation de la Conférence du Pacifique 1937, de Bruxelles. — III. Le refus du Japon. — IV. La Conférence de Bruxelles (3 novembre 1937).

I. — *Le rôle du Comité consultatif*

A l'occasion du conflit sino-japonais de 1931, relatif à la Mandchourie, province de Chine, l'assemblée extraordinaire de la S.D.N. adoptait, le 24 février 1933, un rapport et une résolution. Dans cette dernière, elle décidait de créer, en vertu de l'article 3, alinéa 3 du Pacte, un Comité consultatif d'Extrême-Orient, « chargé de suivre la situation, de faciliter à l'assemblée l'exercice de sa mission, en vertu du § 3 de l'article 3 et d'aider aux mêmes fins les membres de la Société à concerter avec eux, ainsi qu'avec les États non-membres, leur attitude et leur action ».

A la suite des événements de 1937, le gouvernement de Chine a adressé à la S.D.N., en date du 30 août 1937, un exposé de fait « sur l'agression japonaise en Chine depuis le 7 juillet 1937 ». Il ne faisait appel à aucune disposition du Pacte, mais il n'en a pas été de même pour sa deuxième note, du 12 septembre 1937, dans laquelle il a invoqué les articles 10, 11 et 17 du Pacte que nous avons signalés plus haut.

Le 16 septembre, le Conseil a renvoyé l'affaire à l'examen du Comité consultatif d'Extrême-Orient, la Chine réservant à ce moment son droit d'appel ¹.

1. Ce procédé permet la collaboration avec les États non membres de la S.D.N.

Par une première résolution, du 27 septembre, adoptée d'ailleurs par l'assemblée, le 28 septembre, le Comité consultatif condamnait le bombardement aérien des villes ouvertes et des non-combattants. Le 1^{er} octobre, il a nommé un sous-comité ayant pour mission : « D'examiner la situation créée par le conflit sino-japonais en Extrême-Orient ; de discuter les questions impliquées ; de soumettre au Comité les propositions qui lui paraîtront appropriées ».

Le 5 octobre, il présentait un rapport général où il rappelait qu'il avait invité la Chine, le Japon, l'Allemagne et l'Australie à prendre part aux travaux, invitation acceptée par la Chine et l'Australie et déclinée par les deux autres puissances. Le sous-comité, à son tour, présentait deux rapports qui furent acceptés par le Comité et présentés par lui à l'assemblée. Le premier de ces rapports en ses conclusions déclarait que les opérations militaires entreprises par le Japon contre la Chine étaient absolument hors de proportion avec l'incident qui a occasionné le conflit, enfin qu'elles étaient contraires au Traité des Neuf Puissances et au Pacte de Paris. Le second rapport, rappelant la violation du Traité de Washington, proposait la réunion des puissances signataires de ce traité. L'assemblée, le 6 octobre 1937, fait sienne les deux rapports qui lui ont été présentés par son comité consultatif sur la question du conflit entre la Chine et le Japon, et chargea son Président de prendre les dispositions nécessaires pour réunir les membres de la S.D.N. qui ont signé le Traité de Washington le 6 février 1922.

Revenons au second rapport du Comité consultatif. Il faut reconnaître qu'il donne une appréciation saine de la situation tant à l'égard du droit international qu'à l'égard de la S.D.N. Après avoir rappelé que le Comité consultatif avait été créé en vertu des dispositions générales de l'article 3 du Pacte, il précisait que l'assemblée trouvait ses pouvoirs dans l'article 11, invoqué entre autres par la Chine, puisqu'en vertu de cet article « la Société doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations ». Le Comité (et le sous-comité) avait donc examiné quelles mesures seraient propres à assurer cette sauvegarde. Le paragraphe 8 du rapport mérite d'être cité, car il précise d'une façon nette que le différend ne saurait être seulement réglé par la voie des négociations directes entre les parties en cause.

§ 8. — Il ne saurait être admis que le présent conflit en Extrême-Orient, qui est apparu comme comportant un manquement du Japon à ses obligations conventionnelles, soit un différend qui, de droit, ne peut être réglé que par la voie de procédure directe entre les gouvernements chinois et japonais. Au contraire, il y a lieu de prendre en considération, de la façon la plus complète, l'ensemble de la situation et, notamment, d'examiner tous les moyens appropriés qui permettraient de rétablir la paix conformément aux principes du Pacte et du droit international ainsi qu'aux dispositions des traités existants.

Le rapport se termine par la proposition de convoquer les nations membres de la S.D.N., signataires du Traité de Washington. Il rappelle que « les États qui auront ainsi engagé des pourparlers pourront

juger opportun de présenter, à tout moment, des propositions à l'assemblée par l'entreprise du Comité consultatif... qui... devrait en tout cas se réunir de nouveau (à Genève ou ailleurs) dans un délai d'un mois ».

Enfin, dans son dernier paragraphe, le Comité propose à l'assemblée d'assurer la Chine de son appui moral et de « recommander aux membres de la S.D.N. d'assurer à la Chine leur appui moral et de s'abstenir de toute action de nature à affaiblir le pouvoir de résistance de ce pays... ainsi que d'examiner dans quelle mesure ils pourraient à titre individuel accorder leur aide à la Chine », victime de l'agression japonaise.

II. — *La préparation de la Conférence de Bruxelles de 1937*

C'est donc dans ces conditions et en vertu de la résolution du 6 octobre 1937 que le Président de la XVIII^e assemblée a adressé une invitation aux États signataires du Traité des Neuf Puissances : États-Unis, France, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Chine.

C'est, d'autre part, en vertu de l'article 7 dudit traité que le Président de la XVIII^e assemblée a estimé que la première action utile de la S.D.N. devait être d'inviter les puissances signataires du Traité de Washington et membres de la Société à se réunir. Il avait, en effet, été précisé, dans l'article 7, que « les puissances contractantes conviennent que, dans le cas où une situation se produirait, qui, dans

l'opinion de l'une ou l'autre d'entre elles, comporterait l'application des stipulations du présent traité et en rendrait la discussion désirable, les parties contractantes en cause échangeront à cet égard de franches et complètes communications ».

La lettre adressée par le président aux États membres demandait la participation aux travaux « d'autres États qui ont des intérêts spéciaux en Extrême-Orient en vue de rechercher les moyens de mettre fin au conflit par voie d'accord ».

Voyons dans quelle atmosphère s'organisait la réunion des signataires du Traité de Washington.

Comme on le pense, ce qui dominait tout était l'attitude des États-Unis. Or le 6 octobre, le département d'État de Washington faisait connaître que le gouvernement américain avait sur l'action du Japon tiré des conclusions identiques à celles qu'avait tiré la S.D.N. La veille même, à Chicago, le président Franklin Roosevelt avait fait connaître au monde, d'une voix puissante et autorisée, que les événements internationaux n'étaient pas sans inquiéter considérablement la grande démocratie américaine. M. Cordell Hull, secrétaire d'État, quelques jours plus tard, renforçait cette idée en soulignant l'interdépendance des Nations. L'appui donné ainsi officiellement à la thèse des amis de la paix par les États-Unis pouvait faire espérer qu'on aboutirait au moins à des résultats concrets. Sans doute, il s'agissait plus d'une attitude que d'un programme, plus d'une indignation morale que de suggestions sur l'éventualité d'une action collective. Tel qu'il était, le discours du

président Roosevelt marquait cependant un grand apport à la cause de la paix.

Le Secrétaire général de la S.D.N. avait adressé des invitations à toutes les parties signataires du Traité : Union Sud-Africaine, Australie, Belgique, Royaume-Uni, Canada, France, Inde, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal. D'autre part, on y avait adjoint les États adhérents au Traité : Bolivie, Danemark, Mexique, Suède. On prit la décision d'inviter également l'Allemagne, le Japon et l'U.R.S.S. Les deux premiers « partenaires » refusèrent l'invitation.

III. — *La thèse de non-participation du Japon et la réputation des arguments japonais*

A l'exception du Japon, toutes les puissances qui ont signé le traité, ou y ont adhéré, ont accepté l'invitation, et ont envoyé des délégués à Bruxelles aux fins énoncées dans l'invitation. L'Allemagne n'y participa pas, à cause du Pacte germano-japonais conclu à Berlin, le 25 novembre 1936 et alléguant qu'elle n'a pas signé le Traité dit des Neuf Puissances.

La réponse négative du Japon à l'invitation de la Belgique est significative. Son refus constitue, une fois de plus, une preuve de son mépris de ses obligations conventionnelles internationales. Car, d'après l'article 7 même, on y voit évidemment que le conflit actuel éclaté entre la Chine et le Japon était bien le cas visé dans ledit article. La participation à la Conférence convoquée à Bruxelles est une obligation contractuelle et non seulement un simple devoir moral.

Le Japon justifiait dans sa réponse que son action militaire est de « légitime défense » devant le violent « antijaponisme » de la Chine et quelle est « en dehors du cadre du traité ». D'autre part, la S.D.N. avait « exprimé un point de vue qui touche à l'honneur du Japon et voté une résolution qui est incontestablement inamicale à son égard ». Enfin, il y a un lien entre la convocation de la Conférence et la résolution de la S.D.N.

Critiques. — En ce qui concerne le dernier argument, on avait pris soin, par un scrupule vraiment excessif, de ne pas mentionner le nom de Société des Nations. L'article 7 du Traité permettait la convocation des États signataires, en dehors de tout décision sociétaire, et en raison seule de la situation en Extrême-Orient. Il est pour le moins curieux de voir le Japon qui conteste toute autorité à la S.D.N., qui s'en est séparé sous flétrissure d'une condamnation, remplir le rôle de puissance mandataire et déclarer par avance s'opposer formellement à toute tentative qui serait faite pour lui enlever le mandat qui a été confié par l'organisme genevois !

Quant aux arguments relatifs à la « légitime défense » et à l'honneur de la nation japonaise, ce sont des notions trop extensibles, dont l'interprétation est laissée à l'arbitraire. Si l'on se reporte aux incidents originaires du présent conflit seulement (nous les avons analysé plus haut), on recherche en vain une application acceptable de la légitime défense. On a déjà employé l'argument dans la guerre d'Éthiopie et dans les mêmes intentions inavouées. L'article 3

des Conventions de Londres sur la définition de l'agresseur condamne implicitement la notion de légitime défense quand elle reçoit une application de ce genre.

Quant à l'honneur japonais, nous avons connu aussi des actes de violation de traités, où le prétexte invoqué était que l'observation de ces derniers était devenue incompatible avec « l'honneur du peuple ». Les juristes, historiens, diplomates, hommes politiques allemands ont eu soin de nous prévenir que désormais le respect des traités était conditionné par la notion de l'honneur et de l'intérêt du peuple allemand. C'était ainsi que le prince de Bismarck affirmait que « l'observation des traités n'est jamais que conditionnelle, elle peut cesser dès que la lutte pour la vie le permet ». Ce serait donc un retour du critérium de la force.

La Conférence allait néanmoins s'ouvrir sinon dans une atmosphère optimiste, tout au moins après des manifestations qui pouvaient nous faire croire qu'on reviendrait à des notions plus correctes du droit. Le refus du Japon d'y participer allait jeter la perturbation. Sans doute on avait mis dans l'invitation toutes les formes, toutes les nuances susceptibles de ne pas froisser l'orgueilleuse susceptibilité japonaise. Le refus brutal par lequel il y fut répondu causa une déception, comme si on pouvait logiquement et valablement attendre une fois de plus une « collaboration » entre l'agresseur et les victimes. Nous disons bien les victimes, car c'étaient toutes les puissances démocratiques qui se trouvaient atteintes non seulement

dans leurs intérêts économiques, mais aussi dans leurs positions morales et diplomatiques. Une fois de plus le coup de force trouvait sa justification dans le succès qui l'accompagnait et l'impunité qu'il rencontrait. Une fois de plus la cause de la paix subissait un échec.

IV. — *L'ouverture de la Conférence de Bruxelles*
(3 novembre 1937)

Le mercredi 3 novembre 1937, à 11 heures, s'ouvrait la Conférence. On n'allait pas, une seule fois, parler de la S.D.N. Il devait s'agir non pas de prononcer une sentence de condamnation, mais de rechercher les moyens pratiques de faire œuvre de médiation favorable à une restauration de la paix. Les discours de MM. Spaak, Norman Davis, Eden et Delbos furent d'une prudence extrême. Autrement significatif fut le discours du comte Aldovrandi. Ce qui ne manque pas de saveur, c'est que ce délégué fit partie de la Commission Lytton. « Il n'est pas possible de rechercher quand et comment les faits ont commencé à se produire... Ce ne sont que les parties directement intéressées qui pourront éliminer les causes vraies et profondes... La paix durable ne pourra être rétablie que lorsque la Chine millénaire aura retrouvé son équilibre social gravement menacé par la mise en pratique de certaines théories subversives et dissolvantes importées de l'étranger... La seule chose que nous pouvons envisager est d'inviter les deux parties à prendre un contact direct entre elles, après quoi nous n'avons plus rien à faire ». On ne pouvait

pas dire en termes plus aimables que l'Italie était décidée à torpiller une conférence de laquelle on n'attendait déjà que bien peu de chose. Elle prenait à son compte la thèse des adversaires de la paix en contradiction avec la paragraphe 8 du rapport du Comité consultatif et que l'assemblée avait adopté : pas d'intervention des puissances, négociations directes sous la pression militaire, bien entendu. Comme si un premier refus n'était pas suffisant, comme si on cherchait à gagner du temps, malgré les avertissements de M. Litvinov : « Il arrive même qu'une conférence qui devrait surmonter les phénomènes d'agression, en devient imperceptiblement un outil entre les mains de l'agresseur qui s'en sert comme d'un auxiliaire à son activité d'agression. Ceci se produit lorsque les organisation internationales entrent en contact avec les agresseurs eux-mêmes et essayent de les persuader de modifier leur attitude ».

La première manifestation d'activité de la conférence devait être d'adresser un nouvel appel à Tokio. Après des discussions, des compromis, on se mit d'accord sur un texte où prenant acte des déclarations du gouvernement japonais sur « son absence d'ambition territoriale à l'égard de la Chine,... son désir sincère d'aider au développement matériel et moral de la nation chinoise », on le suppliait de bien vouloir se joindre à la conférence. Après que la presse eût fait tour à tour lui l'espoir sinon d'une participation japonaise, tout au moins d'un refus qui ne fermerait pas la porte à des pourparlers ultérieurs, la réponse après s'être fait quelque peu attendre arriva caté-

gorique : « Le gouvernement japonais est convaincu que l'intervention d'un organisme collectif, tel que la conférence, ne ferait qu'exciter l'opinion publique des deux pays et rendrait plus difficile une solution satisfaisante pour tous... » Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! L'exquise politesse des Japonais n'est que création des romanciers, la langue de leurs diplomates est plus rude. Ce qui n'empêcha pas les discussions de chercher à savoir si la réponse de Tokio ne permettait pas cependant d'engager de nouveaux pourparlers. La conférence allait, dès lors, assister à sa propre agonie et pas même assurer son enterrement.

Le 13 novembre, le représentant de la Chine, M. Wellington Koo, en une pathétique intervention demanda que l'on supprimât au Japon les crédits et le ravitaillement en matières premières et que l'on assurât à son pays l'assistance financière et économique prévue en faveur de l'État victime d'une agression. On peut dire que c'était replacer le problème sur son véritable terrain et estimer que ce n'était pas le rôle de la conférence. En droit strict, c'est possible. L'interprétation du Traité de Washington peut aboutir à cette constatation. Dès lors, il n'y a qu'une solution : retourner à Genève où l'assemblée n'a fait que suspendre sa session. Le Comité consultatif devait se réunir dans le délai d'un mois. Il l'a fait pour déclarer qu'il valait mieux attendre les résultats de la Conférence de Bruxelles. Ce ne sont pas les résultats qui devaient le gêner pour agir.

CONCLUSION

« Quand les forces des hors-la-loi sont en action, déclare M. Payre, adjoint de M. Hull, l'inaction correspond à prendre parti pour le mal contre les forces du bien ».

En Extrême-Orient, cela est vrai quand les nations ont l'intention de laisser les Japonais libres de faire de leurs rêves impériaux une réalité. Du reste parallèlement à une question de respect du droit ou du prestige, de vastes intérêts commerciaux sont en jeu pour les pays qui ont exercé longtemps une influence en Extrême-Asie. En tout cas, des principes vitaux sont en cause. L'agression japonaise de 1931 a été, pour la paix mondiale, une menace.

Le conflit sino-japonais atteint plus particulièrement l'Empire britannique et les États-Unis, qui fournissent au Japon une partie importante de ses matières premières et constituent son plus grand marché d'exportation. En même temps, ces nations ont intérêt à ce que soit respectée l'intégrité de la Chine. Mais d'autres pays ont aussi d'importants intérêts en Extrême-Orient. Parmi ceux-ci, la France, la Hollande et l'U.R.S.S. Cinq puissances pourraient,

si elles le voulaient, arrêter l'agression japonaise. Le Japon, économiquement, est très vulnérable. Il est à court de presque toutes les matières premières indispensables à la poursuite de la guerre. Il a peut-être des approvisionnements pour quelques mois, mais un état-major ne doit pas considérer seulement la situation immédiate, mais celle qui se présentera quand les approvisionnements seront épuisés.

Le Japon importe le charbon, le fer et le pétrole, pour ne parler que des trois matières essentielles. En dépit de son ample développement industriel, il dépend de produits étrangers pour sa machinerie. Toute sa structure économique serait en péril si elle ne pouvait importer ces produits.

Et son exportation ? La soie est le principal produit d'exportation japonais. Pour acheter des produits qui lui sont strictement indispensables, le Japon a besoin des nations auxquelles il offre surtout, en échange, de la soie, qui ne leur est pas absolument nécessaire. Il y a aussi d'autres produits d'exportation japonais, mais leur examen prouve qu'ils appartiennent en majorité à la catégorie « luxe ». Les États-Unis en ont fait la liste, distribuée sous forme de *vade mecum* à travers les pays.

Il y a plus important encore : le crédit, nécessaire pour continuer la guerre. Le Japon est obligé de vivre sur son capital ; il est extrêmement soucieux de s'assurer les crédits étrangers. La « Compagnie des Chemins de fer de la Mandchourie du Sud » a, paraît-il, négocié un emprunt important avec un groupe de banques suisses, cependant que la « Cor-

poration japonaise de commerce étranger » et la Corporation pour le développement des industries lourdes ont envoyé récemment des représentants en Europe et en Amérique pour contracter un emprunt. Le Japon, depuis l'ouverture des hostilités contre la Chine, a eu du mal à se procurer de l'argent à l'étranger. Mais si les grandes puissances du monde ne se mettent pas d'accord pour le boycotter, il est possible qu'il réalise les emprunts dont il a besoin.

On devrait agir immédiatement, d'après les directives suivantes : 1^o un accord devrait intervenir entre les États-Unis, la France, la Hollande et l'Empire britannique, refusant tout crédit au Japon tant qu'il poursuit les hostilités. Ces quatre puissances affirmeraient que le Japon n'obtiendra pas d'elles les sommes nécessaires à la prolongation de la guerre tout au moins sous forme d'emprunts étrangers.

2^o Il faudrait interdire les importations japonaises qui ont lieu pour plus de la moitié chez les grandes puissances déjà nommées. On obtiendrait facilement que certaines petites nations se joignent à cette interdiction. Avec son exportation diminuée de moitié, le Japon se trouverait très vite à court d'échanges étrangers et se verrait obligé à des restrictions énergiques. Alors interviendrait la troisième méthode de pression sur le Japon : un embargo serait mis sur tous les produits classés comme matériel de guerre à destination du Japon.

Si l'action concertée d'un groupe de pays comprenant par exemple, l'Empire britannique, l'U.R.S.S., la France et la Hollande, avec le concours de l'action

parallèle des États-Unis, était exécutée, le Japon se verrait très vite contraint d'arrêter les hostilités. Autrement le Japon risque de s'emparer d'une partie du territoire de la Chine et le commerce des puissances blanches, avec cette région du monde en souffrirait considérablement. L'intérêt véritable de l'Empire britannique, des États-Unis et des autres pays ayant des intérêts en Extrême-Asie est d'établir la paix sur des bases sûres. Ainsi se trouverait vérifié la parole de M. Payre disant que : « Pour que la loi soit efficace et la paix durable, elles doivent être soutenues par les forces combinées de ceux qui respectent la loi, soit en agissant séparément, soit en suivant des voies parallèles, soit de concert ».

Vu :

Le Président de la thèse,
BLONDEL.

Vu :

Le Doyen,
Pierre LOUIS-LUCAS.

Vu et permis d'imprimer
Dijon, le 15 juin 1938,
Le Recteur de l'Académie de Dijon,
E. SPENLÉ.

APPENDICE

DYNASTIES DE CHINE

NOMS	DATES	SIÈCLES (approximatifs)	REMARQUES
(Mythologique) Hia	2697-2206 2205-1784	xxvii-xxiii xxii-xix	Légendaire En même temps que chou appelé « Santai » ou : « Trois Dynasties ».
Chang (Yin) Cheou	1783-1123 1122-222	xviii-xii xi-iii	Période classique : ch'un- ch'iu de 722 à 481 av. J.-C. Chankuo de 403 à 221 avant J.-C.
Ts'in Han	221-207 206 av.J.C. 219 ap.J.C.	fin du iii A. J.-C. Après J.-C.	Chine unifiée Han de l'Est depuis... 25 ap. J.-C.
Wei	220-264	milieu iii	Wei, Wu et Shu, formant les « Trois Royaumes » à peu près depuis ... 200 ap. J.-C.
Tsin	265-419	milieu iii-iv	Tsin de l'Est depuis l'an 317. Royaumes Barbares de la Chine du Nord 304-439.
N & S { Song Ts'i Leang Tch'en	420-478 479-510 502-556 557-588	v-vi	Pour les distinguer ceux-ci sont appelés Dynasties du Nord et du Sud. Appelés Six Dynasties en les réunissant aux Ch'in de l'Est et aux Wu qui précèdent.
Souei	589-617	aux environ de l'an 600 ap. J.-C.	Chine unifiée
T'ang	618-906	vii-ix	
Cinq dynasties { Leang T'ang Ts'in Han Tcheou	907-922 923-935 936-946 947-950 951-959	première moitié x	Ceux-ci sont appelés « Wutai » ou « Cinq Dy- nasties » pour les distin- guer des autres dynasties qui portent le même nom
Song	960-1276	seconde moitié x-xiii	« Song du Sud » depuis 1127, la Chine du Nord étant sous la domination mandchoue et mongole.
Yüan (Mongol) Ming	1277-1367 1368-1643	fin du xiii-mil xiv mil. xiv-mil. xvii	Domination étrangère Retour à la domination chinoise.
Ts'ing (Mandchou) République ou Tchong houa min kouo	1644-1911 1911-	mil. xvii-xix xx	Domination étrangère.

Tableau extrait du livre *La Chine et les Chinois*, par LIN YUTANG, Paris, Payot, 1937.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

- ARCHIMBAUD L. — *La Conférence de Washington*. Paris, Payot, 1923.
- BERTHELOT André. — *L'Asie ancienne orientale et sud-orientale d'après Ptolémée*. Paris, 1930.
- BRISSAUD J. — *Manuel d'histoire du droit privé*. Paris, 1935.
- BARTHÉLEMY J. et DUEZ P. — *Traité de droit constitutionnel*. Paris, 1933.
- BARTHÉLEMY J. — *Précis de droit constitutionnel*. Paris, 1936.
- CHASSAGNE H. — *Le Japon contre le monde*. Collection « Problèmes ». Paris, Alcan, 1921.
- *La Chine, le Japon et les Puissances*. Paris, Rieder, 1938.
- CURZON G. — *The problems of the Far East*. Londres, 1894.
- CHENG TCHENG. — *Ma mère*. Paris, Neuchâtel, Attinger, 1928. Préface de M. Paul Valéry.
- CHANG LIANG SAU. — *Les dernières tentatives de désarmement naval et l'équilibre des Puissances en Extrême-Orient*. Dijon, 1935.
- DENNET EYLER. — *Roosevelt and the Russo-Japanese War*. New-York, 1925.
- ESCARRA J. — *Réflexions sur la politique du Japon à l'égard de la Chine et sur quelques aspects juridiques du conflit actuel*. Perpignan, Impr. de l'Indépendant.
- *La Chine et le droit international*. Paris, A. Pédone, 1931.
- *La S.D.N. et le conflit sino-japonais*. Paris, Institut des Hautes Études internationales et Centre européen de la dotation Carnégie, 1933.
- *La Chine, passé et présent*. Paris, Armand Colin, 1937.
- *L'honorable paix japonaise*. Paris, Grasset, 1938.
- ESMEIN A. — *Cours élémentaire d'histoire du droit français*. Paris, Recueil Sirey, 1925.
- FAUCHILLE P. — *Traité de droit international public*, 3 vol. Paris, 1926.
- FREDA UTLEY et DAVID WILLS. — *On peut arrêter le Japon*. Bruxelles, Des presses de M. Weissenbruch.

- GREGORY BIENSTOCK. — *La lutte pour le Pacifique*, traduit par André Guieu. Paris, Payot, 1938.
- GIFFARD A. — *Précis de droit romain*. Paris, Dalloz, 1934.
- HUVELIN P. — *Cours élémentaire de droit romain*. Paris, 1929.
- HAURIOU M. — *Précis de droit constitutionnel*. Paris, 1929.
- HAUSHOFER K. — *Japans Werbegang als Weltmacht und Empire*. Berlin et Leipzig, 1933.
- JOSSERAND L. — *Cours de droit civil positif français*. 3 vol. Paris, Recueil Sirey, 1933.
- LE FUR L. — *Précis de droit international public*. Paris, Dalloz, 1937.
- LE FUR L. et CHKLAVER G. — *Recueil de textes de droit international public*. Paris, 2^e édit., 1934.
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE P. — *Précis de droit international privé*. Dalloz, 1933.
- LI CHAO WEI. — *La souveraineté nationale d'après la Doctrine politique de Sun-Yet-Sin*. Dijon, 1934.
- LAIN JUNG. — *L'esprit et la pratique de la constitution chinoise*. Dijon, 1934.
- LIN YUTANG. — *La Chine et les Chinois*, traduction française de S. et P. Bourgeois. Paris, Payot, 1937.
- LIU-Y. — *Histoire de la diplomatie de la Chine*. Shanghai, 1921.
- MONTESQUIEU. — *L'esprit des lois*, 2 vol. Paris, Garnier frères.
- NIBOYET J.-P. — *Manuel de droit international privé*. Paris, 1928.
- NICHOLAS ROOSEVELT. — *Foreign Affairs, The strategy of Singapour*, février 1929.
- PRADELLE A. de LA, D^r VINCKEN J., DEHAUSSE F. — *La reconstruction du droit de la guerre, si la guerre éclatait quelles seraient ses lois*.
- POLITIS N. — *Les nouvelles tendances du droit international*.
- REINAUD. — *Relations politiques et commerciales de l'empire romain avec l'Asie orientale*. Paris, 1863.
- SOULIÉ DE MORANT. — *Exterritorialité et intérêts étrangers en Chine*. Paris, 1925.
- SCHEFER Ch. — *Notice sur les relations des peuples musulmans avec les Chinois depuis l'extension de l'Islamisme jusqu'à la fin du xv^e siècle*. Paris, 1895.
- SCELLE G. — *Précis de droit des gens. Principes et systématique*, — 1^{re} partie : Introduction Le milieu intersocial, 1932.
2^e partie : *Droit constitutionnel* (Les libertés individuelles et collectives. L'élaboration du droit des gens positif).
- STRUPP K. — *Eléments de droit international public universel européen*. Préface d'Al. Alvarez. Paris, 2^e édit. en 3 vol., 1930.
- TCHANG KAI SHEK (M^{me}). — *Les origines du drame chinois*, traduit de l'anglais par Robert Delle Donne. Paris, Gallimard, 1938.
- TCHANG CHAO YUEN. — *L'évolution de la vie constitutionnelle de la Chine sous l'influence de Sun Yat Sen et de sa doctrine* (1885-1937). Paris, 1937.

- TCHENG KON PO. — *Histoire des dernières trente années de la Chine*. Shanghai, 1928.
- TONNELAT. — *L'expansion allemande hors d'Europe*. Paris, Colin, 1908.
- TSEN TSONMING. — *La Chine pacifique*. Paris, Ernest Leroux. Préface de M. Herriot.
- VIOLLIS Andrée. — *Shanghai et le destin de la Chine*. Paris, Corrêas, 1933.
- WANG CHING WEI. — *China's Problems and their Solution*. Shanghai, 1935.

2. Périodiques

- China Year Book*, 1923.
- China Times*, n° du 27 septembre 1937.
- L'Esprit international*. Paris, Hachette. N° de janvier 1935 : Les relations entre les États-Unis et le Japon et le problème naval ; — n° d'octobre 1937 : Le conflit d'Extrême-Orient ; — N° de janvier 1938 : Les principaux facteurs de la politique actuelle du Japon à l'égard de la Chine.
- L'Europe nouvelle*, nos des 28 avril 1928 et 4 mai 1929.
- La Documentation internationale*. N° de décembre 1937 : Pacte de non-agression sino-soviétique, 21 août 1937 ; — N° de janvier-février 1938 : Conférence du Pacifique 1937.
- Le Temps colonial*. N° du 11 novembre 1930.
- Le Temps*. N° du 28 septembre 1937.
- L'Agression japonaise et la S.D.N.* Genève, 1937.
- L'Agression japonaise et la Conférence des puissances à Bruxelles*. En 2 exemplaires, Bruxelles.
- L'Etat moderne*. N° de janvier 1937 : Le péril japonais.
- La presse chinoise et le conflit sino-japonais*. Paris, Pedone, 1937.
- Politique étrangère*. N° de février 1938 : Les événements d'Extrême-Orient et notre avenir en Indochine, par Alexandre VARENNE, ancien gouverneur général de l'Indochine.
- Ta Kung pao* ou « Justice Intégrale ». Nos des 9 juillet et 9 octobre 1937.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE I. — <i>Les relations sino-étrangères</i>	17
I. Première période : Depuis le début jusqu'à la guerre de l'opium de 1840	22
II. Deuxième période : Depuis la guerre de l'opium de 1840 jusqu'à nos jours	33
CHAPITRE II. — <i>L'expansion japonaise depuis l'origine de l'empire insulaire jusqu'à l'invasion de 1931 en Mandchourie</i>	45
I. Du début à la guerre sino-japonaise (1894-1895).	48
II. De la guerre sino-japonaise à l'invasion japonaise en Mandchourie en 1931	55
CHAPITRE III. — <i>Les positions respectives des puissances en face des rapports sino-japonais</i>	67
I. La Russie soviétique	69
II. Les États-Unis	74
III. La Grande-Bretagne	79
IV. La France	83
CHAPITRE IV. — <i>L'équilibre des puissances en Extrême-Orient. La conférence de Washington (1921-1922)</i>	88
I. Les accords politiques	89
II. Les accords navals	92
CHAPITRE V. — <i>La rupture de l'équilibre des puissances en Extrême-Orient à la suite de l'infiltration japonaise en Chine</i>	98
I. Le conflit sino-japonais de 1931-1936	99
II. Le conflit sino-japonais de 1937... ..	107
1° La genèse du conflit. Les incidents de Loukouchiaï	108
2° Les incidents de Shanghai	112
3° Le rôle de la S.D.N.	113
CHAPITRE VI. — <i>Les violations du droit international par le Japon</i>	115
I. Les violations des lois et coutumes de la guerre par la conduite japonaise des hostilités ..	116

II. Les violations des traités, accords ou conventions généraux ou particuliers	120 .
1° Énumération des textes	121
1 ^{er} groupe :	121
a) Le protocole final de l'affaire des Boxers du 7 septembre 1901, art. 7-9	121
b) Un document connu sous le titre de « conditions de dissolution du gouvernement provisoire de Tien-tsin » du 15 juill. 1902..	121
c) La trêve de Tang-Kou du 31 mai 1933....	122
d) Accord Ho-Umetsu du 9 juin 1935	122
e) Accord Chin-Doihara du 27 juill. 1935...	122
2 ^e groupe :	122
Accord de Shanghai du 5 mai 1932	122
3 ^e groupe :	123
a) Le pacte de la S.D.N.	123
b) Le traité des Neuf Puissances du 6 février 1922	123
c) Le pacte Briand-Kellogg du 27 août 1928.	123
2° Examen du fond	123
A. Protocole du 7 sept. 1901, art. 7	123
B. Prétentions du Japon basées sur :	138
a) La trêve de Tang-Kou	138
b) L'accord Ho-Umetsu	141
c) L'accord Chin-Doihara	142
C. Accord de Shanghai (5 mai 1932)	146
D. Traités généraux	147
1. Le pacte de la S.D.N.	147
2. Le pacte Briand-Kellogg (27 août 1928)..	156
3. Le traité des Neuf Puissances (6 fév. 1922)	157
CHAPITRE VII. — <i>La remise à l'ordre du jour de l'équilibre des puissances en Extrême-Orient à la suite de l'agression japonaise. La conférence de Bruxelles du 3 novembre 1937</i>	
I. Le rôle du comité consultatif (24 fév. 1933)	167
II. La préparation de la conférence de Bruxelles de 1937	170
III. Le refus du Japon	172
IV. La conférence de Bruxelles (3 novembre 1937).	175
CONCLUSION	179
APPENDICE.....	183
BIBLIOGRAPHIE	185

